



RAPPORT DE GESTION 2021

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|----------------------------------------------------------|----|
| PROFIL DE L'ENTREPRISE | 2 |
| FAITS SAILLANTS | 3 |
| INFORMATIONS SUR LES TENDANCES | 8 |
| PARTICIPATION DANS LES FILIALES | 9 |
| COMPARAISON DES EXERCICES 2021 ET 2020 | 10 |
| COMPARAISON DES QUATRIÈMES TRIMESTRES 2021 ET 2020 | 16 |
| COMPARAISON DES EXERCICES 2020 ET 2019 | 20 |
| FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE | 22 |
| INFORMATIONS ADDITIONNELLES | 27 |
| SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES | 68 |
| SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES | 69 |

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Québecor inc. est une société de gestion détenant la totalité des actions émises par Québecor Média inc., l'un des plus importants conglomérats de télécommunications et de médias du Canada. Les filiales de Québecor Média inc. exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Média, et Sports et divertissement. À moins d'avis contraire, les références à « Québecor » ou à la « Société » dans le présent rapport de gestion désignent Québecor inc. et ses filiales et les références à « Québecor Média » désignent Québecor Média inc. et ses filiales.

Par l'entremise de sa filiale Québecor Média, Québecor est un chef de file parmi les sociétés de télécommunications et médias du Canada ayant des activités dans les secteurs suivants : téléphonie mobile et filaire, accès Internet, télédistribution, vidéo sur demande par abonnement (« VSDA »), solutions de télécommunication d'affaires, télédiffusion, location de studios et d'équipements, production et distribution de contenu audiovisuel, édition et distribution de journaux, plateformes numériques d'information et de divertissement, service de diffusion de musique en continu, édition et distribution de livres et de magazines, production et distribution de musique, affichage extérieur, exploitation et gestion d'un amphithéâtre d'envergure internationale et d'une salle de spectacles, propriété et gestion d'équipes de hockey de la Ligue de hockey junior majeur du Québec (« LHJMQ »), production de spectacles et gestion et promotion d'événements sportifs et culturels. Par l'intermédiaire de sa filiale Vidéotron Itée (« Vidéotron »), Québecor Média est un fournisseur de premier plan de services de communication mobile et filaire. Par l'intermédiaire de ses secteurs Média et Sports et divertissement, Québecor Média est également un chef de file en création, en promotion et en distribution de divertissement et d'information, et en services Internet afférents, conçus pour attirer les auditoires de toutes les catégories démographiques. Québecor Média déploie une stratégie de convergence afin de saisir les occasions de synergies qui se présentent dans son portefeuille de propriétés et de pouvoir bonifier la valeur de ses contenus en les déclinant sur de multiples plateformes de distribution.

Tous les montants sont en dollars canadiens (« dollars CA ») à moins d'avis contraire.

Les états financiers de la Société sont préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

La Société utilise des mesures non normalisées selon les IFRS telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés (appelés auparavant « flux de trésorerie d'exploitation »), les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ainsi que des indicateurs clés de rendement tels que l'unité génératrice de revenus (« UGR ») et la facturation moyenne par unité (« FMPU »). Les définitions des mesures non normalisées selon les IFRS et des indicateurs clés de rendement utilisés par la Société sont présentées dans les sections « Mesures non normalisées selon les IFRS » et « Indicateurs clés de rendement ».

Pandémie de la COVID-19

La pandémie de la COVID-19 a entraîné des répercussions majeures sur l'environnement économique au Canada et à l'échelle mondiale. Afin de limiter la propagation du virus, le gouvernement du Québec a imposé depuis le début de cette crise sanitaire une série de restrictions et de mesures préventives spéciales, y compris la suspension de certaines activités commerciales. Depuis mars 2020, cette crise sanitaire a réduit les activités de nombreux partenaires d'affaires de Québecor et s'est traduite par un ralentissement marqué de certains secteurs d'activité de la Société. Entre autres répercussions, selon les circonstances, les restrictions et mesures préventives imposées par le gouvernement du Québec ont causé une réduction des activités dans les points de vente de Vidéotron, une réduction des revenus publicitaires, une baisse des événements sportifs diffusés par la chaîne spécialisée TVA Sports et une réduction des activités cinématographiques et de celles liées au contenu audiovisuel dans le secteur Média ainsi que l'arrêt de la plupart des activités de spectacles et d'événements dans le secteur Sports et divertissement. En raison de la baisse de leurs revenus, la plupart des unités d'affaires des secteurs Média et Sports et divertissement se sont qualifiées pour la Subvention salariale d'urgence du Canada, et des subventions totalisant 12,2 M\$ ont été comptabilisées en 2021, en contrepartie d'une réduction des coûts de main-d'œuvre (49,6 M\$ en 2020).

Les impacts de la crise sanitaire liée à la COVID-19 sur les résultats d'exploitation des secteurs d'activité de la Société en 2021 sont analysés plus en détail dans la section « Analyse par secteur d'activité » du présent rapport de gestion. Il est par ailleurs difficile à ce stade-ci de prévoir quelles seront toutes les conséquences de cette crise sanitaire, y compris toute nouvelle vague importante. La crise sanitaire pourrait avoir un impact défavorable important sur la croissance à court et à moyen terme des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société. Ainsi, les croissances enregistrées au cours des trimestres antérieurs à la crise sanitaire pourraient ne pas être représentatives des croissances futures.

FAITS SAILLANTS

Exercice 2021

Revenus de 4,55 G\$, en hausse de 236,6 M\$ (5,5 %).

BAlIA ajusté¹ de 1,97 G\$, en hausse de 20,6 M\$ (1,1 %), malgré l'impact défavorable de 12,6 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent en 2020 dans le secteur Télécommunications.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 578,4 M\$ (2,38 \$ par action de base) en 2021, soit une baisse de 28,8 M\$ (0,03 \$ par action de base).

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies¹ de 621,9 M\$ (2,55 \$ par action de base) en 2021, soit une hausse de 27,4 M\$ (0,19 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés¹ de 1,38 G\$ en 2021, en hausse de 69,7 M\$ (5,3 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 1,18 G\$ en 2021, en baisse de 248,9 M\$ (-17,4 %).

Quatrième trimestre 2021

Revenus de 1,18 G\$, en hausse de 37,1 M\$ (3,2 %).

BAlIA ajusté de 498,8 M\$, en baisse de 28,0 M\$ (-5,3 %).

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 160,5 M\$ au quatrième trimestre 2021 (0,67 \$ par action de base), soit un écart favorable de 0,7 M\$ (0,03 \$ par action de base).

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 157,6 M\$ (0,66 \$ par action de base) au quatrième trimestre 2021, soit une baisse de 7,4 M\$.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 370,6 M\$, en hausse de 25,4 M\$ (7,4 %).

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 323,1 M\$, en baisse de 53,9 M\$ (-14,3 %).

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

Tableau 1
Sommaire consolidé des résultats, des flux de trésorerie et du bilan

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action de base)

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | | |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|------------|------------|----------------------------------------|----------|----|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 | |
| Résultats | | | | | | |
| Revenus : | | | | | | |
| Télécommunications | 3 735,0 | \$ 3 622,6 | \$ 3 480,4 | \$ 953,1 | \$ 940,9 | \$ |
| Média | 776,0 | 650,5 | 738,0 | 212,4 | 185,8 | |
| Sports et divertissement | 167,0 | 158,0 | 192,2 | 53,2 | 48,8 | |
| Intersectoriels | (123,6) | (113,3) | (116,8) | (34,8) | (28,7) | |
| | 4 554,4 | 4 317,8 | 4 293,8 | 1 183,9 | 1 146,8 | |
| BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) : | | | | | | |
| Télécommunications | 1 875,7 | 1 864,4 | 1 803,4 | 466,5 | 481,7 | |
| Média | 83,4 | 82,2 | 74,8 | 28,8 | 45,6 | |
| Sports et divertissement | 20,4 | 8,7 | 7,3 | 4,2 | 2,1 | |
| Siège social | (6,3) | (2,7) | (6,0) | (0,7) | (2,6) | |
| | 1 973,2 | 1 952,6 | 1 879,5 | 498,8 | 526,8 | |
| Amortissement | (783,8) | (803,2) | (750,4) | (197,6) | (213,5) | |
| Frais financiers | (333,4) | (328,2) | (327,5) | (79,5) | (79,1) | |
| Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers | 14,4 | 8,0 | (6,5) | 7,2 | (0,9) | |
| Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments | (4,1) | (39,2) | (28,6) | (7,8) | (6,1) | |
| Perte sur refinancement de la dette | (80,9) | - | - | - | - | |
| Impôts sur le bénéfice | (197,0) | (205,8) | (205,7) | (56,6) | (58,1) | |
| Bénéfice (perte) lié(e) aux activités abandonnées | - | 33,2 | 97,5 | - | (0,6) | |
| Bénéfice net | 588,4 | \$ 617,4 | \$ 658,3 | \$ 164,5 | \$ 168,5 | \$ |
| Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable | | | | | | |
| aux actionnaires | 578,4 | \$ 574,0 | \$ 555,3 | \$ 160,5 | \$ 160,4 | \$ |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 578,4 | 607,2 | 652,8 | 160,5 | 159,8 | |
| Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies | 621,9 | 594,5 | 581,0 | 157,6 | 165,0 | |
| Par action de base : | | | | | | |
| Bénéfice lié aux activités poursuivies attribuable | | | | | | |
| aux actionnaires | 2,38 | 2,28 | 2,17 | 0,67 | 0,64 | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 2,38 | 2,41 | 2,55 | 0,67 | 0,64 | |
| Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies | 2,55 | 2,36 | 2,27 | 0,66 | 0,66 | |

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------|----------|----------------------------------------|----------|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 |
| Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels : | | | | | |
| Télécommunications | 537,1 | \$ 596,1 | \$ 678,1 | \$ 108,2 | \$ 164,6 |
| Média | 44,9 | 38,0 | 50,0 | 17,3 | 14,8 |
| Sports et divertissement | 4,3 | 3,4 | 4,9 | 1,7 | 0,9 |
| Siège social | 4,8 | 2,7 | 2,4 | 1,0 | 1,3 |
| | 591,1 | 640,2 | 735,4 | 128,2 | 181,6 |
| Acquisitions de licences de spectre | 830,0 | - | 255,8 | 664,0 | - |
| Flux de trésorerie : | | | | | |
| Flux de trésorerie d'exploitation ajustés | | | | | |
| Télécommunications | 1 338,6 | 1 268,3 | 1 125,3 | 358,3 | 317,1 |
| Média | 38,5 | 44,2 | 24,8 | 11,5 | 30,8 |
| Sports et divertissement | 16,1 | 5,3 | 2,4 | 2,5 | 1,2 |
| Siège social | (11,1) | (5,4) | (8,4) | (1,7) | (3,9) |
| | 1 382,1 | 1 312,4 | 1 144,1 | 370,6 | 345,2 |
| Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies | | | | | |
| | 1 182,6 | 1 431,5 | 1 211,8 | 323,1 | 377,0 |
| Dividendes déclarés | 267,6 | 201,1 | 100,3 | 65,8 | 49,8 |
| Dividendes déclarés par action de base | 1,10 | 0,80 | 0,39 | 0,28 | 0,20 |
| Bilan : | | | | | |
| Espèces et quasi-espèces | 64,7 | \$ 136,7 | \$ 14,0 | \$ | |
| Fonds de roulement | 50,4 | (70,4) | (161,4) | | |
| Actif net lié aux instruments financiers dérivés | 382,3 | 597,1 | 677,7 | | |
| Actif total | 10 763,0 | 9 861,6 | 9 725,9 | | |
| Total de la dette à long terme | 6 554,0 | 5 786,4 | 5 986,1 | | |
| Obligations locatives (court et long terme) | 183,2 | 173,3 | 137,9 | | |
| Débiteures convertibles, y compris les dérivés incorporés | 141,6 | 156,5 | 165,8 | | |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | 1 255,6 | 1 112,6 | 977,5 | | |
| Capitaux propres | 1 378,8 | 1 214,1 | 1 072,1 | | |
| Ratio d'endettement net consolidé¹ | 3,19x | 2,68x | 2,91x | | |

Télécommunications

- En 2021, le secteur Télécommunications a affiché une croissance de 112,4 M\$ (3,1 %) de ses revenus et de 11,3 M\$ (0,6 %) de son BAIIA ajusté.
- Progression des revenus de Vidéotron en 2021 en services et équipements mobiles (73,2 M\$ ou 8,0 %), en accès Internet (70,0 M\$ ou 6,2 %) et en équipements filaires (52,3 M\$ ou 34,5 %).
- Augmentation nette de 41 700 (0,7 %) unités génératrices de revenus (« UGR ») en 2021, dont 120 800 lignes (8,2 %) en téléphonie mobile et 44 000 clients (2,4 %) aux services d'accès Internet.

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS ».

- Le 9 septembre 2021, Vidéotron et TVA Sports ont annoncé un partenariat avec les Lions de Trois-Rivières, la nouvelle équipe de hockey de la ECHL. Le nouveau Colisée de Trois-Rivières se nomme « Colisée Vidéotron » et TVA Sports agit à titre de diffuseur officiel exclusif des matchs à domicile des Lions de Trois-Rivières qui ont amorcé la première saison de leur histoire.
- Le 17 août 2021, Vidéotron a lancé sa plateforme Vrai, une nouvelle plateforme québécoise par abonnement offrant des contenus spécialisés, non scriptés, de type style de vie, documentaire et divertissement afin de répondre à la forte demande pour ce type de contenu. Vrai présente des milliers d'heures de contenu entièrement en français, à consommer sur demande, y compris plus d'une centaine de nouvelles productions originales québécoises à sa première année d'existence.
- Le 29 juillet 2021, Québecor a annoncé un investissement de près de 830,0 M\$ par Vidéotron pour l'acquisition de 294 blocs de spectre de la bande de 3 500 MHz à l'échelle du pays. Plus de la moitié de cet investissement se concentre hors Québec, dans quatre provinces canadiennes : l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique.
- Le 4 juin 2021, Jean-François Pruneau a quitté ses fonctions de président et chef de la direction de Vidéotron pour se consacrer à des projets d'investissements personnels. Les responsabilités de la présidence de Vidéotron ont été reprises par Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor.
- Le 12 mai 2021, Vidéotron a annoncé le déploiement de son réseau 5G dans la ville de Québec, à la suite du lancement réussi sur le territoire de la ville de Montréal en décembre 2020. Par sa vitesse accrue, sa connectivité élargie et sa latence réduite au minimum, la 5G ouvrira un monde de possibilités aux clients de cette région.
- Le 15 avril 2021, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a annoncé que certains fournisseurs de services de télécommunications pourront éventuellement avoir accès aux réseaux sans fil des principaux fournisseurs du Canada afin d'offrir aux citoyens plus de choix et d'options à prix abordables. Par conséquent, les fournisseurs régionaux qui investissent dans l'infrastructure de réseau et le spectre seront en mesure d'offrir des services concurrentiels à titre d'exploitants de réseaux mobiles virtuels dans les régions où la concurrence est limitée.
- Le 1^{er} avril 2021, Vidéotron a annoncé l'acquisition de Cablovision Warwick inc. (« Cablovision Warwick ») et de son réseau qui dessert les municipalités de Warwick, de Kingsey Falls et de Saint-Félix-de-Kingsey, dans le Centre-du-Québec, depuis plus de quatre décennies. Les clients de Cablovision Warwick auront ainsi accès au réseau de Vidéotron, y compris ses produits et services.
- Le 22 mars 2021, Vidéotron et le gouvernement du Québec, conjointement avec le gouvernement canadien, ont conclu des ententes dans le cadre de l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière de déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec. En vertu de ces ententes, Vidéotron étendra son réseau Internet haute vitesse afin de brancher environ 37 000 foyers additionnels, et les gouvernements se sont engagés à fournir une aide financière d'environ 258,0 M\$ qui sera entièrement investie dans le prolongement du réseau de Vidéotron. Conformément aux modalités des ententes, un montant de 216,2 M\$ reçu d'avance du gouvernement lors du lancement du programme a été présenté en espèces affectées en contrepartie d'une subvention différée du même montant au bilan consolidé de la Société. En 2021, 53,8 M\$ de ces subventions différées ont été comptabilisées en réduction des acquisitions d'immobilisations à la suite de la réalisation des investissements requis.

Média

- En 2021, le secteur Média a affiché une croissance de 125,5 M\$ (19,3 %) de ses revenus et de 1,2 M\$ (1,5 %) de son BAIIA ajusté.
- Le 15 septembre 2021, Québecor a dévoilé la nouvelle plateforme numérique QUB qui répertorie à un seul et même endroit, l'ensemble de ses contenus d'information et de divertissement. Accessible sur Internet et sur application mobile, QUB se démarque de l'offre sur le marché en permettant aux usagers d'accéder à un imposant volume de contenus multisources et multiformats, dont des articles, de la musique, des vidéos et de l'audio, en direct ou en rattrapage, par le biais d'une seule plateforme, facilitant ainsi la navigation et la découvrabilité des contenus.
- Le 16 juillet 2021, Groupe TVA inc. (« Groupe TVA »), avec l'appui d'Investissement Québec et de la Ville de Montréal, a annoncé l'agrandissement des studios MELS, un chef de file de l'industrie cinématographique et télévisuelle au Canada, grâce à la construction de MELS 4. Cet agrandissement permettra à MELS de renforcer son positionnement sur le marché des mégaproductions et des séries étrangères.

- Le 14 avril 2021, France Lauzière a débuté une pause professionnelle pour des raisons familiales. Ces mêmes raisons l'ont amenée, le 29 octobre 2021, à quitter définitivement ses fonctions de présidente et chef de la direction de Groupe TVA et chef du contenu de Québecor Contenu. Rappelons que depuis son arrivée au sein de la Société en 2001, elle a contribué à consolider la position exceptionnelle de Groupe TVA à titre de chef de file de la télévision québécoise. Forte de cette expertise en contenu, elle demeurera toutefois disponible pour collaborer avec l'entreprise dans certains dossiers stratégiques. Pierre Karl Péladeau, président et chef de la direction de Québecor, continue d'assumer sur une base intérimaire les responsabilités de la présidence de Groupe TVA et de Québecor Contenu.

Sports et divertissement

- En 2021, le secteur Sports et divertissement a affiché une croissance de 9,0 M\$ (5,7 %) de ses revenus et de 11,7 M\$ de son BAIIA ajusté.
- Le 6 octobre 2021, Gestion d'évènements GesteV inc., une entité du secteur Sports et divertissement, est devenue le nouveau gestionnaire du Cabaret du Casino de Montréal, ce qui lui permet d'exploiter, de diffuser et d'offrir une programmation unique aux milliers de visiteurs de cette salle de spectacles multifonctionnelle dotée d'une qualité acoustique exceptionnelle.
- Le 1^{er} février 2021, le secteur Sports et divertissement a acquis Les Disques Audiogramme inc. (« Les Disques Audiogramme »), la plus importante maison de disques francophone indépendante en Amérique du Nord, qui comprend, entre autres, Éditorial Avenue, la plus importante maison d'édition musicale francophone au Canada, continuant ainsi à soutenir le talent des artistes du Québec et à assurer le rayonnement et la diffusion de la musique québécoise.

Opérations d'investissement et de financement

- Le 23 février 2022, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action sur les actions de catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B de la Société (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »), correspondant à une hausse de 9 % du dividende trimestriel versé.
- Le 15 février 2022, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2022 à février 2023 et de modifier certaines modalités.
- En décembre 2021, Investissement Québec a accordé à Groupe TVA un prêt non garanti et sans intérêt d'un montant maximal de 25,0 M\$ afin d'appuyer la construction du quatrième studio de production MELS. Le prêt comporte certaines clauses restrictives ainsi que des représentations et garanties usuelles pour ces prêts. Au 31 décembre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur le prêt non garanti.
- Le 6 juillet 2021, Vidéotron a remboursé par anticipation la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021. L'actif des contrats de couverture afférent a également été réalisé.
- Le 5 juillet 2021, Québecor Média a remboursé par anticipation la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021.
- Le 17 juin 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 750,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2028, pour un produit net de 743,2 M\$, déduction faite de frais de financement de 6,8 M\$. Vidéotron a également émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2029, pour un produit net de 599,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,8 M\$.
- Le 1^{er} avril 2021, la société R3D Conseil inc. (« R3D Conseil »), dont Québecor était l'un des principaux actionnaires, a été acquise par Groupe Alithya inc. (« Alithya »), un chef de file en stratégie et transformation numérique. Dans le cadre de cette transaction, Québecor a obtenu 11,9 % du capital-actions d'Alithya et 6,7 % des droits de vote liés aux actions émises et en circulation d'Alithya, et le gain sur disposition correspondant de 19,6 M\$ a été comptabilisé au deuxième trimestre 2021. Cette transaction comprend également des engagements par Québecor en volume d'achats de services d'Alithya totalisant environ 360,0 M\$ dans le cadre d'une entente commerciale de 10 ans.
- Le 22 janvier 2021, Vidéotron a émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 650,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,125 % et échéant le 15 janvier 2031, pour un produit net de 644,0 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,0 M\$.

INFORMATIONS SUR LES TENDANCES

La concurrence continue de s'intensifier dans les marchés de la téléphonie mobile et filaire, de l'accès Internet, de la télédistribution et de la VSDA. En raison de l'évolution constante en matière de développements technologiques, la distinction entre ces plateformes tend à disparaître et la Société anticipe donc une concurrence accrue des entreprises non traditionnelles évoluant dans ses secteurs clés. La concurrence provient également des revendeurs d'accès Internet de gros, lesquels achètent des services d'accès haute vitesse provenant des grandes entreprises afin d'offrir leurs propres services aux clients. Ainsi, la croissance de la clientèle enregistrée dans le secteur Télécommunications au cours des derniers exercices n'est pas nécessairement représentative de la croissance future.

De plus, le secteur Télécommunications a nécessité dans le passé des investissements importants pour la mise à niveau, l'expansion et l'entretien de ses réseaux mobile et filaire ainsi que pour le lancement et l'expansion de services nouveaux ou complémentaires, dans le but de soutenir la croissance de sa clientèle de même que la demande de capacité accrue de bande passante, ou pour d'autres services. La Société prévoit que des dépenses additionnelles en immobilisations seront nécessaires à court et à moyen terme en vue de développer et de maintenir les systèmes et les services du secteur Télécommunications, y compris les investissements relatifs aux coûts d'entretien et d'amélioration de ses infrastructures en téléphonie mobile, en maintenance et en amélioration ainsi qu'aux coûts liés aux avancées et au déploiement des technologies LTE avancé et 5G. De plus, la demande de services de données sans fil a progressé constamment et il est prévu que cette demande continuera d'augmenter. Les niveaux prévus de trafic de données constitueront un défi de taille quant à la capacité du réseau mobile actuel de répondre à cet accroissement. La Société devra acquérir des licences de spectre supplémentaires dans l'avenir afin de répondre à cette demande croissante.

Certaines activités de Québecor sont de nature cyclique. Elles sont tributaires de la publicité et, dans ses activités de journaux et de magazines en particulier, des revenus de tirage. Les résultats d'exploitation sont donc sensibles à la conjoncture économique.

L'industrie des médias a connu des changements structurels fondamentaux et permanents. La fragmentation généralisée des auditoires a incité de nombreux annonceurs à revoir leurs stratégies de placement médiatique ainsi qu'à allouer une partie importante de leur budget publicitaire à des concurrents internationaux présents surtout sur les médias numériques. Dans l'industrie de la télédiffusion, les auditoires sont de plus en plus fragmentés, tandis que les habitudes de visionnement ont évolué vers des plateformes de diffusion de contenu sur Internet qui offrent aux utilisateurs un plus grand contrôle sur le contenu et les horaires de consommation, comme les services de VSDA. Le secteur Média de la Société a pris des mesures afin de maintenir sa position de chef de file et d'offrir aux téléspectateurs et aux annonceurs la possibilité d'avoir accès aux meilleurs contenus possibles, au moment où ils le veulent et sur les plateformes médias qu'ils préfèrent.

De plus, le tirage de journaux et de magazines, calculé en nombre d'exemplaires vendus, a affiché une baisse dans l'ensemble de l'industrie au cours des dernières années. En outre, la demande d'espaces publicitaires par les grands annonceurs du commerce de détail dans les médias traditionnels imprimés a diminué en raison d'une évolution des stratégies de marketing axées davantage vers d'autres médias et d'une consolidation du secteur. Afin de répondre à une telle concurrence, le secteur Média a développé sa présence sur Internet à l'aide de marques et de sites reconnus, y compris des sites spécialisés.

Le secteur Sports et divertissement a réalisé d'importants investissements dans le but de développer ses activités. La Société prévoit que des dépenses additionnelles en immobilisations seront nécessaires en vue d'accélérer la croissance de ce secteur.

Par ailleurs, dans les domaines d'activité du livre et de la musique, les technologies numériques ont transformé profondément les habitudes d'achat et de consommation de la clientèle, notamment avec l'émergence de phénomènes, tels que la musique en continu et le livre numérique, qui rivalisent avec les produits vendus sur supports traditionnels. La Société a récemment développé son propre service de diffusion de musique en continu, se démarquant en offrant une place importante à la musique québécoise en plus d'offrir un catalogue international.

PARTICIPATION DANS LES FILIALES

Québecor détenait 100 % des actions émises par Québecor Média au 31 décembre 2021.

Le tableau 2 présente les participations détenues au 31 décembre 2021 par Québecor Média dans les actions de participation de ses principales filiales.

Tableau 2

Participations (directes ou indirectes) de Québecor Média dans ses principales filiales

Au 31 décembre 2021

| | Pourcentage des droits de vote | Pourcentage économique |
|---------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------|
| Vidéotron Itée | 100,0 % | 100,0 % |
| Groupe TVA inc. | 99,9 % | 68,4 % |
| MédiaQMI inc. | 100,0 % | 100,0 % |
| QMI Spectacles inc. | 100,0 % | 100,0 % |

Les participations détenues par Québecor Média dans ses principales filiales n'ont pas varié au cours des trois derniers exercices.

COMPARAISON DES EXERCICES 2021 ET 2020

Analyse des résultats et des flux de trésorerie consolidés de Québecor

Revenus de 4,55 G\$, en hausse de 236,6 M\$ (5,5 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (112,4 M\$ ou 3,1 % des revenus du secteur), Média (125,5 M\$ ou 19,3 %) et Sports et divertissement (9,0 M\$ ou 5,7 %).

BAIIA ajusté de 1,97 G\$, en hausse de 20,6 M\$ (1,1 %).

- Hausse dans les secteurs Sports et divertissement (11,7 M\$ ou 134,5 % du BAIIA ajusté du secteur), Télécommunications (11,3 M\$ ou 0,6 %), malgré l'impact défavorable de 12,6 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent en 2020, et Média (1,2 M\$ ou 1,5 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média ainsi que la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart favorable de 8,7 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société en 2021, par rapport à 2020.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 578,4 M\$ (2,38 \$ par action de base) en 2021, contre 607,2 M\$ (2,41 \$ par action de base) en 2020, soit une baisse de 28,8 M\$ (0,03 \$ par action de base).

- Les écarts défavorables s'expliquent principalement par :
 - l'écart défavorable de 80,9 M\$ lié au refinancement de la dette ;
 - la diminution de 33,2 M\$ au chapitre du bénéfice lié aux activités abandonnées ;
 - la hausse de 5,2 M\$ liée aux frais financiers.
- Les écarts favorables s'expliquent essentiellement par :
 - l'écart favorable de 35,1 M\$ lié à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments ;
 - la hausse de 20,6 M\$ du BAIIA ajusté ;
 - la diminution de 19,4 M\$ de la charge d'amortissement ;
 - la baisse de 8,8 M\$ de la charge d'impôts sur le bénéfice ;
 - l'écart favorable de 6,4 M\$ lié au gain sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 5,6 M\$ sans incidence fiscale.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 621,9 M\$ (2,55 \$ par action de base) en 2021, contre 594,5 M\$ (2,36 \$ par action de base) en 2020, soit une hausse de 27,4 M\$ (0,19 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,38 G\$, en hausse de 69,7 M\$ (5,3 %), expliquée par la baisse de 49,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels, et par l'augmentation de 20,6 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 1,18 G\$, en baisse de 248,9 M\$, expliquée principalement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et la hausse des impôts exigibles.

Charge d'amortissement de 783,8 M\$ en 2021, soit une diminution de 19,4 M\$, due principalement à l'impact de la baisse des investissements en immobilisations et actifs incorporels dans le secteur Télécommunications, dont la baisse des investissements liés à la location de terminaux.

Frais financiers de 333,4 M\$ en 2021, en hausse de 5,2 M\$, qui s'explique principalement par un niveau moyen d'endettement plus élevé, contrebalancé en partie par un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 14,4 M\$ en 2021, soit un écart favorable de 6,4 M\$, attribuable à la variation favorable, sans incidence fiscale, des gains sur les dérivés incorporés liés aux débentures convertibles.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 4,1 M\$ en 2021, soit un écart favorable de 35,1 M\$.

- Une charge de 25,3 M\$ a été comptabilisée en 2021 relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (31,6 M\$ en 2020). De plus, un gain de 3,1 M\$ lié à d'autres éléments a été comptabilisé en 2021 (0,9 M\$ en 2020). Une charge de dépréciation d'actifs de 1,5 M\$ liée à différentes mesures de restructuration a également été comptabilisée en 2021 (8,5 M\$ en 2020).
- Le 1^{er} avril 2021, R3D Conseil, dont Québecor était l'un des principaux actionnaires, a été acquise par Alithya. Le gain sur disposition correspondant de 19,6 M\$ a été comptabilisé en 2021.

Perte sur refinancement de la dette de 80,9 M\$ en 2021.

Le 3 juin 2021, Québecor Média a émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant en capital des billets remboursés. Vidéotron a également émis un avis de remboursement visant ses billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant en capital des billets remboursés. Par conséquent, une perte nette de 80,9 M\$ a été comptabilisée dans l'état consolidé des résultats en 2021.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 197,0 M\$ en 2021 (taux d'imposition effectif de 26,5 %), contre 205,8 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,4 %) en 2020, soit un écart favorable de 8,8 M\$ qui s'explique par l'incidence de la baisse du bénéfice imposable à des fins fiscales. Les taux d'imposition effectifs sont calculés en considérant seulement les éléments imposables et déductibles.

Analyse par secteur d'activité

Télécommunications

Le secteur Télécommunications de Québecor Média est, par l'entremise de Vidéotron, un chef de file parmi les câblodistributeurs au Canada et le plus important au Québec, en fonction du nombre d'UGR filaires. Vidéotron offre des services de téléphonie mobile évoluée, y compris l'accès Internet haute vitesse, la télévision mobile et de nombreuses autres fonctions sur ses appareils mobiles. Vidéotron offre également des services d'accès Internet, de télédistribution numérique, y compris la vidéo sur demande, la télé payante et à la carte, des services de téléphonie filaire et de VSDA. En outre, Vidéotron comprend Vidéotron Affaires, un fournisseur de services complets de télécommunications d'affaires, qui englobe la téléphonie mobile et filaire, la transmission de données à haute vitesse, l'accès Internet et la télédistribution. Vidéotron offre également Helix, une plateforme technologique qui a révolutionné la façon de se divertir et de gérer son domicile en fonction de ses habitudes et de ses besoins grâce à une télécommande vocale, à un Wi-Fi ultra-intelligent et à la capacité d'intégrer des fonctions de domotique.

Résultats d'exploitation de l'exercice 2021

Revenus de 3,74 G\$ en 2021, soit une progression de 112,4 M\$ (3,1 %).

- Revenus des services de téléphonie mobile de 712,5 M\$, soit une progression de 54,0 M\$ (8,2 %) due principalement à la croissance du nombre de lignes.
- Revenus des services d'accès Internet de 1,20 G\$, en hausse de 70,0 M\$ (6,2 %). Cet écart favorable s'explique surtout par la hausse du revenu moyen par client et la croissance du nombre de clients.
- Revenus des services de télédistribution de 836,1 M\$, soit une diminution de 67,5 M\$ (-7,5 %). Cet écart défavorable s'explique surtout par la baisse du revenu moyen par client et la diminution du nombre de clients.
- Revenus des services de téléphonie filaire de 318,5 M\$, en baisse de 19,9 M\$ (-5,9 %), principalement due à l'impact de la diminution du nombre de lignes, contrebalancé en partie par la hausse du revenu moyen par ligne.
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 276,4 M\$, en hausse de 19,2 M\$ (7,5 %), surtout en raison de l'augmentation des prix, contrebalancée en partie par la diminution du nombre d'appareils mobiles vendus.
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 204,0 M\$, en hausse de 52,3 M\$ (34,5 %), principalement en raison de l'augmentation du volume et des prix de ventes d'équipements liées à la plateforme Helix.
- Autres revenus de 186,1 M\$, en hausse de 4,3 M\$ (2,4 %).

FMPU totale de Vidéotron de 50,33 \$ en 2021, contre 49,94 \$ en 2020, soit une augmentation de 0,39 \$ (0,8 %). La FMPU mobile a atteint 49,73 \$ en 2021, contre 50,85 \$ en 2020, en baisse de 1,12 \$ (-2,2 %), attribuable, entre autres, à la popularité des forfaits de type « Apportez votre appareil ».

Statistiques de clientèles

UGR – Au 31 décembre 2021, le nombre total d'UGR s'établissait à 6 189 600, soit une hausse de 41 700 unités (0,7 %) en 2021, contre une augmentation de 71 700 en 2020 (tableau 3).

Téléphonie mobile – Au 31 décembre 2021, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 1 601 900, en hausse de 120 800 lignes (8,2 %) en 2021, contre une hausse de 150 600 en 2020 (tableau 3).

Accès Internet – Le nombre de clients au service d'accès Internet se chiffrait à 1 840 800 au 31 décembre 2021, en hausse de 44 000 clients (2,4 %) en 2021, contre une hausse de 69 500 clients en 2020 (tableau 3).

Télédistribution – Au 31 décembre 2021, le nombre de clients en télédistribution s'établissait à 1 418 600, soit une diminution de 57 000 clients (-3,9 %) en 2021, contre une baisse de 56 200 en 2020 (tableau 3).

Téléphonie filaire – Au 31 décembre 2021, ce service comptait 824 900 lignes, soit une baisse de 99 800 (-10,8 %) en 2021, contre une diminution de 102 600 en 2020 (tableau 3).

Vidéo sur demande par abonnement – Au 31 décembre 2021, le nombre de clients aux services de vidéo sur demande par abonnement s'élevait à 503 400, soit une augmentation de 33 700 clients (7,2 %) en 2021, contre une hausse de 10 400 clients en 2020 (tableau 3).

Tableau 3**UGR du secteur Télécommunications à la fin de chaque exercice (2017 à 2021)**

(en milliers de clients)

| | 2021 | 2020 | 2019 | 2018 | 2017 |
|----------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Téléphonie mobile | 1 601,9 | 1 481,1 | 1 330,5 | 1 153,8 | 1 024,0 |
| Internet | 1 840,8 | 1 796,8 | 1 727,3 | 1 704,5 | 1 666,5 |
| Télédistribution | 1 418,6 | 1 475,6 | 1 531,8 | 1 597,3 | 1 640,5 |
| Téléphonie filaire | 824,9 | 924,7 | 1 027,3 | 1 113,9 | 1 188,5 |
| Vidéo sur demande par abonnement | 503,4 | 469,7 | 459,3 | 420,8 | 361,6 |
| Total | 6 189,6 | 6 147,9 | 6 076,2 | 5 990,3 | 5 881,1 |

BAIIA ajusté de 1,88 G\$, en hausse de 11,3 M\$ (0,6 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse nette des revenus, déduction faite du coût des équipements vendus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse de certains frais d'exploitation, dont les frais d'ingénierie, de publicité, d'informatique et d'administration ;
- l'écart défavorable de 12,6 M\$ lié à la comptabilisation d'un élément non récurrent en 2020.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 49,8 % en 2021, contre 48,5 % en 2020. Cette augmentation est surtout attribuable à l'impact de la comptabilisation d'un élément non récurrent en 2020 et à la hausse de certains frais d'exploitation.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,34 G\$ en 2021, contre 1,27 G\$ en 2020 (tableau 14). La hausse de 70,3 M\$ (5,5 %) s'explique par la baisse de 48,4 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, dont la diminution des investissements en informatique, par la hausse de 11,3 M\$ du BAIIA ajusté et par la baisse de 10,6 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

Média

Le secteur Média est, par l'entremise de Groupe TVA, le plus important réseau de télévision privé de langue française en Amérique du Nord. Groupe TVA est propriétaire unique de 6 des 10 stations de télévision qui forment le Réseau TVA ainsi que des chaînes spécialisées TVA Sports, LCN, addik^{TV}, Prise 2, Yoopa, CASA, MOI ET CIE, Évasion et Zeste. De plus, Groupe TVA possède une participation dans deux des stations affiliées du Réseau TVA. Groupe TVA est également active dans les activités de production commerciale et d'édition sur mesure par l'entremise de sa filiale Communications Qolab inc. (« Communications Qolab »). En plus de la télévision linéaire, le Réseau TVA et les chaînes spécialisées possèdent des applications multiplateformes qui leur permettent de diffuser du contenu à la demande et en continu, dont le site Internet et l'application mobile TVA+ qui offrent un accès gratuit à la programmation du Réseau TVA, à certains contenus des chaînes spécialisées et à du contenu original.

En outre, Groupe TVA, par le biais de ses filiales, est propriétaire de MELS Studios et Postproduction s.e.n.c. et de MELS Doublage inc., qui se spécialisent dans l'offre de services de location de studios, de mobiles et d'équipements ainsi que de services de postproduction, de doublage et d'effets visuels destinés à l'industrie du cinéma et de la télévision.

Par l'entremise des sociétés du groupe Incendo Media inc., Groupe TVA exerce également des activités de production et de distribution d'émissions de télévision, de films et de téléseries destinés au marché mondial.

Par ailleurs, Groupe TVA publie plus de 50 titres de magazines dans des créneaux variés, y compris les arts et spectacles, la télévision, la mode et la décoration, en plus de commercialiser des produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines.

En outre, le secteur Média de Québecor Média exploite deux quotidiens vendus, soit *Le Journal de Montréal* et *Le Journal de Québec* imprimés sept jours sur sept. Les sites Internet des quotidiens vendus, soit *journaldemontreal.com* et *journaldequebec.com*, qui permettent de consulter en temps réel les nouvelles sur un appareil mobile ou sur une tablette, figurent au sommet des sites d'information de leur marché, avec plus de 4,6 millions de visiteurs uniques par mois (source : Comscore, Inc., moyenne mensuelle non dupliquée, janvier à décembre 2021). Au 31 décembre 2021, les tirages cumulatifs des journaux vendus s'élevaient à environ 1,4 million d'exemplaires en version papier et électronique par semaine, selon des statistiques internes.

De plus, le secteur Média comprend NumériQ inc. (« NumériQ »), qui regroupe les ressources de stratégie et de production de contenus numériques affectées à la création de plateformes numériques et de contenus destinés à alimenter les diverses plateformes de la Société et exploite plusieurs autres marques numériques, dont *Le Guide de l'auto*, *Le sac de chips*, *Pèse sur Start*, *Silo 57* et *24heures.ca*. NumériQ possède la plateforme QUB qui offre à un seul et même endroit tout le contenu de nouvelles et de divertissement des marques de Québecor. De plus, NumériQ détient QUB radio, une plateforme audio accessible sur Internet ou au moyen d'une application qui propose une grille d'émissions de radio en direct ainsi qu'une bibliothèque de baladodiffusions. NumériQ détient également QUB musique, une plateforme d'écoute de musique en continu.

L'ensemble des applications numériques et des sites Internet de la Société rejoignent plus de 6,8 millions de visiteurs uniques par mois au Canada (source : Comscore, Inc., novembre 2021).

Le secteur Média est également actif dans le domaine de l'impression de journaux, de la distribution de journaux et de magazines, et de l'affichage extérieur. Le secteur comprend aussi Agence QMI, une agence de presse qui fournit du contenu à l'ensemble de Québecor Média, de Québecor Expertise Média, qui offre aux clients du secteur Média des services publicitaires intégrés, diversifiés et complets, de Québecor Contenu, qui contribue à la création, au développement, à l'acquisition et à la diffusion de contenus et de formats télévisuels ainsi que d'Elmire inc., une agence de marketing numérique.

Résultats d'exploitation de l'exercice 2021

Revenus de 776,0 M\$ en 2021, en hausse de 125,5 M\$ (19,3 %).

- Augmentation des revenus de publicité de 68,5 M\$ (24,0 %), principalement attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant du Réseau TVA et des chaînes spécialisées.
- Autres revenus en hausse de 54,6 M\$ (33,2 %), expliquée principalement par l'augmentation des revenus provenant des services cinématographiques et audiovisuels, de l'augmentation du volume d'activité de Communications Qolab ainsi que de la hausse des revenus du Réseau TVA et des services de production et de distribution.
- Augmentation des revenus d'abonnement de 2,4 M\$ (1,2 %).

BAIIA ajusté de 83,4 M\$ en 2021, soit une hausse de 1,2 M\$ (1,5 %) qui s'explique surtout par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Contrebalancé en partie par :

- la hausse des coûts de contenu en télédiffusion, due surtout à la reprise des activités de la Ligue nationale de hockey (« LNH ») en 2021 et des activités télévisuelles en général ;
- la hausse des frais de main-d'œuvre, expliquée essentiellement par la croissance des activités et par l'impact de la fin de l'admissibilité du secteur aux mesures gouvernementales instaurées dans le contexte lié à la COVID-19.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 89,3 % en 2021, contre 87,4 % en 2020. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse nette des coûts de contenu en télédiffusion et à l'augmentation des coûts de main-d'œuvre.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 38,5 M\$ en 2021, contre 44,2 M\$ en 2020 (tableau 14). Cette baisse de 5,7 M\$ s'explique surtout par la hausse de 6,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

Sports et divertissement

Le secteur Sports et divertissement comprend les activités de gestion et d'exploitation du Centre Vidéotron, lesquelles sont régies par une entente ratifiée en 2011 entre Québecor Média et la Ville de Québec sur les droits d'utilisation et de dénomination de cet amphithéâtre jusqu'en 2040. Le secteur loue l'amphithéâtre, exploite les espaces publicitaires, génère des revenus de commandite et exploite les concessions alimentaires durant les événements. Le secteur réalise aussi des activités de production et de coproduction de spectacles présentés au Centre Vidéotron ou dans d'autres salles. Le secteur Sports et divertissement exploite également Gestion d'événements GesteV inc., une entreprise de gestion d'événements sportifs et culturels, qui est la signature officielle des événements et des spectacles produits au Québec par Québecor Média.

Le secteur Sports et divertissement englobe également les activités des Remparts de Québec et de L'Armada de Blainville-Boisbriand, deux équipes de hockey évoluant dans la LHJMQ.

Le secteur Sports et divertissement possède aussi le Théâtre Capitole, une salle de spectacle située à Québec dans laquelle le secteur loue l'espace, exploite les espaces publicitaires, génère des revenus de commandite et peut agir à titre de copromoteur pour certains événements.

Le secteur Sports et divertissements est aussi gestionnaire de la salle de spectacles du Casino de Montréal depuis l'automne 2021 selon un contrat renouvelable annuellement. Il agit à titre de diffuseur des lieux.

De plus, le secteur Sports et divertissement comprend Les Éditions CEC inc., active dans l'édition scolaire, Groupe Sogides inc., active dans la littérature générale par l'intermédiaire de ses 18 maisons d'édition et de Messageries A.D.P. inc., actif dans la distribution physique et numérique de livres, dont la distribution en exclusivité de plus de 260 éditeurs québécois et européens francophones.

Le secteur Sports et divertissement est également actif dans la production de disques et de vidéos (Les Disques Musicor et MP3) ainsi que la production de spectacles et d'événements spéciaux (Musicor Spectacles). À noter que durant l'exercice 2021, Musique Select a mis fin à ses activités de distribution et de sous-distribution, tant du côté des enregistrements physiques que du contenu numérique.

Enfin, en 2021 le secteur Sports et divertissement a fait l'acquisition des Disques Audiogramme, la plus importante maison de disque francophone indépendante en Amérique du Nord.

Résultats d'exploitation de l'exercice 2021

Revenus de 167,0 M\$ en 2021, soit une hausse de 9,0 M\$ (5,7 %), principalement attribuable à la hausse des revenus en distribution et en édition de livres, y compris l'édition scolaire, et des revenus des activités de hockey, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de musique, due principalement à l'arrêt des activités de distribution physique et à la diminution des revenus de spectacles.

BAIIA ajusté de 20,4 M\$ en 2021, soit une augmentation de 11,7 M\$, qui s'explique principalement par l'impact de la hausse des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 16,1 M\$ en 2021, contre 5,3 M\$ en 2020 (tableau 14). Cette hausse de 10,8 M\$ est principalement attribuable à la progression de 11,7 M\$ du BAIIA ajusté.

COMPARAISON DES QUATRIÈMES TRIMESTRES 2021 ET 2020

Analyse des résultats et des flux de trésorerie consolidés de Québecor

Revenus de 1,18 G\$, en hausse de 37,1 M\$ (3,2 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (12,2 M\$ ou 1,3 % des revenus du secteur), Média (26,6 M\$ ou 14,3 %) et Sports et divertissement (4,4 M\$ ou 9,0 %).

BAIIA ajusté de 498,8 M\$, en baisse de 28,0 M\$ (-5,3 %).

- Baisse dans les secteurs Télécommunications (15,2 M\$ ou -3,2 % du BAIIA ajusté du secteur) et Média (16,8 M\$ ou -36,8 %).
- Hausse dans le secteur Sports et divertissement (2,1 M\$).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de Québecor Média ainsi que la variation de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor ont entraîné un écart favorable de 5,6 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au quatrième trimestre 2021, par rapport à la même période de 2020.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 160,5 M\$ au quatrième trimestre 2021 (0,67 \$ par action de base), contre 159,8 M\$ (0,64 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit un écart favorable de 0,7 M\$ (0,03 \$ par action de base).

- Les écarts favorables s'expliquent surtout par :
 - la diminution de 15,9 M\$ de la charge d'amortissement;
 - l'écart favorable de 8,1 M\$ au chapitre du gain ou de la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 7,4 M\$ sans incidence fiscale;
 - l'écart favorable de 4,7 M\$ des participations ne donnant pas le contrôle.
- L'écart défavorable s'explique principalement par :
 - la baisse de 28,0 M\$ du BAIIA ajusté.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 157,6 M\$ (0,66 \$ par action de base) au quatrième trimestre 2021, contre 165,0 M\$ (0,66 \$ par action de base) à la même période de 2020, soit une baisse de 7,4 M\$.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 370,6 M\$, en hausse de 25,4 M\$ (7,4 %), expliquée principalement par la baisse de 27,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et la baisse de 26,3 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, contrebalancées en partie par la diminution de 28,0 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 323,1 M\$, en baisse de 53,9 M\$, expliquée principalement par la hausse des impôts exigibles et par la diminution du BAIIA ajusté, contrebalancées en partie par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation.

Charge d'amortissement de 197,6 M\$ au quatrième trimestre 2021, soit une diminution de 15,9 M\$, due principalement à l'impact des investissements en immobilisations et actifs incorporels dans le secteur Télécommunications, dont la baisse des investissements liés à la location de terminaux.

Frais financiers de 79,5 M\$ au quatrième trimestre 2021, en hausse de 0,4 M\$. La hausse des frais financiers s'explique par un niveau moyen d'endettement plus élevé et par la variation défavorable de la perte ou du gain sur conversion des éléments monétaires à court terme libellés en devises. La baisse des frais financiers s'explique par l'impact d'un taux d'intérêt moyen inférieur sur la dette à long terme.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 7,2 M\$ au quatrième trimestre 2021, contre une perte de 0,9 M\$ à la même période de 2020, soit un écart favorable de 8,1 M\$, attribuable à la variation favorable de 7,4 M\$, sans incidence fiscale, des gains et pertes sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 7,8 M\$ au quatrième trimestre 2021, soit un écart défavorable de 1,7 M\$.

- Au cours du quatrième trimestre 2021, une charge de 7,5 M\$ a été comptabilisée relativement aux mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (5,4 M\$ au cours du quatrième trimestre 2020). De plus, un gain de 0,4 M\$ lié à d'autres éléments a été comptabilisé en 2021 (0,5 M\$ en 2020). Une charge de dépréciation d'actifs de 0,7 M\$ liée à différentes mesures de restructuration a également été comptabilisée au quatrième trimestre 2021 (1,2 M\$ au quatrième trimestre 2020).

Charge d'impôts sur le bénéfice de 56,6 M\$ au quatrième trimestre 2021 (taux d'imposition effectif de 26,5 %), contre 58,1 M\$ (taux d'imposition effectif de 25,6 %) à la même période de 2020, soit un écart favorable de 1,5 M\$, qui s'explique essentiellement par l'incidence de la baisse du bénéfice imposable à des fins fiscales.

Analyse par secteur d'activité

Télécommunications

Revenus de 953,1 M\$, soit une hausse de 12,2 M\$ (1,3 %) attribuable pour l'essentiel aux mêmes facteurs que ceux mentionnés dans la section « Comparaison des exercices 2021 et 2020 ».

- Revenus du service de téléphonie mobile de 185,4 M\$, en hausse de 15,2 M\$ (8,9 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 301,6 M\$, en hausse de 9,3 M\$ (3,2 %).
- Revenus des services de télédistribution de 203,8 M\$, soit une baisse de 16,2 M\$ (-7,4 %).
- Revenus du service de téléphonie filaire de 77,7 M\$, soit une diminution de 5,6 M\$ (-6,7 %).
- Revenus d'équipements mobiles vendus aux clients de 80,9 M\$, soit une hausse de 3,5 M\$ (4,5 %).
- Revenus d'équipements filaires vendus aux clients de 55,8 M\$, en hausse de 4,8 M\$ (9,4 %).
- Autres revenus de 47,9 M\$, soit une hausse de 1,2 M\$ (2,6 %).

FMPU totale de Vidéotron de 49,94 \$ au quatrième trimestre 2021, contre 50,21 \$ à la même période de 2020, soit une diminution de 0,27 \$ (-0,5 %). La FMPU mobile a atteint 48,57 \$ au quatrième trimestre 2021, contre 50,52 \$ à la même période de 2020, en baisse de 1,95 \$ (-3,9 %), attribuable, entre autres, à la popularité des forfaits de type « Apportez votre appareil ».

Statistiques de clientèle

UGR – Hausse de 43 000 UGR (0,7 %) au quatrième trimestre 2021, contre une augmentation de 43 000 à la même période de 2020.

Téléphonie mobile – Augmentation de 30 600 lignes (1,9 %) au quatrième trimestre 2021, contre une hausse de 28 500 à la même période de 2020.

Accès Internet – Hausse de 8 100 clients (0,4 %) au quatrième trimestre 2021, contre une augmentation de 27 000 à la période correspondante de 2020.

Télédistribution – Baisse de 9 400 clients (-0,7 %) au quatrième trimestre 2021, contre une diminution de 6 200 à la même période de 2020.

Téléphonie filaire – Diminution de 22 500 lignes (-2,7 %) au quatrième trimestre 2021, contre une baisse de 23 100 à la même période de 2020.

Vidéo sur demande par abonnement – Augmentation de 36 200 clients (7,7 %) au quatrième trimestre 2021, contre une hausse de 16 800 à la même période de 2020.

BAIIA ajusté de 466,5 M\$, en baisse de 15,2 M\$ (-3,2 %) qui s'explique surtout par :

- la hausse de certains frais d'exploitation, dont les frais d'informatique, d'administration, d'ingénierie et de publicité ;
- l'impact de la hausse du coût des équipements vendus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 51,1 % au quatrième trimestre 2021, contre 48,8 % à la même période de 2020. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation de certains frais d'exploitation et du coût des équipements vendus.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 358,3 M\$ au quatrième trimestre 2021, contre 317,1 M\$ à la même période de 2020 (tableau 14). Cette hausse de 41,2 M\$ s'explique par la baisse de 28,9 M\$ des acquisitions d'immobilisations, due à un ralentissement en général des investissements à la suite de la revue des priorités stratégiques, et par la diminution de 27,5 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels, due également à la revue des priorités stratégiques, contrebalancées en partie par la baisse de 15,2 M\$ du BAIIA ajusté.

Média

Revenus de 212,4 M\$ au quatrième trimestre 2021, en hausse de 26,6 M\$ (14,3 %).

- Augmentation des revenus de publicité de 16,9 M\$ (19,5 %), principalement attribuable à la hausse des revenus publicitaires provenant du Réseau TVA et des chaînes spécialisées.
- Autres revenus en hausse de 9,7 M\$ (20,0 %), expliquée principalement par l'augmentation du volume d'activité de Communications Qolab ainsi que de l'augmentation des revenus des services de production et distribution.

BAIIA ajusté de 28,8 M\$ au quatrième trimestre 2021, soit une baisse de 16,8 M\$ (-36,8 %), qui s'explique surtout par :

- la hausse des coûts de contenu en télédiffusion, due surtout à la reprise des activités de la LNH lors du quatrième trimestre 2021 et des activités télévisuelles en général.

Contrebalancée en partie par :

- l'impact de la hausse des revenus.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts liés au personnel et aux achats de biens et services pour l'ensemble des activités du secteur Média (exprimés en pourcentage des revenus) de 86,4 % au quatrième trimestre 2021, contre 75,5 % à la même période de 2020. Cette augmentation est surtout attribuable à la hausse des coûts de contenu en télédiffusion.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés : 11,5 M\$ au quatrième trimestre 2021, contre 30,8 M\$ à la même période de 2020 (tableau 14), soit une diminution de 19,3 M\$, expliquée principalement par la baisse de 16,8 M\$ du BAIIA ajusté et par la hausse de 2,5 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels.

Sports et divertissement

Revenus de 53,2 M\$ au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de 4,4 M\$ (9,0 %), principalement attribuable à la hausse des revenus des activités de hockey, de musique et de distribution et d'édition de livres, contrebalancée en partie par la baisse des revenus de spectacles et d'événements sportifs.

BAIIA ajusté de 4,2 M\$ au quatrième trimestre 2021, soit une hausse de 2,1 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de la hausse des revenus.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 2,5 M\$ au quatrième trimestre 2021, contre 1,2 M\$ à la même période de 2020 (tableau 14). Cette hausse de 1,3 M\$ s'explique par l'augmentation de 2,1 M\$ du BAIIA ajusté, contrebalancée en partie par la hausse de 0,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations et des actifs incorporels.

COMPARAISON DES EXERCICES 2020 ET 2019

Analyse des résultats et des flux de trésorerie consolidés de Québecor

Revenus de 4,32 G\$, en hausse de 24,0 M\$ (0,6 %).

- Augmentation dans le secteur Télécommunications (142,2 M\$ ou 4,1 % des revenus du secteur).
- Diminution dans les secteurs Média (87,5 M\$ ou -11,9 % des revenus du secteur) et Sports et divertissement (34,2 M\$ ou -17,8 %).

BAIIA ajusté de 1,95 G\$, en hausse de 73,1 M\$ (3,9 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (61,0 M\$ ou 3,4 % du BAIIA ajusté du secteur), Média (7,4 M\$ ou 9,9 %) et Sports et divertissement (1,4 M\$ ou 19,2 %).
- Écart favorable au siège social (3,3 M\$).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média avait entraîné un écart favorable de 1,5 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions en 2020, par rapport à 2019. Par ailleurs, les variations de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor et de la valeur des unités d'actions basées sur le prix de l'action de Québecor avaient entraîné un écart favorable de 7,2 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société en 2020.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 607,2 M\$ (2,41 \$ par action de base) en 2020, contre 652,8 M\$ (2,55 \$ par action de base) en 2019, soit une baisse de 45,6 M\$ (0,14 \$ par action de base).

- Les écarts défavorables s'expliquaient principalement par :
 - la diminution de 64,3 M\$ au chapitre du bénéfice lié aux activités abandonnées ;
 - la hausse de 52,8 M\$ liée à la charge d'amortissement ;
 - l'écart défavorable de 10,6 M\$ lié à la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.
- Les écarts favorables s'expliquaient essentiellement par :
 - la hausse de 73,1 M\$ du BAIIA ajusté ;
 - l'écart favorable de 14,5 M\$ au chapitre du gain et de la perte sur évaluation et conversion des instruments financiers, dont 15,0 M\$ sans incidence fiscale.

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies de 594,5 M\$ (2,36 \$ par action de base) en 2020, contre 581,0 M\$ (2,27 \$ par action de base) en 2019, soit une hausse de 13,5 M\$ (0,09 \$ par action de base).

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés de 1,31 G\$ en 2020, en hausse de 168,3 M\$ (14,7 %), expliquée par la baisse de 67,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations, par la diminution de 27,4 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels ainsi que par la progression de 73,1 M\$ du BAIIA ajusté.

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 1,43 G\$ en 2020, en hausse de 219,7 M\$ (18,1 %), expliquée principalement par l'écart favorable de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et l'augmentation du BAIIA ajusté, contrebalancés en partie par la hausse des impôts exigibles et la hausse de la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

Charge d'amortissement de 803,2 M\$ en 2020, soit une hausse de 52,8 M\$, qui s'expliquait surtout par l'impact des investissements en immobilisations et en actifs incorporels effectués dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des actifs incorporels relatif aux investissements dans la plateforme Helix, ainsi que par l'incidence de la révision de la période d'amortissement de certaines immobilisations dans le secteur Télécommunications due à l'évolution technologique, contrebalancés en partie par la baisse des investissements liés à la location de terminaux.

Frais financiers de 328,2 M\$ en 2020, en hausse de 0,7 M\$. L'impact du taux d'intérêt moyen supérieur sur la dette à long terme a été contrebalancé par un niveau moyen d'endettement plus bas.

Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers de 8,0 M\$ en 2020, contre une perte de 6,5 M\$ en 2019, soit un écart favorable de 14,5 M\$ attribuable à la variation favorable de 15,0 M\$, sans incidence fiscale, du gain sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles.

Charge de restructuration des activités d'exploitation et autres éléments de 39,2 M\$ en 2020, contre 28,6 M\$ en 2019, en hausse de 10,6 M\$.

- En 2020, une charge de restructuration nette de 30,7 M\$ a été comptabilisée relativement à différentes mesures de réduction de coûts dans divers secteurs de la Société (9,8 M\$ en 2019). De même, une charge de dépréciation d'actifs de 8,5 M\$ a été comptabilisée en 2020, liée également à des mesures de restructuration (18,8 M\$ en 2019).

Charge d'impôts sur le bénéfice de 205,8 M\$ en 2020 (taux d'imposition effectif de 26,4 %), contre 205,7 M\$ (taux d'imposition effectif de 26,6 %) en 2019, soit un écart défavorable de 0,1 M\$.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Cette section présente une analyse des flux de trésorerie générés et utilisés par la Société ainsi que de la situation financière à la date du bilan. Cette section doit être lue conjointement avec l'analyse sur les tendances présentée dans la section « Informations sur les tendances » ci-dessus, avec l'analyse des risques présentée dans la section « Risques et incertitudes » ci-dessous, de même qu'avec l'analyse sur les risques financiers de la Société présentée ci-dessous dans la section « Instruments financiers et gestion des risques financiers ».

Exploitation

Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de 1,18 G\$ en 2021, contre 1,43 G\$ en 2020.

Cette diminution de 248,9 M\$ s'explique surtout par :

- l'écart défavorable de 227,1 M\$ de la variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation, expliqué principalement par la variation défavorable des débiteurs, des impôts sur le bénéfice à payer, des créiteurs et charges à payer, des frais payés d'avance et des stocks, contrebalancée par la variation favorable des actifs liés à des contrats et des revenus reportés ;
- la hausse de 48,2 M\$ des impôts exigibles ;
- l'augmentation de 5,4 M\$ de la portion monétaire des frais financiers.

Contrebalancés en partie par :

- la hausse de 20,6 M\$ du BAIIA ajusté ;
- l'écart favorable de 9,6 M\$ de la portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments.

La variation nette défavorable des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation et la hausse des impôts exigibles ont eu un impact défavorable en 2021 sur les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies, comparativement à 2020, tandis que la hausse de la rentabilité a eu une incidence favorable.

Fonds de roulement de 50,4 M\$ au 31 décembre 2021, contre un fonds de roulement négatif de 70,4 M\$ au 31 décembre 2020, soit un écart favorable de 120,8 M\$, principalement attribuable à la hausse des débiteurs et des stocks, contrebalancée en partie par la baisse des espèces et quasi-espèces et des actifs liés à des contrats.

Investissement

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations de 429,3 M\$ en 2021, contre 447,2 M\$ en 2020, soit une diminution de 17,9 M\$ qui s'explique surtout par la variation nette favorable de 13,5 M\$ des éléments hors caisse courants.

Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels de 1,02 G\$ en 2021, contre 205,9 M\$ en 2020, soit une augmentation de 812,8 M\$ qui s'explique principalement par l'acquisition, par Vidéotron, de licences de spectre dans la bande de 3 500 MHz pour un montant total de 830,0 M\$.

Produit d'aliénation d'éléments d'actif de 7,7 M\$ en 2021, contre 4,4 M\$ en 2020.

Acquisitions nettes d'entreprises de 21,0 M\$ en 2021, contre 47,1 M\$ en 2020, soit une baisse de 26,1 M\$, dont l'impact de l'acquisition de Télédistribution Amos inc., en 2020 dans le secteur Télécommunications.

Disposition d'entreprises de 0,2 M\$ en 2020.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies¹

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de 572,3 M\$ en 2021, contre 782,8 M\$ en 2020 (tableau 15).

Cette baisse de 210,5 M\$ s'explique surtout par :

- la diminution de 248,9 M\$ des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies ;

Contrebalancée en partie par :

- la baisse de 17,9 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations.
- la diminution de 17,2 M\$ des flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels, exclusion faite des acquisitions de licences de spectre.

Financement

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en hausse de 749,3 M\$ en 2021. Diminution de 214,8 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés.

- En 2021, l'augmentation de la dette est essentiellement attribuable à :
 - l'émission par Vidéotron, le 22 janvier 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 650,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,125 % et échéant le 15 janvier 2031, pour un produit net de 644,0 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,0 M\$;
 - l'émission par Vidéotron, le 17 juin 2021, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 750,0 M\$, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2028, pour un produit net de 743,2 M\$, déduction faite des frais de financement de 6,8 M\$. Vidéotron a également émis des billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 3,625 % et échéant le 15 juin 2029, pour un produit net de 599,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 5,8 M\$;
 - l'augmentation par Vidéotron des tirages sur sa facilité de crédit renouvelable garantie pour un montant de 285,0 M\$.
- En 2021, la diminution de la dette est essentiellement expliquée par :
 - le remboursement par anticipation par Vidéotron, le 6 juillet 2021, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 800,0 M\$ US, portant intérêt à un taux de 5,000 % et échéant le 15 juillet 2022, pour un prix de 104,002 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021 ;
 - le remboursement par anticipation par Québecor Média, le 5 juillet 2021, de la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant le 15 janvier 2023, pour un prix de 107,934 % du montant nominal, conformément à un avis émis le 3 juin 2021 ;
 - l'incidence favorable du taux de change de 22,6 M\$. La baisse de la dette consolidée attribuable à ce facteur a été contrebalancée par la baisse de l'actif (ou la hausse du passif) liée aux instruments financiers dérivés ;
 - la diminution par Groupe TVA des tirages sur sa facilité de crédit renouvelable garantie pour un montant de 15,1 M\$.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un actif net de 597,1 M\$ au 31 décembre 2020 à un actif net de 382,3 M\$ au 31 décembre 2021, soit une diminution de 214,8 M\$ expliquée principalement par :
 - la réalisation de l'actif lié aux contrats de couverture de Vidéotron dans le cadre du remboursement par anticipation, le 6 juillet 2021, d'un montant en capital global de 800,0 M\$ US des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 5,000 % ;
 - l'écart défavorable attribuable au taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés ;

¹ Voir « Mesures non normalisées selon les IFRS »

- l'impact défavorable sur la juste valeur des instruments financiers dérivés de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport aux États-Unis.
- Le 15 février 2022, Groupe TVA a modifié sa facilité de crédit renouvelable garantie de 75,0 M\$ afin de proroger la date d'échéance de février 2022 à février 2023 et de modifier certaines modalités.
- En décembre 2021, Investissement Québec a accordé à Groupe TVA un prêt non garanti et sans intérêt d'un montant maximal de 25,0 M\$ afin d'appuyer la construction du quatrième studio de production MELS. Le prêt comporte certaines clauses restrictives ainsi que des représentations et garanties usuelles pour ces prêts. Au 31 décembre 2021, aucun montant n'avait été prélevé sur le prêt non garanti.

Situation financière

Liquidités disponibles nettes de 1,57 G\$ au 31 décembre 2021 pour Québecor et ses filiales détenues à part entière, soit des facilités de crédit renouvelables disponibles et inutilisées de 1,51 G\$ et des espèces et quasi-espèces de 56,5 M\$.

Dettes consolidées (dette à long terme plus les emprunts bancaires) totalisant 6,52 G\$ au 31 décembre 2021, soit une augmentation de 749,3 M\$ par rapport au 31 décembre 2020. Diminution de 214,8 M\$ de l'actif net lié aux instruments financiers dérivés (cf. « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 5,38 G\$ de Vidéotron (4,11 G\$ au 31 décembre 2020), de 12,0 M\$ de Groupe TVA (28,8 M\$ au 31 décembre 2020), de 1,09 G\$ de Québecor Média (1,59 G\$ au 31 décembre 2020) et de 44,5 M\$ de Québecor (45,9 M\$ au 31 décembre 2020).

Au 31 décembre 2021, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 4
Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor
Périodes de 12 mois terminées les 31 décembre
(en millions de dollars canadiens)

| | | |
|------------------------|----------------|-----------|
| 2022 | 56,5 | \$ |
| 2023 | 1 374,2 | |
| 2024 | 758,2 | |
| 2025 | 400,0 | |
| 2026 | 375,0 | |
| 2027 et ultérieurement | 3 590,1 | |
| Total | 6 554,0 | \$ |

Québecor peut (mais n'est d'aucune façon dans l'obligation de le faire) chercher à retirer ou à racheter, de temps à autre, des titres en circulation, y compris des débiteures convertibles, par le biais d'achats sur le marché libre, de transactions négociées avec des partenaires privés ou autrement. Ces rachats, le cas échéant, dépendront des liquidités disponibles de la Société, de ses besoins en liquidités, des conditions du marché, des restrictions contractuelles et d'autres facteurs. Les montants de ces transactions pourraient être importants.

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 5,1 années au 31 décembre 2021, contre 4,3 années au 31 décembre 2020. Compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 91,7 % de titres à taux fixe (96,1 % au 31 décembre 2020) et de 8,3 % de titres à taux variable (3,9 % au 31 décembre 2020).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour remplir ses engagements en matière d'investissement en immobilisations, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de paiement d'impôts sur le bénéfice, de remboursement de dettes et d'obligations locatives, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de dividendes aux actionnaires. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de respecter les échéances futures de ses dettes, qui sont échelonnées au cours des prochaines années.

La Société est assujettie au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à ses ententes de financement. Au 31 décembre 2021, la Société respectait tous ses ratios financiers et clauses financières restrictives de ses conventions de financement.

Dividendes déclarés

Le 23 février 2022, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,30 \$ par action sur les actions catégorie A (droits de vote multiples) (« actions catégorie A ») et sur les actions subalternes de catégorie B (comportant droit de vote) (« actions catégorie B »). Ce dividende sera versé le 5 avril 2022 aux actionnaires inscrits à la date de clôture des registres le 11 mars 2022.

Débetures convertibles

Conformément aux modalités de l'acte de fiducie régissant les débetures convertibles, le dividende trimestriel déclaré le 3 novembre 2021 sur les actions catégorie B de Québecor a déclenché un ajustement du prix plancher et du prix plafond alors en vigueur. Ainsi, à compter du 18 novembre 2021, les caractéristiques de conversion des débetures convertibles sont assujetties à un prix plancher ajusté d'environ 25,49 \$ par action (soit un nombre maximum d'environ 5 883 572 actions catégorie B correspondant à un ratio de 150,0 M\$ sur le prix plancher ajusté) et à un prix plafond ajusté d'environ 31,87 \$ par action (soit un nombre minimum d'environ 4 706 858 actions catégorie B correspondant à un ratio de 150,0 M\$ sur le prix plafond ajusté).

Conseil d'administration

Après avoir amorcé une période de réflexion au cours des derniers mois, M. Normand Provost a annoncé qu'il quittait son poste d'administrateur après 17 ans au sein du conseil d'administration de Québecor Média et 8 ans au sein de celui de la Société. Au fil des années, monsieur Provost a notamment agi comme membre du comité exécutif de Québecor Média et comme président du comité d'audit et de gestion des risques de la Société, de Québecor Média et de Vidéotron.

Analyse du bilan consolidé au 31 décembre 2021

Tableau 5
Bilan consolidé de Québecor
Analyse des principales variations entre les 31 décembre 2021 et 2020
(en millions de dollars canadiens)

| | 31 déc. 2021 ¹ | | 31 déc. 2020 | | Écart | Principales sources d'explication de l'écart |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|----|-----------------|----|---------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Actif | | | | | | |
| Espèces et quasi-espèces | 64,7 | \$ | 136,7 | \$ | (72,0) | \$ Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement |
| Débiteurs | 745,1 | | 563,6 | | 181,5 | Incidence de la variation courante des activités, dont la hausse du financement sur la vente d'équipements et portion à court terme du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir |
| Actifs liés à des contrats | 129,4 | | 174,9 | | (45,5) | Hausse du financement sur la vente d'équipements |
| Stocks | 282,6 | | 250,7 | | 31,9 | Incidence de la variation courante des activités |
| Immobilisations | 3 058,7 | | 3 189,2 | | (130,5) | Amortissement de la période moins les acquisitions d'immobilisations |
| Actifs incorporels | 2 344,1 | | 1 466,7 | | 877,4 | Acquisition de spectre de la bande de 3 500 MHz et acquisitions d'actifs incorporels et d'entreprises, moins l'amortissement de la période |
| Instruments financiers dérivés ² | 382,3 | | 597,1 | | (214,8) | Cf. « Financement » |
| Autres éléments d'actif | 521,1 | | 433,8 | | 87,3 | Incidence de la variation courante des activités d'exploitation, dont l'impact de la hausse du financement sur les ventes d'équipements et incidence des activités d'investissement |
| Passif | | | | | | |
| Impôts sur le bénéfice ³ | 40,1 | | 65,1 | | (25,0) | Déboursés courants moins les impôts exigibles de la période |
| Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires | 6 524,4 | | 5 775,1 | | 749,3 | Cf. « Financement » |
| Autres éléments de passif | 293,2 | | 422,8 | | (129,6) | Gain sur réévaluation des régimes à prestations définies, moins une réévaluation à la hausse de l'obligation liée aux démantèlements d'actifs |

¹ Les natures « espèces affectées » et « subvention différée » sont regroupées aux fins de l'analyse.

² Actif à long terme moins le passif à long terme.

³ Passif à court terme moins l'actif à court terme.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2021, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêt sur la dette à long terme, les débentures convertibles et les obligations locatives, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements ainsi que ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 6.

Tableau 6
Obligations contractuelles de Québecor au 31 décembre 2021
(en millions de dollars canadiens)

| | Total | Moins d'un an | 1-3 ans | 3-5 ans | 5 ans et plus |
|---------------------------------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Dette à long terme ¹ | 6 554,0 \$ | 56,5 \$ | 2 132,4 \$ | 775,0 \$ | 3 590,1 \$ |
| Débentures convertibles ² | 150,0 | - | 150,0 | - | - |
| Paiements d'intérêts ³ | 1 375,7 | 254,1 | 453,3 | 338,5 | 329,8 |
| Obligations locatives | 183,2 | 36,1 | 59,4 | 28,8 | 58,9 |
| Paiement d'intérêts sur les obligations locatives | 43,9 | 7,3 | 10,5 | 7,0 | 19,1 |
| Acquisitions d'immobilisations et autres engagements | 1 473,8 | 322,1 | 449,9 | 315,1 | 386,7 |
| Instruments financiers dérivés ⁴ | (332,8) | 1,6 | (354,2) | - | 19,8 |
| Total des obligations contractuelles | 9 447,8 \$ | 677,7 \$ | 2 901,3 \$ | 1 464,4 \$ | 4 404,4 \$ |

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² Basé sur la valeur du marché au 31 décembre 2021 d'un nombre d'actions correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours d'une action catégorie B de Québecor à cette date, sous réserve d'un prix plancher d'environ 25,49 \$ et d'un prix plafond d'environ 31,87 \$. La Société peut aussi racheter les débentures convertibles en émettant le nombre de ses actions catégorie B correspondant.

³ Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme et les débentures convertibles, selon les taux d'intérêt en vigueur, les taux d'intérêt des couvertures et les taux de change des couvertures sur devises au 31 décembre 2021.

⁴ Encaissements futurs estimatifs, déduction faite des déboursés futurs, sur les instruments financiers dérivés liés à la couverture des taux de change sur le principal de la dette libellée en dollars US.

Engagements importants inclus au tableau 6

Vidéotron a conclu des ententes de partage et d'échange de services d'une durée de 20 ans avec Rogers Communications Inc. visant la construction et l'exploitation d'un réseau LTE au Québec et dans la région d'Ottawa. Elle a également conclu une entente avec Comcast Corporation visant à développer une solution innovante de technologie de livraison de télévision sur protocole Internet (« IPTV »). En outre, elle a conclu des ententes pour le déploiement des technologies d'accès radio LTE-A et 5G et l'achat d'appareils mobiles. Au 31 décembre 2021, le solde de ces engagements se chiffrait à 425,2 M\$.

La division Québecor Média Affichage a conclu des ententes avec diverses sociétés de transport au Québec pour assurer l'installation et l'entretien d'abribus et l'exploitation publicitaire d'abribus et d'autobus. Au 31 décembre 2021, le solde de ces engagements se chiffrait à 96,3 M\$.

Dans le cours normal de ses activités d'exploitation, le secteur Média, par l'entremise de Groupe TVA, contracte des engagements sur des droits de diffusion de produits télévisuels, d'événements sportifs et de films, de même que sur des droits de distribution de produits audiovisuels. Au 31 décembre 2021, le solde de ces engagements se chiffrait à 459,4 M\$.

Cotisations aux régimes de retraite

Les cotisations de l'employeur prévues aux régimes de retraite à prestations définies et aux avantages complémentaires à la retraite de la Société seront de 38,2 M\$ en 2022, fondées sur les plus récents rapports financiers actuariels déposés (des cotisations de 39,8 M\$ ont été payées en 2021).

Transactions entre parties liées

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2021, la Société a engagé des dépenses auprès de sociétés liées pour un montant de 13,3 M\$ (12,6 M\$ en 2020), qui sont incluses dans les achats de biens et services, et a acquis des immobilisations et des actifs incorporels auprès de sociétés liées pour un montant de 4,6 M\$ (aucune en 2020). La Société a également effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 7,8 M\$ (3,7 M\$ en 2020). Ces transactions ont été comptabilisées à la valeur d'échange convenue entre les parties.

Ententes hors bilan

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut de nombreuses ententes de garantie, y compris ce qui suit :

Dispositions d'entreprises et d'actifs

Dans le cadre de la vente de la totalité ou d'une partie d'une entreprise ou d'un actif, en plus de toute indemnisation éventuelle pouvant découler de l'inexécution de clauses restrictives ou du non-respect d'une déclaration ou d'une garantie, la Société peut convenir de donner une garantie contre toute réclamation pouvant résulter de ses activités passées. De façon générale, les modalités et le montant d'une telle indemnisation sont limités par la convention. En raison de la nature de ces conventions d'indemnisation, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de payer aux bénéficiaires des garanties. La Société n'a pas comptabilisé de montant au bilan consolidé à l'égard de ces éléments.

Sous-traitants et fournisseurs

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut des ententes avec des sous-traitants et des fournisseurs. Dans certains cas, la Société s'engage à dédommager ces derniers advenant des poursuites contre eux. Dans d'autres cas, elle s'engage à dédommager des tiers pour des dommages causés par ses sous-traitants et fournisseurs. En raison de la nature de ces ententes, la Société ne peut estimer le montant maximal du paiement éventuel qu'elle pourrait être tenue de verser. La Société n'a pas comptabilisé de montant au bilan consolidé quant à ces indemnisations.

Capital-actions

Conformément aux exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 7 présente les données du capital-actions de la Société au 3 février 2022. De plus, 2 319 600 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 3 février 2022.

Tableau 7

Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

| | Au 3 février 2022 | |
|---------------------|-----------------------------|---------------------|
| | Émises et en circulation | Valeur comptable |
| Actions catégorie A | 76 984 034 | 8,6 \$ |
| Actions catégorie B | 162 273 507 | 956,6 |

Le 4 août 2021, la Société a autorisé un programme de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 1 000 000 actions catégorie A représentant environ 1,3 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 6 000 000 actions catégorie B représentant environ 3,6 % des actions catégorie B émises et en circulation le 30 juillet 2021. Les rachats peuvent être effectués entre le 15 août 2021 et le 14 août 2022, au cours du marché en vigueur sur le marché libre par l'entremise de la Bourse de Toronto ou d'autres systèmes de négociation parallèles. Toutes les actions ainsi rachetées seront annulées.

Le 6 août 2021, la Société a conclu une entente visant un régime d'achat de titres automatique (le « régime ») avec un courtier désigné en vue de permettre le rachat d'actions aux termes du régime à des moments où il lui serait interdit de le faire en raison de restrictions réglementaires ou de périodes volontaires d'interdiction des opérations. Le régime a été préalablement autorisé par la Bourse de Toronto. Il est en vigueur depuis le 15 août 2021 et se terminera en même temps que le programme de rachat dans le cours normal des activités.

Aux termes du régime, avant d'entrer dans une période volontaire d'interdiction d'opérations, la Société peut demander, sans y être tenue, au courtier désigné de faire des achats dans le cadre du programme de rachat dans le cours normal des activités. Ces achats seront établis à la discrétion du courtier désigné selon des paramètres établis par la Société avant les périodes d'interdiction. En dehors de ces périodes, les rachats seront effectués à la discrétion de la direction de la Société.

En 2021, la Société a racheté et annulé 8 914 650 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 282,4 M\$ (6 457 050 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 201,2 M\$ en 2020). L'excédent de 229,8 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été comptabilisé en réduction des bénéfices non répartis (163,1 M\$ en 2020).

Risques et incertitudes

La Société est active dans les secteurs des télécommunications, des médias et du sports et divertissement, lesquels comportent divers facteurs de risque et d'incertitude. Les risques et incertitudes décrits ci-après peuvent influencer grandement sur le cadre d'exploitation et les résultats financiers de la Société.

Concurrence accrue provenant de sources non traditionnelles

La Société doit faire face à la substitution technologique dans tous ses principaux segments d'affaires. En raison des développements technologiques en cours, la démarcation entre les plateformes de télédiffusion, d'Internet et de téléphonie mobile et filaire se dissipe rapidement. Ainsi, les producteurs et les fournisseurs de contenu se servent de leurs droits sur le contenu et mettent leurs stratégies de l'avant afin de déployer leurs propres plateformes de distribution de services de VSDA pour joindre les consommateurs directement par Internet. Ce faisant, les producteurs et les fournisseurs de contenu deviennent moins dépendants des agrégateurs de contenu, comme Vidéotron. Internet, y compris par l'entremise d'équipements mobiles, fournit un service important de télédiffusion et de distribution. Plus précisément, un nombre croissant de clients de la Société utilise des appareils mobiles comme source principale de divertissement vidéo ; ce qui entre, par conséquent, en concurrence directe avec ses services de télévision et d'accès Internet filaire. De plus, les opérateurs mobiles, grâce au développement de leurs réseaux mobiles, offrent des services Internet sans fil et fixes, qui entrent en concurrence avec le service d'accès Internet filaire de la Société. En raison de la nature convergente des progrès technologiques, la Société prévoit une concurrence accrue de la part des entreprises non traditionnelles, qui pourrait nuire à sa stratégie d'affaires globale et avoir un effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Concurrence et développement technologique

Dans le domaine de la télévision, la Société est en concurrence avec des entreprises de services locaux titulaires (« ESLT ») et des fournisseurs d'accès Internet aux tierces parties (« AITP »). Ses principaux concurrents ESLT et AITP ont implanté leur propre service d'IPTV dans la majeure partie du territoire sur lequel la Société exerce ses activités.

Le nombre de fournisseurs de services de VSDA augmente rapidement et plusieurs d'entre eux disposent de ressources financières importantes. Ils livrent maintenant une concurrence directe pour accroître leur auditoire et leur part des dépenses mensuelles en divertissement. De plus, les niveaux de prix intéressants des fournisseurs de services de VSDA (qui s'expliquent en partie par le fait qu'ils n'ont pas à contribuer financièrement au modèle d'affaires traditionnel de la télévision au Canada ou à l'infrastructure Internet, et ne sont pas soumis à la réglementation du CRTC) pourraient faire en sorte que l'offre traditionnelle de la Société devienne moins attrayante pour sa clientèle, et ils pourraient affecter sa capacité à fidéliser et à augmenter sa clientèle. Par conséquent, cette situation pourrait désavantager la Société sur le plan concurrentiel, mener à une augmentation des coûts d'exploitation et avoir un effet défavorable sur les activités de la Société, ses perspectives, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

En outre, la Société doit faire face à la concurrence provenant de fournisseurs illégaux de services de télévision, de l'accès illégal à la télévision directe par satellite (« TDS ») non canadienne (aussi appelé « piratage du marché gris ») ainsi que du vol de signaux de TDS qui permet aux clients d'avoir accès à des services de programmation émanant de la TDS américaine ou canadienne sans payer de frais de service (aussi appelé « piratage du marché noir »).

Dans le cadre de ses activités Internet, la Société est aussi confrontée à la concurrence de plusieurs revendeurs qui ont accès au service AITP sur le marché de la vente en gros comme l'a demandé le CRTC. Ces concurrents AITP peuvent aussi proposer des services de téléphonie et des applications réseau, de même que pénétrer le marché de l'IPTV. Leur part de marché est importante et croissante, spécialement au Québec et en Ontario, les deux régions du Canada où ils ont été particulièrement actifs et ont fixé leurs prix de façon très concurrentielle.

Le 27 mai 2021, le CRTC a rendu une décision à l'égard des fournisseurs d'AITP adoptant les tarifs de gros provisoires établis le 6 octobre 2016 comme tarifs définitifs, avec certaines modifications, dont la suppression de la majoration supplémentaire de 10 % pour les ESLT. Du 28 mai 2021 au 25 août 2021, plusieurs fournisseurs d'AITP ont demandé au gouverneur en conseil, entre autres, de rétablir les tarifs inférieurs établis dans le décret de 2019 comme définitifs. Le 28 juin 2021, l'un de ces fournisseurs d'AITP a également déposé une requête auprès de la Cour d'appel fédérale demandant l'autorisation d'en appeler de la décision du 27 mai 2021. Une coalition composée des cinq plus grands câblodistributeurs, dont Vidéotron, a déposé des commentaires relativement à ces requêtes le 22 septembre 2021 et le 1^{er} novembre 2021. La même coalition défendra la décision du CRTC devant la Cour d'appel fédérale.

La Société se mesure également à d'autres FSI qui offrent des services d'accès Internet aux secteurs résidentiel et commercial, un accès sans fil et fixe, de même que des réseaux Wi-Fi partagés dans certaines villes. Les principaux concurrents sont les ESLT qui offrent un accès Internet par ligne d'abonné numérique, par fibre jusqu'au nœud et par fibre jusqu'aux appareils résidentiels, offrant dans certains cas des vitesses de téléchargement comparables ou supérieures à celles de la Société. En outre, les fournisseurs de services Internet par satellites, tels que Xplornet, Telesat et Starlink, augmentent la capacité de leur accès Internet haute vitesse avec le lancement de satellites à transmission à large bande qui affirment prendre en charge des vitesses de téléchargement

comparables à la propre vitesse de téléchargement basse ou moyenne de la Société, et qui s'adressent aux résidences et aux entreprises des régions à faible densité de population et éloignées. Enfin, certaines municipalités ont également prévu de construire et d'exploiter leurs propres réseaux à large bande. Elles prévoient le faire par le biais de partenariats public/privé, qui entreront en concurrence directe avec la Société dans certains marchés locaux.

La téléphonie filaire de la Société compte de nombreux concurrents, notamment les ESLT, les entreprises de services locaux concurrents, les fournisseurs de services de téléphonie mobile et les autres fournisseurs de services téléphoniques de voix sur protocole Internet (« VoIP ») et de téléphonie infonuagique. Certains de ces concurrents n'ont pas leur propre réseau d'accès et ont donc peu de frais d'infrastructure. De plus, les produits et services basés sur le protocole Internet sont généralement soumis à des pressions à la baisse sur les prix, à des marges plus faibles et à des avancées technologiques qui pourraient avoir un impact réel sur les activités de la Société, ses perspectives, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Dans son secteur de téléphonie mobile, la Société concurrence un éventail de joueurs sur le marché, dont certains offrent sur son territoire quelques-uns ou la totalité de ses produits, tandis que d'autres n'offrent que des services de téléphonie mobile. De plus, les besoins des utilisateurs des réseaux voix et données mobiles peuvent être comblés par d'autres technologies similaires, comme les réseaux Wi-Fi, les points d'accès à Internet mobile ou les réseaux radio maillés, qui sont techniquement aptes à soutenir la communication mobile de données et les appels téléphoniques mobiles. Rien ne garantit que les concurrents actuels ou futurs ne fournissent pas des capacités réseau et (ou) des services comparables ou supérieurs à ceux que la Société fournit ou pourrait fournir à l'avenir, qu'ils ne les offrent pas à des prix inférieurs, qu'ils ne s'adaptent pas plus rapidement aux tendances sectorielles ou aux changements des exigences du marché ou qu'ils ne lancent pas des services concurrents. Par exemple, certains fournisseurs offrant des services de téléphonie mobile (y compris les ESLT) ont implanté et exploitent depuis plusieurs années des marques de téléphonie mobile à bas prix afin d'accroître leur part de marché. En outre, la récente décision du CRTC ordonnant aux ESLT de fournir des services d'accès d'opérateur de réseau mobile virtuel (« ERMV ») aux entreprises régionales de services sans fil pour une période de sept ans risque d'avoir un impact significatif sur l'environnement concurrentiel de la Société, car la Société pourrait voir l'émergence de nouveaux concurrents ERMV. Elle pourrait à l'avenir ne pas être en mesure de rivaliser de façon efficace avec de tels concurrents actuels ou éventuels, et un accroissement de la concurrence pourrait nuire considérablement à ses activités, à ses perspectives, à ses revenus, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

Enfin, bon nombre de ses concurrents offrent des rabais forfaitaires spéciaux aux clients qui s'abonnent à deux ou à plusieurs services (télévision, accès Internet et téléphonie mobile et filaire). Si la Société ne parvient pas à garder ses clients actuels et qu'elle les perd aux mains de tels concurrents, elle pourrait perdre un abonné pour plusieurs services en raison de sa stratégie de regroupement de services. Cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses activités, ses perspectives, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

La vive concurrence sur le plan tarifaire et la baisse de la demande pour certains produits traditionnels, dans l'ensemble des entreprises et des secteurs dans lesquels la Société exerce ses activités, pourraient l'empêcher d'augmenter le prix de ses produits et services proportionnellement à la hausse de ses coûts d'exploitation, comme elle a pu le faire dans le passé. Cela pourrait avoir un effet défavorable sur ses activités, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Investissements en capital dus aux changements technologiques rapides et importants

Les nouvelles technologies au sein de l'industrie des télécommunications, y compris la technologie 5G, évoluent à un rythme plus rapide que le cycle d'investissement traditionnel de cette industrie. Leur introduction et leur rythme d'adoption pourraient entraîner des besoins accrus immédiats en investissements en capital, non planifiés à l'heure actuelle, ainsi que des durées de vie utile raccourcies pour certaines composantes d'actifs de la Société. La stratégie de la Société, qui consiste à la fois à maintenir une position concurrentielle dans sa gamme de produits et services et à lancer de nouveaux produits et services, l'oblige à engager des dépenses en immobilisations dans ses réseaux, ses systèmes de technologie de l'information et ses infrastructures, de même qu'à faire l'acquisition de spectres afin de soutenir la croissance de sa clientèle et la demande pour des augmentations de la largeur de la bande passante et d'autres services.

La Société doit continuellement investir dans ses services, réseaux et technologies en raison de l'évolution rapide des technologies, ou elle peut être amenée à acquérir, à développer ou à intégrer de nouvelles technologies. L'amélioration de ses services dépend de plusieurs facteurs. Le coût de l'acquisition, du développement ou de la mise en œuvre de nouvelles technologies et de spectres pourrait être important, et la capacité de la Société à financer de telles opérations pourrait être limitée, ce qui aurait potentiellement un effet défavorable majeur sur sa capacité à demeurer concurrentielle avec succès à l'avenir. Toute difficulté ou incapacité à être concurrentielle pourrait avoir un impact défavorable significatif sur ses activités, sa réputation, ses perspectives, sa situation financière ou ses résultats d'exploitation.

Par le passé, la Société a eu besoin de capitaux importants pour la mise à niveau, l'expansion et la maintenance de ses réseaux ainsi que le lancement et le déploiement de services nouveaux ou supplémentaires. La Société prévoit que des dépenses en immobilisations supplémentaires continueront d'être nécessaires à court, à moyen et à long terme afin de maintenir, d'élargir

géographiquement et d'améliorer ses systèmes et services de réseaux, y compris les dépenses liées au déploiement de LTE-A / technologies mobiles 5G. De plus, des investissements supplémentaires dans les activités de la Société peuvent ne pas se traduire par des revenus supplémentaires, des flux de trésorerie ou de la rentabilité.

Épidémies, pandémies et autres urgences en matière de santé publique

La pandémie de la COVID-19 a eu de graves répercussions sur l'économie au Canada et partout dans le monde. L'incidence globale sur la Société et ses activités demeure incertaine et ne peut être évaluée avec précision malgré les récents développements liés aux vaccins, compte tenu des incertitudes futures concernant la propagation du virus, la date de l'éventuelle fin de la crise sanitaire, les risques associés aux éventuelles vagues du virus, les répercussions sur les dépenses de consommation, les pénuries de main-d'œuvre causées par le virus, les bouleversements continus dans la chaîne d'approvisionnement, de même que l'efficacité ou la sévérité des mesures prises par les gouvernements fédéral et du Québec pour gérer la pandémie. La réglementation, les politiques et autres mesures des secteurs publics et privés visant à réduire la propagation de la COVID-19 comprennent la suspension des activités commerciales jugées non essentielles, au besoin, les restrictions sur les déplacements du personnel, la promotion de la distanciation physique et sociale, les exigences de confinement, la fermeture des frontières, les interdictions de voyager, les périodes de quarantaine volontaire, l'auto-isolement ainsi que l'adoption du télétravail et de la formation en ligne par les entreprises, les écoles et établissements d'enseignement.

Les impacts défavorables potentiels de la pandémie de la COVID-19 comprennent, mais sans s'y limiter, i) une réduction de la demande pour les produits ou services, ou une hausse des défauts de paiement ou des factures impayées attribuables aux pertes d'emploi et aux difficultés financières qui en découlent ; ii) une baisse des revenus de la Société attribuable aux services offerts sans frais aux clients ; iii) une diminution des droits d'accès aux services de télévision spécialisée et à du contenu sur demande exclusif en raison du report ou de l'annulation d'événements sportifs ; iv) la suspension temporaire de la production de contenu de la Société, une réduction de la disponibilité de contenu externe et, par conséquent, une réduction de la capacité de la Société à fournir le contenu et la programmation auxquels les clients s'attendent ; v) la diminution ou l'annulation de services par les clients ; vi) les enjeux liés à la livraison des produits et services de la Société ; vii) la perte de revenus causée par les défis économiques majeurs auxquels sont exposées les petites et moyennes entreprises ; viii) la baisse des revenus publicitaires et la réduction des activités liées au contenu cinématographique et audiovisuel du secteur Média ; ix) les retards ou annulations de spectacles et d'événements ainsi que l'interruption de la distribution de musique et de livres dans le secteur Sports et divertissement ; x) l'incertitude associée aux coûts et à la disponibilité des ressources requises pour offrir les niveaux appropriés de services aux clients ; xi) les dépenses d'immobilisation additionnelles, et l'incertitude associée aux coûts, aux reports et à la disponibilité des ressources requises pour la maintenance, la mise à niveau ou l'expansion du réseau de Vidéotron, en vue de répondre à l'utilisation accrue du réseau et d'élargir ses programmes d'auto-installation et de libre-service en vue d'attirer de nouveaux clients ; xii) la hausse inattendue de la demande des utilisateurs en matière de données et la pression exercée sur le réseau de Vidéotron, ce qui pourrait affecter la performance de son réseau, sa disponibilité, sa vitesse, sa constance et sa capacité à fournir des services ; xiii) l'incapacité de certains fournisseurs à procurer des produits et services à la Société ; xiv) l'impact de lois, de règlements et d'autres interventions gouvernementales en réponse à la pandémie de la COVID-19 ; xv) l'impact négatif sur les marchés mondiaux de crédit et des capitaux ; et xvi) la capacité à accéder aux marchés des capitaux à un coût raisonnable ou d'y accéder tout simplement. Ces risques ou incertitudes peuvent avoir un impact défavorable important sur les activités, les perspectives, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

La pandémie de la COVID-19 a nécessité des interventions économiques importantes de la part des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux à l'échelle du Canada, notamment des subventions, des subventions salariales, des primes, des programmes d'aide et d'emprunt accrus ainsi que la mise en place de mesures d'allègement temporaires par les agences de réglementation afin de soutenir des activités économiques, des industries ou des employeurs importants. Rien ne garantit que ces mesures d'atténuation économique se poursuivront à leurs niveaux actuels ou à tout autre niveau.

Accès continu au spectre

Les services sans fil, de vidéo et à large bande subissent des changements technologiques rapides et importants, et connaissent une hausse considérable de leur utilisation ; en particulier, de la demande pour une utilisation plus rapide et homogène des vidéos et des données dans l'ensemble des appareils mobiles et fixes. Il est à prévoir que cette demande continuera de croître sous l'effet des augmentations suivantes : niveaux de pénétration des services à large bande, besoins individuels d'interconnexion et de réseautage, télétravail, accessibilité des prix des appareils mobiles, contenu multimédia des services et des applications, et forfaits de données illimités. Les niveaux anticipés de trafic de données constituent un défi croissant pour la capacité du réseau mobile actuel à supporter ce trafic. La Société devra acquérir des licences de spectre additionnelles afin de répondre à cette demande croissante. La capacité d'acquérir des licences de spectre additionnelles à un prix raisonnable ou de façon générale dépend du niveau de concurrence, ainsi que de l'horizon temporel et des règles des enchères de spectre. Lors d'enchères précédentes, ISDE Canada a utilisé certaines mesures pour soutenir la concurrence, dont la Société a bénéficié. Ces mesures comprenaient notamment des marchés réservés et des limites de regroupement de spectres afin de s'assurer qu'une quantité minimale de spectres étaient effectivement réservée pour les fournisseurs de services de télécommunication dotés d'installations qui y sont admissibles et

qui ne sont pas des ESLT. Rien ne garantit que ces mesures qui favorisent la concurrence seront utilisées de nouveau par ISDE Canada dans le cadre d'enchères futures ni que la Société sera ou demeurera admissible à de telles mesures. Si la Société ne parvient pas à acquérir à des conditions raisonnables, ou même ne pas acquérir des licences de spectre additionnelles, cela pourrait avoir un impact défavorable important sur ses activités, ses perspectives et sa situation financière.

Ententes d'itinérance

La Société a conclu des ententes d'itinérance avec de nombreux opérateurs dans le monde et a ainsi établi une couverture mondiale pour ses clients en téléphonie mobile. Son incapacité à étendre sa couverture mondiale ou à renouveler ou à remplacer ces ententes d'itinérance selon des modalités acceptables pourrait la placer en position de désavantage concurrentiel, ce qui pourrait nuire à sa capacité d'exploiter son service mobile avec succès et de façon rentable. En outre, si la Société se trouvait dans l'impossibilité de renouveler ou de substituer ces ententes d'itinérance dans des délais raisonnables et à des tarifs acceptables, sa structure de coûts pourrait subir des hausses importantes et, par conséquent, avoir un impact défavorable sur ses activités, ses perspectives, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Hausse de la proportion de clients ne disposant pas de contrat à durée fixe

Compte tenu de la hausse des coûts des appareils mobiles et des faibles progrès technologiques du côté des appareils mobiles, les consommateurs ont tendance à conserver leurs appareils plus longtemps, augmentant ainsi la proportion de clients sans-fil ne disposant pas de contrat à durée fixe. Ces clients n'ont aucune obligation contractuelle de demeurer avec un fournisseur en particulier pendant une durée déterminée. De plus, les clients de la Société qui apportent leur appareil reçoivent des services sans fil sans signer de contrat à durée fixe. En outre, lorsque les nouvelles technologies intégrées à un nombre croissant d'appareils mobiles, y compris les cartes SIM intégrées, seront déployées à plus grande échelle, elles permettront aux clients de passer d'un fournisseur à un autre sans avoir à utiliser la carte SIM d'un fournisseur. Cela pourrait avoir un effet défavorable important sur le taux de désabonnement de la Société et, par conséquent, sur ses activités, ses perspectives, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Désuétude des stocks

Les stocks des divers produits de la Société ont généralement une durée d'utilité relativement courte en raison des fréquents changements technologiques. Dans le cas où la Société ne pourrait gérer efficacement ses niveaux de stocks selon la demande de produits, ou les quantités minimales à commander auprès de ses fournisseurs, le risque de désuétude des stocks pourrait augmenter et avoir un effet défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. De plus, le retard d'approvisionnement en équipements s'est amplifié avec la pénurie mondiale de composants électroniques induite par la pandémie de COVID-19, ce qui peut entraîner une augmentation des stocks et accroître l'importance de ce risque.

Dépenses en immobilisations

Rien ne garantit que la Société puisse générer ou obtenir autrement les fonds pour mettre en œuvre ses stratégies d'affaires et financer ses programmes d'immobilisations ou d'autres investissements nécessaires, que ce soit par les fonds générés par les activités d'exploitation, en contractant des emprunts additionnels ou en faisant appel à d'autres sources de financement. Si la Société ne parvient pas à générer des fonds suffisants ou à obtenir du financement additionnel selon des modalités acceptables, elle pourrait ne pas être en mesure de mettre en œuvre ses stratégies d'affaires ni d'engager les dépenses en immobilisations et en investissements nécessaires pour maintenir sa position de chef de file ; de même, ses activités, sa situation financière, ses résultats d'exploitation, sa réputation et ses perspectives pourraient avoir un impact défavorable important.

Droit d'accès aux structures de soutien

La Société doit avoir accès aux structures de soutien des services publics d'hydroélectricité et de téléphone et aux emprises municipales pour développer ses réseaux filaire et mobile. Si l'accès aux structures des services publics de téléphone ne peut être obtenu, la Société peut s'adresser au CRTC pour obtenir un droit d'accès en vertu de la *Loi sur les télécommunications* (Canada) (la « *Loi sur les télécommunications* »). La Société a conclu des ententes intégrales d'accès aux structures avec toutes les grandes sociétés hydroélectriques et entreprises de télécommunications sur son territoire de service. Dans l'éventualité où la Société chercherait à renouveler ou à renégocier ces ententes, elle ne peut être assurée que ces ententes continueront d'être disponibles à leurs conditions respectives, à des conditions acceptables, ou nullement disponibles, ce qui pourrait la placer dans une situation de désavantage concurrentiel et avoir un impact défavorable sur ses activités et ses perspectives.

Succès du développement des services et des stratégies d'affaires

Les stratégies d'affaires de la Société sont basées sur les synergies obtenues à partir d'une plateforme intégrée d'actifs médias. Ses stratégies comprennent l'offre multiplateforme de solutions de publicité, la production et distribution de contenus sur un vaste éventail de propriétés et de plateformes médias, le lancement et la diffusion de produits et services à valeur ajoutée, la recherche d'occasions de promotions croisées, l'amélioration des réseaux filaire et mobile, le déploiement de notre offre de services réseau dans le reste

du Canada, la poursuite du développement de contenus exclusifs de qualité, l'intégration accrue des activités de ses filiales, l'exploitation des regroupements régionaux et la maximisation de la satisfaction de la clientèle, dans l'ensemble de ses activités. La Société pourrait ne pas être en mesure de mettre en œuvre ces stratégies avec succès, d'atteindre pleinement (ou même nullement atteindre) les résultats anticipés, et leur implantation pourrait être plus coûteuse ou plus exigeante que prévu. De plus, sa capacité à mettre en œuvre avec succès ces stratégies pourrait être affectée par différents facteurs hors de son contrôle, y compris des difficultés d'exploitation, une dépendance accrue à des fournisseurs de produits et de services tiers, la croissance continue des frais d'exploitation, des développements réglementaires, les conditions économiques générales ou locales, la concurrence accrue, les changements technologiques, toute mesure restrictive mise en place pour contenir une épidémie de maladie contagieuse ou tout autre développement négatif sur la santé publique, et d'autres facteurs décrits dans cette section. Tout manquement important à mettre en œuvre ses stratégies pourrait entraîner un impact défavorable sur sa réputation, ses activités, sa situation financière, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa capacité à satisfaire à ses obligations, y compris sa capacité à rembourser ses dettes.

Dans le cadre de sa stratégie, la Société a conclu, au cours des dernières années, des accords avec de tierces parties selon lesquels elle s'est engagée à effectuer dans l'avenir des dépenses d'exploitation et d'immobilisations importantes dans le but d'offrir de nouveaux produits et services à ses clients. Rien ne garantit le succès du développement de tels nouveaux produits et services liés à ces engagements, y compris la commercialisation des nouvelles sources de revenus qui en découlent.

En juillet 2021, la Société a annoncé un investissement de près de 830,0 M\$ pour l'acquisition par Vidéotron de 294 blocs de spectre dans la bande 3,5 GHz. Afin de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion des opérations, plus de la moitié des investissements ont été concentrés dans le sud et l'est de l'Ontario, le Manitoba, l'Alberta et la Colombie-Britannique. Tous les spectres ont été attribués à Vidéotron le 17 décembre 2021, à la suite du paiement final. Par ailleurs, un concurrent a contesté devant la Cour fédérale l'attribution de spectre au Manitoba, en Alberta et en Colombie-Britannique, alléguant que Vidéotron ne se qualifiait pas pour les enchères dans ces régions. Aucune décision sur le fond n'a été rendue jusqu'à maintenant dans ce dossier. La Société ne peut garantir que l'attribution des spectres dans ces trois provinces ne sera pas renversée par la Cour et qu'elle réussira à implanter toute sa stratégie d'expansion des opérations dans le reste du Canada.

Tendance des consommateurs à abandonner les services traditionnels de téléphonie et de télévision

La tendance récente visant la substitution du téléphone filaire pour le téléphone mobile (lorsque des clients annulent leur contrat de téléphonie filaire pour adopter exclusivement les services de téléphonie mobile) est grandement attribuable à l'accroissement du taux de pénétration de la téléphonie mobile au Canada. En outre, les consommateurs ont aussi tendance à abandonner, à substituer ou à réduire les services de télévision traditionnelle au profit du service d'accès Internet qui leur permet de visionner directement des contenus des télédiffuseurs et des fournisseurs de services de VSDA. Par conséquent, la Société pourrait ne pas réussir à convertir sa clientèle actuelle de téléphonie filaire et de télévision à ses services de téléphonie mobile, ses services d'accès Internet ou son service de VSDA, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur ses activités, ses perspectives, ses revenus, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Croissance rapide

Au fil des ans, la Société a connu une croissance importante de ses activités. Elle a cherché par le passé et pourrait continuer de chercher, dans des conditions favorables, à élargir davantage ses activités et les zones géographiques où elle opère. La Société ne peut garantir qu'elle réussira à développer ces nouvelles activités ou qu'elle atteindra les objectifs s'y rattachant.

De plus, le développement des activités de la Société pourrait la contraindre à engager des dépenses importantes ou à affecter des ressources considérables et ainsi entraver sa capacité à poursuivre la mise en œuvre d'autres initiatives stratégiques ou commerciales, ce qui pourrait nuire à ses activités, à ses perspectives, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière. En outre, si la Société ne réussit pas à gérer sa croissance, ou qu'elle doive engager des dépenses importantes ou imprévues, cela pourrait avoir un impact défavorable important sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Succès dans le développement du secteur Sports et divertissement

La Société a réalisé, et poursuit dans ce sens, des investissements importants afin de développer ses activités du secteur Sports et divertissement. Certains de ces investissements nécessitent à la fois des dépenses d'envergure et la mobilisation de la direction. La réussite de ces investissements comporte de nombreux risques qui pourraient nuire à la croissance et à la rentabilité de la Société, dont les suivants : le risque que les investissements exigent des ressources financières importantes qui pourraient être utilisées dans le développement d'autres activités ; le risque que la Société ne soit pas en mesure de bénéficier des avantages escomptés de ses investissements dans les mêmes délais que ses autres activités ; et, en particulier, en ce qui a trait au Centre Vidéotron, le risque qu'elle ne puisse pas maximiser sa rentabilité étant donné qu'elle ne possède pas de locataire principal ni n'exploite ses activités sur un marché important, ce qui rend plus ardu d'attirer des talents à l'échelle internationale.

Mise en œuvre des changements à la structure de ses secteurs d'activité

La Société a apporté, et continuera d'apporter, des changements à la structure de ses secteurs d'activité, occasionnés par de nombreux facteurs tels qu'un remplacement ou des mises à jour de systèmes, une refonte des processus, la nécessité d'une restructuration de l'entreprise et l'intégration des entreprises acquises ou des unités d'affaires existantes. Ces changements doivent être gérés avec prudence dans le but de s'assurer que la Société peut en tirer les avantages escomptés. Le processus de mise en œuvre pourrait avoir des effets négatifs sur l'ensemble de l'expérience client et entraîner des défis opérationnels, du mouvement de personnel, des coûts et des dépenses d'exploitation, des pertes de clientèle et des interruptions d'activités plus importants que prévu pour la Société ; le tout pouvant nuire à ses activités et à sa capacité de bénéficier des avantages escomptés.

Personnel clé

Le succès de la Société est grandement tributaire du maintien en poste des membres de sa haute direction et de sa capacité à fidéliser les employés qualifiés. Les entreprises se disputent le personnel de direction compétent et les employés qualifiés, et l'incapacité de la Société à recruter, à former et à fidéliser de tels employés pourrait avoir un impact défavorable important sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Par ailleurs, pour mettre en œuvre et gérer efficacement ses activités d'exploitation et stratégies d'affaires, la Société doit maintenir un niveau élevé d'efficacité et de qualité au chapitre du rendement et du contenu, poursuivre l'amélioration de ses systèmes d'exploitation et de gestion, et continuer d'attirer efficacement, de former, de motiver et de gérer ses employés. Les activités, les perspectives, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société pourraient subir d'importants contrecoups si les efforts à cet égard n'étaient pas fructueux.

Concurrence pour la publicité et le tirage revenu/auditoire

L'industrie des médias a subi des changements structurels fondamentaux et permanents. La croissance d'Internet a offert de nouvelles options de distribution de contenu qui concurrencent les médias traditionnels. En outre, de plus en plus de fournisseurs non traditionnels développent des technologies qui répondent à la demande de contenu en divertissement et en information. De plus, les clients de la Société ont un contrôle accru sur la manière, le contenu et le calendrier de leur consommation de médias, notamment grâce aux nouvelles technologies qui offrent aux consommateurs une plus grande flexibilité pour avancer rapidement ou sauter des publicités dans la programmation de la Société. Ces technologies alternatives et nouvelles options de distribution de contenu ont accru la fragmentation de l'auditoire, réduit l'auditoire, le lectorat et le tirage du secteur Média de la Société, et ont eu un effet défavorable sur les revenus publicitaires des annonceurs locaux, régionaux et nationaux.

Les revenus de publicité sont la première source de revenus du secteur Média. En raison de ces changements structurels, la concurrence pour les dépenses publicitaires dans les médias traditionnels provient principalement des technologies des médias numériques, lesquelles ont donné naissance à une vaste gamme de plateformes de distribution de services médias aux lecteurs et aux annonceurs. Ces nouveaux concurrents comprennent également les géants de la publicité numérique qui disposent de ressources financières supérieures et d'un contrôle au sein du marché de la publicité en ligne, réduisant ainsi la demande pour l'inventaire publicitaire de certains secteurs traditionnels de la Société. En outre, les géants étrangers de la publicité numérique exercent leurs activités au Canada à l'heure actuelle sans être assujettis à ses mesures fiscales, désavantageant d'autant plus la Société. De plus, la consolidation internationale des agences publicitaires modifie le modèle de la demande puisque certains de ses clients négocient dorénavant avec ces nouvelles positions consolidées, exerçant ainsi une pression supplémentaire sur les prix du marché.

Les améliorations technologiques continues d'Internet et l'accès à des données illimitées, jumelés à l'augmentation des vitesses de téléchargement, pourraient continuer à détourner des médias traditionnels une partie de la clientèle existante du secteur Média de la Société au profit de la technologie des médias numériques, ce qui pourrait nuire à la demande pour ses services. La capacité du secteur Média à connaître du succès à long terme dépend de plusieurs facteurs, y compris sa capacité à attirer les annonceurs et consommateurs sur ses propres plateformes numériques. De plus, même si elle remporte du succès, la Société ne peut donner aucune assurance qu'elle sera en mesure de récupérer les coûts associés à la mise en œuvre de ces initiatives numériques au moyen d'une hausse des revenus, des flux de trésorerie ou de la rentabilité.

Au fil des changements et de la fragmentation que subit le marché des médias, la Société prévoit que son lectorat, ses tirages et son auditoire diminuent, et que ses revenus de publicité, ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière s'en ressentent fortement.

Enfin, les revenus et les résultats d'exploitation de la Société dans ces secteurs dépendent de la solidité relative de l'économie sur les principaux marchés de la Société ainsi que de la force ou de la faiblesse des facteurs économiques locaux, régionaux et nationaux. Comme une bonne partie des revenus de publicité de la Société provient des annonceurs des secteurs du commerce de détail, de l'automobile et des biens de consommation emballés, la faiblesse de ces secteurs a eu, et pourrait continuer à avoir, un impact défavorable sur les revenus et résultats d'exploitation du secteur Média.

Diffusion, production et acquisition d'une programmation originale

Le rendement financier des activités de télédistribution, de Club illico, de Vrai, de la vidéo sur demande et des services mobiles dépend en grande partie de la mesure dans laquelle la Société peut distribuer un large éventail de programmations vidéo attrayantes sur ses plateformes, et peut produire et acquérir du contenu original sur une base continue.

Dans le secteur des télécommunications, la Société acquiert ses droits de programmation télévisuelle auprès de fournisseurs dans le cadre de contrats de programmation. Au cours des dernières années, ces fournisseurs se sont intégrés verticalement et leur nombre a ainsi été réduit. Il pourrait lui être impossible de maintenir des contrats de programmation clés à des taux raisonnables sur le plan commercial pour les produits télévisuels. La perte de contrats de programmation, l'incapacité pour la Société d'obtenir des émissions à des taux raisonnables, ou encore son incapacité à transférer les augmentations de prix à ses clients pourraient avoir un impact défavorable important sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La concurrence accrue dans l'industrie de la télévision, de la VSDA et de la vidéo sur demande de la part des fournisseurs de services de VSDA locaux et étrangers ayant accès à des ressources financières importantes pourrait constituer un désavantage concurrentiel du point de vue du contenu et avoir des effets défavorables sur les activités, les perspectives, les revenus, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. Notamment, le 28 septembre 2017, la ministre du Patrimoine canadien et Netflix ont conclu une entente en vertu de laquelle Netflix s'engage à investir au moins 500,0 M\$ dans des productions originales canadiennes au cours des cinq prochaines années. Cette entente pourrait exercer une pression à la hausse sur le prix du contenu.

De plus, le 2 février 2022, le gouvernement fédéral a déposé le projet de loi C-11 qui propose de modifier la *Loi sur la radiodiffusion* (Canada) (la « *Loi sur la radiodiffusion* ») afin d'inclure les fournisseurs de services de VSDA étrangers dans le cadre réglementaire du Canada. Tout comme pour l'entente avec Netflix, un tel projet de loi forcerait les fournisseurs à promouvoir des produits culturels canadiens et à effectuer des dépenses importantes afin de soutenir la production culturelle locale. S'il était adopté, ce projet de loi pourrait accroître la concurrence et exercer une plus grande pression sur le prix du contenu canadien.

Lancement de nouveaux produits et services

La Société investit dans le lancement de nouveaux produits et services. Au cours de la période précédant ou suivant immédiatement le lancement d'un nouveau produit ou service, les revenus demeurent de façon générale relativement modestes, tandis que les dépenses de fonctionnement initiales peuvent s'avérer plus considérables. En outre, bien que la Société ait confiance dans le potentiel associé à cette stratégie, il est possible que la rentabilité escomptée puisse nécessiter plusieurs années avant de se matérialiser, ou même ne jamais se matérialiser.

Réseau en grappe unique

La Société offre des services de télévision, d'accès Internet, de téléphonie filaire et mobile au moyen d'une tête de ligne primaire et d'une série de têtes de ligne locales intégrées dans un réseau en grappe unique. Malgré la disponibilité de systèmes d'urgence ou de sites de remplacement, de systèmes de basculement automatique, et de mesures d'urgence en cas de désastre, une panne au niveau de la tête de ligne primaire de la Société, y compris celles provenant de menaces externes telles que des cyberattaques, des catastrophes naturelles, du sabotage ou des actes de terrorisme, ou d'une dépendance aux infrastructures externes de fournisseurs (comme l'électricité), l'empêcherait de fournir certains de ses produits et services dans tous ses réseaux tant que la panne ne soit résolue, ce qui pourrait causer une insatisfaction importante chez sa clientèle ainsi que des pertes de revenus, et risquerait d'exposer la Société à des poursuites civiles qui pourraient avoir un impact défavorable important sur sa situation financière.

Réputation

De façon générale, la Société a toujours bénéficié d'une bonne réputation auprès du grand public. Sa capacité à maintenir de bonnes relations auprès de ses clients actuels et d'attirer de nouveaux clients dépend dans une large mesure de sa réputation. Même si elle a développé certains mécanismes pour atténuer le risque que sa réputation soit ternie, y compris des pratiques de bonne gouvernance et un code d'éthique, il n'y a aucune certitude qu'elle continuera de prévenir efficacement des violations, réelles ou perçues, de la loi ou des pratiques commerciales éthiques. La perte ou le ternissement de sa réputation pourraient avoir un effet défavorable important sur ses activités, ses perspectives, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Protection des données personnelles

Le déroulement normal des activités de la Société nécessite la réception, la collecte, l'hébergement et la transmission de données sensibles, y compris des informations confidentielles relatives à la Société et à ses clients, ainsi que des renseignements personnels de ses clients et employés, que ce soit dans ses systèmes, ses infrastructures, ses réseaux ou ses processus, ou ceux de ses fournisseurs. La Société est confrontée à des risques inhérents à la protection de la sécurité de telles données personnelles. Elle est notamment confrontée à certains défis en matière de protection des données qui sont contenues et hébergées dans ses systèmes ou ceux appartenant à ses fournisseurs, y compris des actions ou des inactions volontaires ou involontaires de la part de ses employés, ainsi qu'en matière de conformité aux lois, aux règles et aux réglementations relatives à la collecte, à l'utilisation, à la

communication et à la sécurité des renseignements personnels, dont toute demande provenant des autorités réglementaires et gouvernementales relatives à ces données. Bien que la Société ait développé et maintienne des systèmes, des processus et des contrôles de sécurité conçus pour protéger les renseignements personnels de ses clients, de ses employés et de ses partenaires commerciaux, elle pourrait ne pas être en mesure d'empêcher la divulgation inappropriée, la perte, l'appropriation non autorisée, l'accès non autorisé, ou toute autre violation de la sécurité relativement aux données qu'elle héberge ou traite, ou aux données hébergées ou traitées par ses fournisseurs. En conséquence, la Société pourrait être tenue d'engager des coûts importants, faire l'objet d'enquêtes, de sanctions et de litiges – y compris en vertu des lois protégeant la confidentialité des renseignements personnels – et devoir subir des conséquences dans ses activités, sur sa position concurrentielle et à sa réputation, qui pourraient avoir un impact défavorable important sur sa situation financière.

Le 22 septembre 2021, l'Assemblée nationale du Québec a adopté le projet de loi n° 64, qui modernise les dispositions législatives en matière de protection des renseignements personnels. Cette loi entrera en vigueur le 22 septembre 2023, à l'exception de certaines dispositions qui entreront en vigueur en 2022. Le projet de loi modifie les obligations des organismes publics et des entreprises du secteur privé en modernisant le cadre applicable à la protection des renseignements personnels et impose de nouvelles obligations à la Société. Le projet de loi n° 64 fournit d'importants pouvoirs dissuasifs aux autorités responsables de son application. Les lois provinciales et fédérales en matière de vie privée et de renseignements personnels évoluent constamment et feront l'objet d'importants changements au cours des prochaines années. La Société ne s'attend pas à ce que le respect de ces lois menace ses activités. Toutefois, la mise à jour de ses systèmes de sécurité, de ses processus et de ses contrôles pourrait engendrer des coûts importants, ce qui pourrait avoir un impact défavorable important sur sa situation financière.

Cybersécurité

Bien que la Société ait implanté et régulièrement revu et mis à jour ses processus et procédures de protection contre l'interruption des services offerts à ses clients résidentiels et d'affaires, l'accès non autorisé ou l'utilisation de données sensibles, y compris les données de ses clients, et pour prévenir la perte ou le vol de données – et bien que l'évolution constante des cybermenaces exige que la Société évalue sur une base continue et adapte ses systèmes, ses infrastructures, ses réseaux et ses processus –, elle ne peut garantir que ses systèmes, ses infrastructures, ses réseaux et ses processus, tout comme ceux de ses fournisseurs, seront adéquats pour se protéger contre tout accès non autorisé par des tiers ou des erreurs commises par des employés ou des tiers fournisseurs. La Société est également exposée à un risque croissant d'attaques d'hameçonnage sophistiquées, de fraude par cartes SIM, de ports frauduleux et d'autres types de fraudes. Si la Société devait faire l'objet d'une cyberattaque importante ou d'une violation, d'un accès non autorisé, d'erreurs de la part de tiers fournisseurs ou d'autres atteintes à la sécurité, elle pourrait encourir des coûts importants, faire l'objet d'enquêtes, de sanctions et de litiges – y compris en vertu des lois protégeant la confidentialité des renseignements personnels – et devoir subir des conséquences dans ses activités, sur sa position concurrentielle et sa réputation, qui pourraient avoir un impact défavorable important sur sa situation financière.

Les coûts associés à une cyberattaque majeure pourraient aussi comprendre des mesures incitatives coûteuses offertes aux clients et aux partenaires commerciaux existants pour retenir leurs activités, des dépenses accrues pour les mesures de cybersécurité et l'utilisation d'autres ressources, des pertes de revenus et de clients découlant de l'interruption de ses activités ainsi que des litiges. Les transferts de risques contractuels de la Société n'éliminent pas complètement le risque et les coûts potentiels associés à ces attaques qui pourraient être supérieurs à la portée et aux limitations de sa couverture d'assurance.

Protection contre le piratage

La Société pourrait ne pas être en mesure de protéger ses services et ses données contre le piratage. Elle pourrait être incapable de prévenir les attaques électroniques visant à accéder sans autorisation à ses réseaux, à sa programmation diffusée en mode numérique et à ses services d'accès Internet. Elle utilise la technologie du cryptage pour protéger ses signaux et ses services de VSDA d'un accès non autorisé et pour contrôler l'accès à sa programmation qui repose sur une formule d'abonnement. Elle pourrait ne pas être en mesure de déployer une technologie adéquate pour empêcher l'accès non autorisé à ses réseaux, à sa programmation et à ses données, ce qui pourrait avoir un effet néfaste sur sa base de clientèle et entraîner une éventuelle baisse de ses revenus ainsi que des coûts importants de remise en état et des poursuites judiciaires.

Pratiques Internet malveillantes et abusives

Les clients de la Société utilisent ses réseaux d'affaires de connectivité par câble, mobile et fibre optique pour accéder à Internet et, par conséquent, la Société ou ses clients peuvent être victimes d'activités Internet malveillantes et abusives, telles que la publicité non sollicitée de masse (ou pourriel), et la diffusion de virus, de vers Internet et d'autres logiciels destructeurs ou perturbateurs. Ces activités pourraient avoir des conséquences néfastes sur ses réseaux et ses clients, y compris la détérioration du service, un volume excessif d'appels au service à la clientèle et des dommages causés à l'équipement ou aux données de ses clients ou aux siens. Des incidents importants pourraient conduire à l'insatisfaction de la clientèle et, conséquemment, à la perte de clientèle ou de revenus, en plus de causer des augmentations de coûts pour servir ses clients et protéger ses réseaux. Toute perte importante de clients dans ses services par câble, de données mobiles et de connectivité par fibre optique des services affaires, ou toute augmentation

importante des coûts pour servir la clientèle, pourraient nuire à sa réputation, à ses activités, à ses perspectives, à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

Dépendance à l'égard des systèmes informatiques

La conduite des activités courantes de la Société dépend fortement des systèmes informatiques, y compris ceux de certains tiers fournisseurs, dont certains ont leur siège social dans des territoires comportant un éventuel risque géopolitique. Qui plus est, la Société compte sur l'utilisation de nombreux systèmes distincts de technologie de l'information, de systèmes de facturation, de canaux de vente, de bases de données ainsi que de divers forfaits, promotions et produits, qui rendent ses activités de plus en plus complexes et pourraient avoir une incidence défavorable sur son délai d'adaptation aux tendances du marché et le risque d'erreurs de facturation ou de service. Une incapacité à maintenir et à améliorer les systèmes informatiques existants ou à acquérir de nouveaux systèmes afin de s'adapter à la croissance additionnelle de la clientèle ou pour soutenir le développement de nouveaux produits et services, pourrait avoir un impact négatif sur la capacité de la Société à recruter de nouveaux clients, à fidéliser la clientèle actuelle, à préparer des factures précises expédiées dans des délais appropriés, à générer une croissance de ses revenus, à gérer efficacement ses dépenses d'exploitation et à mener ses activités sans interruption, soit tous des facteurs qui pourraient avoir un impact défavorable important sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

La Société a établi des relations stratégiques avec des fournisseurs de service pour s'assurer que la technologie qu'elle adopte et dans laquelle elle investit est la meilleure de l'industrie. L'incapacité à maintenir ces relations ou les difficultés à mettre en œuvre sa feuille de route technologique pourraient entraîner des besoins accrus en investissements en capital, prolonger les délais de développement et un rendement insuffisant de ses produits et services.

Les produits et services fournis à la Société par de tiers fournisseurs peuvent renfermer des problèmes latents de sécurité, y compris, mais sans s'y limiter, des problèmes de sécurité logicielle et matérielle non perceptibles même lors d'une inspection diligente. Ne pas parvenir à détecter ces problèmes et à y remédier pourrait entraîner une importante insatisfaction de la clientèle, une perte de revenu, et avoir un impact défavorable sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Tiers fournisseurs

La Société dépend de tiers fournisseurs pour obtenir certains services, du matériel, des plateformes technologiques sous licence et de l'équipement déjà essentiels, ou qui pourraient le devenir, à ses activités et à l'évolution de son réseau. Ce matériel et ces services comprennent les terminaux utilisateurs, comme les terminaux numériques, les routeurs, les routeurs Wi-Fi et les combinés de téléphonie mobile ainsi que les équipements de réseau, comme les modems filaires et les modems téléphoniques, les serveurs et routeurs, le câble à fibre optique et équipements, les commutateurs téléphoniques, les circuits interurbains, les structures de soutien, les plateformes technologiques sous licence, les services infonuagiques externes et de connexion réseau, les logiciels d'exploitation et de services, le réseau fédérateur de télécommunications pour les services d'accès Internet, les services de téléphonie et les services mobiles de la Société et les services de construction pour l'expansion et la mise à niveau de ses réseaux filaires et sans fil. Ces services, ces plateformes et ce matériel sont chacun offert auprès d'un seul ou d'un nombre limité de fournisseurs. Par conséquent, la Société fait face à des risques d'interruption d'approvisionnement, y compris ceux occasionnés par des événements géopolitiques, des événements externes, dont les répercussions des changements climatiques, les épidémies, les pandémies ou d'autres problèmes de santé publique, des difficultés d'affaires, des restructurations ou des problèmes liés aux chaînes d'approvisionnement. Si aucun fournisseur ne peut fournir à la Société le matériel et les services dont elle a besoin, qui sont conformes aux normes Internet et aux normes de télécommunications en évolution ou qui sont compatibles avec le reste de son matériel et des interfaces de ses logiciels, ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient être sérieusement compromis. De plus, si la Société ne peut se procurer du matériel, des logiciels, des services et d'autres éléments essentiels en temps opportun et à un coût acceptable, elle pourrait ne pas être en mesure d'offrir ses produits et services à des prix concurrentiels et de mettre en place ses services évolués au moment prévu, et ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation pourraient en être grandement affectés.

De plus, comme il existe un nombre limité de fabricants d'appareils mobiles et d'équipement des locaux d'abonné (« ÉLA »), la Société risque de ne pas être en mesure de maintenir des ententes pour son approvisionnement existant à des conditions commercialement raisonnables. La hausse des coûts liés aux appareils mobiles et à l'ÉLA ainsi que les retards potentiels dans la livraison des appareils mobiles et des ÉLA, sur un marché sensible au prix, pourraient avoir un effet défavorable sur les revenus de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation, puisqu'elle pourrait ne pas être en mesure de transférer à ses clients la hausse correspondante dans le prix de ses produits. De plus, certains des concurrents de la Société bénéficient de volumes d'achat plus élevés qui leur permettent de négocier de meilleurs prix et des délais de livraison plus rapides auprès des fabricants.

De plus, la Société obtient du contenu exclusif crucial à ses opérations grâce à des ententes de licence avec des fournisseurs de contenu. Certains fournisseurs pourraient chercher à augmenter leurs tarifs ou à imposer des exigences technologiques afin de protéger le contenu dont ils détiennent les droits de diffusion. Si la Société est incapable de renégocier des ententes commercialement acceptables avec ces fournisseurs de contenu, de se conformer à leurs exigences technologiques ou de trouver des sources

alternatives de contenu équivalent, ses activités, sa situation financières et ses résultats d'exploitation pourraient en être grandement affectés.

Litiges et autres poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Société est partie à plusieurs procédures et autres poursuites judiciaires relatives à la conduite de ses affaires, y compris des recours collectifs. Bien que, de l'avis de la direction, le résultat de ces poursuites en cours ou d'autres litiges ne devrait pas avoir d'impact négatif important sur la réputation, les résultats d'exploitation, les liquidités et la situation financière de la Société, une issue défavorable relative à ces poursuites ou à ces litiges pourrait entraîner de tels effets. De plus, les coûts juridiques associés à de telles poursuites, de même que l'attention qu'elles exigent de la part de ses gestionnaires, pourraient être importants.

Droits de propriété intellectuelle

La Société s'appuie sur sa propriété intellectuelle, comme ses droits d'auteur, ses marques et ses secrets commerciaux, ainsi que ses licences et autres ententes avec ses fournisseurs et autres tierces parties, pour utiliser diverses technologies, mener ses activités d'exploitation et commercialiser ses produits et services. Les contestations juridiques de ses droits de propriété intellectuelle, ou ceux de ses tiers fournisseurs, de même que les poursuites de violation de propriété intellectuelle par des tiers, pourraient exiger que la Société doive conclure des accords de redevances ou de licences à des conditions défavorables, ce qui serait une source importante de responsabilité financière. Il pourrait aussi arriver que ces événements privent la Société, de manière temporaire ou permanente, de l'usage éventuel de la propriété intellectuelle en question ou de la poursuite de ses activités, telles qu'actuellement menées. Advenant que l'un de ces événements se produise, la Société pourrait devoir modifier ses pratiques commerciales, ce qui pourrait limiter sa capacité à demeurer concurrentielle de façon efficace et avoir un impact défavorable sur ses résultats d'exploitation. Dans l'éventualité où la Société estimerait que les contestations juridiques ou poursuites seraient sans fondement, celles-ci pourraient néanmoins se révéler coûteuses en temps et engendrer des coûts de défense, ce qui pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction de ses activités courantes. De plus, si la Société n'était pas en mesure d'obtenir ou de continuer d'obtenir des licences de ses fournisseurs ou d'autres tierces parties à des conditions raisonnables, ses activités pourraient en être affectées.

Le piratage et les autres utilisations non autorisées de contenu ont été facilités par les progrès technologiques, ce qui complexifie la mise en application des droits de propriété intellectuelle de la Société. Les mesures prises par la Société afin de protéger sa propriété intellectuelle peuvent ne pas empêcher le détournement de ses droits de propriété. La Société pourrait ne pas être en mesure, dans certaines juridictions, de protéger adéquatement ses droits de propriété intellectuelle. De plus, d'autres entreprises pourraient développer, de manière indépendante, des technologies et des processus compétitifs par rapport à ceux de la Société. Par ailleurs, la Société pourrait ne pas être en mesure de découvrir ou de déterminer l'étendue de l'utilisation non autorisée de ses droits de propriété. L'utilisation non autorisée de ses droits de propriété intellectuelle pourrait augmenter le coût de la protection de ces droits ou réduire ses revenus. La Société ne peut garantir, advenant une violation de ses droits, qu'une poursuite en justice contre des contrevenants connaîtrait du succès.

Grèves, moyens de pression et risques sur la santé affectant les employés

Bien qu'il n'y ait présentement aucun conflit de travail en cours, la Société ne peut prédire l'issue d'aucune négociation actuelle ou future se rapportant à un conflit de travail, à la représentation syndicale ou au renouvellement de ses conventions collectives ni garantir que des arrêts de travail futurs, des grèves ou d'autres formes de moyens de pression ne se produiront pas d'ici le dénouement de toute négociation actuelle ou future. Toute grève de ses employés syndiqués ou toute autre forme d'arrêt de travail pourrait porter préjudice aux activités de la Société, occasionner des dommages à ses biens ou interrompre ses services, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur ses activités, ses actifs, sa situation financière, ses résultats d'exploitation et sa réputation. Même s'il n'y a pas de grève ou d'autres moyens de pression, l'issue de toute négociation pourrait avoir un impact défavorable sur ses activités et ses résultats d'exploitation. Tel serait le cas si les négociations ou contrats en cours ou éventuels devaient restreindre davantage sa faculté de maximiser l'efficacité de ses activités. De plus, sa capacité à procéder à des ajustements à court terme afin de contrôler les coûts au titre de la rémunération et des avantages sociaux est limitée par les dispositions des conventions collectives auxquelles elle est partie.

Les menaces pour la santé des employés résultant d'épidémies, de pandémies ou d'autres problèmes de santé publique pourraient nuire aux activités, aux actifs, aux conditions financières, aux résultats d'exploitation et à la réputation de la Société.

La pandémie de la COVID-19 a accéléré l'adoption par la Société d'une politique de télétravail servant à guider ses employés lorsqu'ils travaillent de la maison. Les modalités du télétravail de ses employés et celles de certains de ses fournisseurs pourraient introduire de nouveaux risques d'exploitation, y compris, mais sans s'y limiter, des risques liés à la confidentialité, à la vie privée, à la sécurité de l'information, et à la santé et la sécurité, de même que nuire à la capacité de la Société de gérer ses activités. Cette situation pourrait également entraîner une hausse du nombre de procédures judiciaires et d'autres réclamations liées à la poursuite de ses activités à l'extérieur de ses locaux habituels.

Passif des régimes de retraite

Les cycles économiques, la démographie relative à la main-d'œuvre et les modifications à la réglementation pourraient avoir un impact négatif sur le financement des régimes de retraite à prestations définies de la Société ainsi que sur les dépenses afférentes. Il n'existe aucune garantie que les investissements et contributions nécessaires pour financer ces régimes de retraite n'augmenteront pas à l'avenir, entraînant ainsi des impacts négatifs sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Les risques inhérents au financement des régimes à prestations définies pourraient se concrétiser si les engagements totaux relatifs à un régime de retraite devaient excéder la valeur totale de ses actifs en fiducie. Des déficits peuvent survenir en raison de rendements sur les investissements plus faibles que prévu, de changements dans les hypothèses utilisées pour évaluer les engagements du régime de retraite et de déficits actuariels.

Fluctuations des taux de change

La plupart des revenus et des dépenses de la Société sont libellés en dollars CA. Toutefois, certaines dépenses, comme l'achat de décodeurs, de routeurs, de modems et de certains appareils de téléphonie mobile, le versement de redevances à certains apporteurs d'affaires et fournisseurs de services ainsi que certaines dépenses en immobilisations, y compris certains coûts liés au développement et à l'entretien du réseau mobile, sont défrayés en dollars US. Ces coûts, bien que partiellement couverts face au risque de change, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société advenant une augmentation importante de la valeur du dollar US.

De plus, une part importante de la dette de la Société est libellée en dollars US et les intérêts, le capital et la prime, le cas échéant, sont donc payables en dollars US. Aux fins de divulgation de l'information financière, tout changement dans la valeur du dollar CA par rapport au dollar US lors d'un exercice financier donné se traduirait par un gain ou une perte de change en dollars CA sur la conversion de toute dette non couverte libellée en dollars US. Par conséquent, les bénéfices et la dette divulgués par la Société pourraient fluctuer de façon importante en raison de gains ou de pertes de change. La Société a conclu des opérations de couverture du risque de change qui couvrent sa dette libellée en dollars US en circulation au 31 décembre 2021, et a l'intention à l'avenir de conclure de telles transactions pour les nouvelles dettes libellées en dollars US. Ces opérations de couverture pourraient, dans certains cas, s'avérer économiquement inefficaces et ne pas réussir à protéger la Société contre les fluctuations des taux de change, laquelle pourrait à l'avenir être tenue de fournir des espèces et d'autres garanties pour sécuriser ses obligations à l'égard de ces opérations de couverture, ou pourrait à l'avenir être incapable de conclure de telles transactions (ou même nullement conclure) à des conditions favorables, ou encore, conformément aux modalités de ces opérations de couverture, ses contreparties pourraient devoir à la Société des sommes d'argent importantes et être incapables d'honorer ces obligations, ce qui pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

De plus, certaines ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler la transaction à une date spécifique, à la valeur du montant du règlement prévu à cette date.

La Société détient des participations dans certaines entreprises étrangères. Une variation défavorable importante de la valeur des devises de ces entreprises étrangères, soit la livre turque et l'euro, pourrait avoir un impact défavorable sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

La juste valeur des instruments financiers dérivés, dont la Société est partie prenante, est estimée en utilisant les taux du marché de fin de période et reflète le montant qu'elle devrait recevoir ou payer si les instruments étaient résiliés et réglés à ces dates, en tenant compte d'un ajustement pour refléter le risque d'inexécution des parties. Au 31 décembre 2021, la juste valeur nette totale des ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt et les contrats de change affichait un actif net de 382,3 M\$, sur une base consolidée. Ces swaps ont été mis en place auprès de grandes banques canadiennes et américaines.

Certains fournisseurs de la Société s'approvisionnent aux États-Unis. Par conséquent, bien que la Société paie ces fournisseurs en dollars CA, les prix payés pour de telles matières premières ou produits peuvent être affectés par les fluctuations des taux de change. À l'avenir, la Société pourrait conclure des opérations de couverture de son exposition au risque de change relativement aux coûts de certaines de ces matières premières ou produits. Cependant, les fluctuations du taux de change pour ses achats qui ne sont pas couverts pourraient affecter les prix payés par la Société pour ces achats et avoir un impact défavorable sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Volatilité

Les marchés des capitaux et du crédit ont subi de grandes fluctuations et perturbations dans le passé, entraînant ainsi une pression à la hausse sur le coût des nouveaux capitaux d'emprunt et des restrictions importantes quant à l'accès au crédit pour plusieurs entreprises. Au cours de ces périodes, ces perturbations et cette volatilité sur les marchés des capitaux et du crédit ont aussi provoqué une hausse des taux d'intérêt ou de plus grands écarts de taux applicables à l'émission de titres d'emprunt ou une augmentation des frais aux termes des facilités de crédit. Des perturbations et de la volatilité sur les marchés des capitaux et du crédit pourraient entraîner des frais d'intérêts accrus pour Québecor, ce qui nuirait ainsi à ses résultats d'exploitation et à sa situation financière.

L'accès de Québecor à des fonds aux termes de ses facilités de crédit existantes dépend de la capacité des institutions financières qui y sont parties de remplir leurs engagements en matière de financement. Ces institutions financières pourraient ne pas être en mesure de le faire si elles font face à un manque de capitaux et de liquidités ou qu'elles reçoivent, en peu de temps, des demandes d'emprunt excessives. De plus, aux termes des facilités de crédit de Québecor, les institutions financières ont des obligations individuelles, et non solidaires, de sorte qu'un manquement d'une ou de plusieurs institutions au chapitre du financement n'a pas à être comblé par les autres.

Certaines dettes de Québecor portent un taux d'intérêt variable lié à divers taux d'intérêt de référence, comme le taux interbancaire offert à Londres (« LIBOR ») ou le taux CDOR (*Canadian Dollar Offered Rate*). Il est prévu que de tels taux d'intérêt de référence soient réformés ou interrompus et remplacés par de nouveaux taux d'intérêt de référence qui respectent les nouvelles exigences réglementaires et du marché. Il n'est pas possible de prédire entièrement la conséquence de ce développement, mais elle pourrait comprendre la hausse du coût de l'endettement à taux variable de Québecor.

Les fluctuations et perturbations sur de longues périodes des marchés des capitaux et du crédit en raison de l'incertitude, des pandémies, des épidémies et d'autres problèmes de santé publique, de changements en cours dans la réglementation visant les institutions financières, la réduction des options de financement s'offrant aux principales institutions financières ou les manquements de leur part pourraient nuire à Québecor quant à l'accès aux liquidités et à la disponibilité de sources de financement dont elle a besoin pour exercer ses activités à plus long terme. De telles perturbations pourraient forcer Québecor à prendre des mesures pour maintenir un solde de trésorerie jusqu'à la stabilisation des marchés ou jusqu'à ce que d'autres ententes de crédit ou de financement puissent être conclues pour répondre aux besoins de ses entreprises. Des perturbations soutenues sur les marchés et de plus importants défis économiques pourraient se traduire par une baisse de la demande pour certains produits de Québecor, une diminution des activités au détail et commerciales, et la multiplication des clients ne pouvant pas payer – ou payer à l'échéance – les services ou produits offerts. Ce genre d'événements pourrait avoir un impact négatif sur les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie, la situation financière et les perspectives de Québecor.

Charges de dépréciation d'actifs

La Société a comptabilisé, dans le passé, des charges de dépréciation d'actifs qui, dans certains cas, se sont avérées importantes. Sous réserve de divers facteurs, y compris, mais sans s'y limiter, une conjoncture économique ou des conditions de marché défavorables, elle pourrait devoir comptabiliser à l'avenir, conformément aux principes comptables d'évaluation des IFRS, des charges de dépréciation d'actifs non monétaires additionnelles si la valeur comptable d'un actif figurant aux états financiers était supérieure à sa valeur recouvrable. Toute charge au titre de dépréciation d'actifs pourrait avoir des effets importants et pourrait nuire aux résultats d'exploitation futurs et à l'avoir des actionnaires, bien que ces charges n'aient aucune incidence sur les flux de trésorerie.

Acquisitions, dispositions, regroupements d'entreprises ou de coentreprises

À l'occasion, la Société engage des pourparlers ou est engagée dans des activités visant des possibilités d'acquisitions, de dispositions, de regroupements d'entreprises ou de coentreprises dans le but de compléter ou de déployer ses activités, dont certaines peuvent s'avérer des opérations d'envergure et comporter des risques et des incertitudes importants. La Société peut ne pas obtenir les avantages escomptés de l'une ou l'autre de ces opérations et pourrait éprouver des difficultés à incorporer ou à intégrer une entreprise acquise. Quelle que soit l'issue d'une telle opération, la négociation d'une transaction potentielle (y compris les litiges pouvant y être associés) de même que l'intégration de toute entreprise acquise pourraient obliger la Société à engager des dépenses importantes, et détourner l'attention et les ressources de l'équipe de direction, perturbant ainsi ses activités commerciales. Elle pourrait faire face à de nombreux défis dans la consolidation et l'intégration des technologies de l'information, des systèmes comptables, du personnel et des opérations.

Si la Société choisit de se départir de propriétés individuelles, d'actifs ou d'entreprises, elle obtiendra un produit net découlant de ces ventes. Cependant, ses revenus pourraient être affectés à long terme en raison de la disposition d'un actif générateur de revenus, le moment choisi pour ces dispositions pourrait être défavorable, entraînant une difficulté à réaliser la pleine valeur de l'actif vendu ou les modalités de telles dispositions pourraient être trop restrictives à l'égard de la Société ou pourraient entraîner des ajustements de prix désavantageux postérieurs à la clôture si certaines conditions ne sont pas remplies, ce qui pourrait réduire sa capacité à rembourser sa dette à l'échéance.

Tout ce qui vient d'être évoqué pourrait avoir un impact défavorable important sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation, les liquidités et les perspectives de la Société.

Concurrence et consolidation des points de vente au détail dans le secteur Télécommunications

Dans le secteur Télécommunications de la Société, la concurrence est féroce quant à l'offre de ses produits dans les meilleurs espaces commerciaux disponibles. Certains de ses concurrents en télécommunications ont développé une stratégie pour commercialiser leurs produits par l'intermédiaire de détaillants indépendants, au sein d'importantes chaînes de commerces de détail et de dépanneurs, au moyen de campagnes de télémarketing et de livraison à domicile, afin d'étendre leur présence sur le marché.

Certains de ses concurrents ont également acquis des détaillants indépendants afin de créer de nouveaux réseaux de distribution. Cette situation pourrait limiter la portée du réseau de vente au détail de la Société et la désavantager par rapport à ses concurrents, entraînant potentiellement un impact défavorable sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Adoption croissante des canaux basés sur le web et sur les applications

Dans le but de mieux répondre aux habitudes et aux attentes changeantes des consommateurs et des entreprises, les concurrents du secteur Télécommunications de la Société développent rapidement des plateformes numériques, qui leur permettent de vendre et de distribuer leurs produits par l'intermédiaire de canaux basés sur le web et sur les applications, et de déplacer les interactions avec les clients sur les plateformes numériques, favorisant davantage l'auto-assistance, l'auto-installation et le libre-service. L'éventuel échec de la Société à mettre en place et à poursuivre sa propre stratégie numérique, et à faire évoluer son expérience client au rythme des demandes de sa clientèle, pourrait la placer dans une position de désavantage concurrentiel, entraînant potentiellement un impact défavorable sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Risques liés à la réglementation gouvernementale

Les activités de la Société au Canada sont assujetties à un important volume de réglementations gouvernementales et de politiques. Les lois et règlements régissent l'émission, l'amendement, le renouvellement, le transfert, la suspension, la révocation et la propriété de licences de programmation et de diffusion. En ce qui a trait à la diffusion, les règlements s'appliquent, entre autres, à la diffusion de services de programmation canadiens et non canadiens et aux tarifs maximaux qui peuvent être exigés du public dans certains cas. Les activités de diffusion de programmation et de télécommunications de la Société (y compris le service d'accès à Internet) sont réglementées respectivement par la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications* et leurs règlements respectifs. Le CRTC, qui administre la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications*, a le pouvoir d'accorder, d'amender, de suspendre, de révoquer et de renouveler les licences de radiodiffusion, d'approuver certains changements dans la propriété et le contrôle corporatif, et de faire des règlements et des politiques en accord avec la *Loi sur la radiodiffusion* et la *Loi sur les télécommunications*, sous réserve de certaines directives du cabinet fédéral. Les activités sans fil et filaires de la Société sont aussi assujetties à des obligations techniques, à des conditions de licence et à certaines normes de rendement en vertu de la *Loi sur la radiocommunication* (Canada), qui est administrée par ISDE Canada.

Des changements aux lois, aux règlements et aux politiques régissant les activités de la Société, l'adoption de nouvelles lois, de règlements, de politiques ou de conditions d'utilisation de licences, l'octroi de nouvelles licences, y compris des licences de spectre supplémentaires accordées à ses concurrents ou des changements dans le traitement des déductions d'impôts des dépenses en publicité pourraient avoir un impact sur les pratiques d'achat des consommateurs et (ou) un impact défavorable important sur ses activités (y compris la façon dont elle fournit ses produits et services), ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. De plus, la Société pourrait engager des dépenses accrues nécessaires afin de se conformer aux lois et aux règlements en vigueur et nouvellement adoptés ou pour son manquement de s'y conformer.

Le CRTC a entrepris un examen global du marché des services sans fil. Le gouvernement canadien lui a demandé de tenir compte de la concurrence, de l'accessibilité des prix, des intérêts des clients et de l'innovation dans sa prise de décisions. Dans une récente décision, le CRTC a ordonné aux ESLT de fournir des services d'accès ERMV aux entreprises régionales de services sans fil pendant une période de sept ans. Cette décision devrait avoir un impact significatif sur l'environnement concurrentiel de la Société, car la Société pourrait voir l'émergence de nouveaux concurrents ERMV. La Société pourrait ne pas être en mesure de concurrencer avec succès à l'avenir ses concurrents existants et potentiels. Cette augmentation importante de la concurrence dans le segment de la téléphonie mobile de la Société pourrait nuire considérablement à ses activités, à ses perspectives, à ses revenus, à sa situation financière et à ses résultats d'exploitation.

De plus, les lois relatives aux communications, à la protection de données, au commerce électronique, à la commercialisation directe et à la publicité numérique ainsi qu'à l'utilisation de dossiers publics sont devenues plus importantes au cours des dernières années. La législation et les règlements en vigueur et proposés, y compris les changements dans la manière dont les tribunaux au Canada, aux États-Unis et dans les autres juridictions interprètent cette législation et ces règlements, peuvent imposer des limites sur la cueillette et l'utilisation de certaines informations. De plus, le CRTC et ISDE Canada ont le pouvoir d'imposer des sanctions pécuniaires en cas de non-respect de la réglementation en vigueur.

Accès aux réseaux de câbles par les fournisseurs AITP

Le CRTC a exigé des plus importants câblodistributeurs au Canada, y compris Vidéotron, de fournir aux AITP un accès à leurs réseaux de câbles à des tarifs réglementés fondés sur les coûts. Plusieurs fournisseurs AITP sont interconnectés au réseau par câble de la Société et offrent ainsi des services d'accès Internet au détail et, dans certains cas, des services de vente au détail de services téléphoniques de VoIP et des services de distribution d'IPTV.

Dans une série de décisions rendues depuis 2015, le CRTC a réitéré l'importance qu'il accorde aux ententes d'accès aux prestations de services de gros obligatoires comme moteur de la concurrence sur le marché de l'accès Internet de détail. Entre autres, le CRTC a ordonné à toutes les grandes entreprises de téléphonie et de câblodistribution, y compris Vidéotron, la prestation de nouveaux services dégroupés de gros qui remplaceront les services groupés de gros existants, après une période de transition. Ces nouveaux services dégroupés comprendront l'accès obligatoire aux services haute vitesse fournis au moyen d'installations de fibre optique, y compris les installations de fibre optique des grandes entreprises de services de téléphonie titulaires. La mise en place de ces nouveaux services de gros pourrait permettre aux revendeurs de services Internet d'améliorer leurs offres de services sur le marché de détail, affectant ainsi la position concurrentielle de la Société ainsi que sa capacité à récupérer le coût du réseau fourni pour les services sous-jacents.

Renouvellement de licences

Les licences de SSFE-1 de Vidéotron ont été renouvelées en décembre 2018 pour un terme de 20 ans.

Les autres licences de spectre de Vidéotron, y compris les licences de SSFE-3, les licences dans la bande de 700 MHz, de 2 500 MHz, de 600 MHz et de 3 500 MHz ont été émises pour un terme de 20 ans, à partir de leur date respective d'émission. Au terme de ces échéances, la Société s'attend à ce que de nouvelles licences soient émises pour des périodes ultérieures dans le cadre d'un processus de renouvellement, à moins qu'une violation de la condition de licence n'ait lieu, qu'une réallocation majeure du spectre destiné à un nouveau service ne soit nécessaire, ou qu'une politique prépondérante doive s'imposer. Le processus d'émission ou de renouvellement de licences devrait être déterminé par ISDE Canada, y compris les modalités des nouvelles licences et la possibilité que les droits de licence doivent s'appliquer pour une période ultérieure.

Si, à la fin de leur échéance respective, les licences ne sont pas renouvelées à des conditions acceptables, ou même nullement renouvelées, la capacité de la Société de continuer à offrir ses services sans fil ou d'offrir de nouveaux services pourrait être affectée, ou sa structure de coûts pourrait augmenter de façon substantielle, et avoir ainsi un impact défavorable important sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Programmes gouvernementaux

La Société bénéficie de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir les grands projets d'investissement, le déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec, la production et la distribution de produits télévisuels et cinématographiques ainsi que l'édition de magazines au Canada, y compris des crédits d'impôt remboursables fédéraux et provinciaux. Il n'y a aucune certitude que les programmes incitatifs culturels locaux auxquels la Société peut adhérer au Canada continueront d'être disponibles à l'avenir ou ne seront pas réduits, modifiés ou supprimés. Toute coupe future ou tout autre changement dans les politiques ou règles d'application au Canada, ou dans quelle que province que ce soit, dans le cadre de ces programmes gouvernementaux incitatifs, – y compris tout changement dans les programmes de crédit d'impôt remboursables du Québec ou du gouvernement fédéral – pourraient, entre autres, augmenter le coût d'acquisition du contenu canadien ou des projets d'investissements touchés par ces programmes et influencer sur la programmation de contenu diffusé ou la décision de la Société d'initier certains projets d'investissements, y compris d'engager des dépenses en immobilisations pour le prolongement de ses réseaux filaire et mobile, ce qui pourrait avoir un impact défavorable important sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière. De plus, la programmation de contenu canadien est soumise à une certification de la part de divers organismes du gouvernement fédéral. Si la programmation ne parvient pas à répondre aux normes de certification, la Société ne serait pas en mesure d'utiliser ces programmes pour répondre à ses obligations en matière de programmation de contenu canadien et pourrait ne pas se qualifier pour recevoir certains crédits d'impôt canadiens et adhérer à des programmes incitatifs gouvernementaux.

De plus, le gouvernement canadien et les gouvernements provinciaux offrent présentement des subventions, des mesures incitatives et des crédits d'impôt dans le but d'attirer les producteurs étrangers et de soutenir la production télévisuelle et le cinéma canadien. La plupart des grands studios et des principaux clients des services d'activités cinématographiques et audiovisuelles de la Société, les producteurs de contenu pour ses activités de diffusion ainsi que ses activités de production et de distribution financent une partie de leurs budgets de production grâce à ces subventions, mesures incitatives et crédits d'impôt. Il n'y a aucune certitude que ces subventions, mesures incitatives et crédits d'impôt demeureront à leurs niveaux actuels ou même qu'ils resteront en vigueur. S'ils étaient réduits ou supprimés, le niveau d'activité dans les industries cinématographiques et télévisuelles pourrait diminuer, affectant ainsi les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Le modèle à succès de crédit d'impôt du Québec et d'autres provinces canadiennes a été imité par d'autres territoires. Certains producteurs peuvent choisir des sites ailleurs qu'au Québec pour profiter d'autres programmes de crédit d'impôt. D'autres facteurs, tels que les préférences du réalisateur ou les exigences des têtes d'affiche peuvent aussi avoir des incidences sur le nombre de productions réalisées dans des sites ailleurs qu'au Québec, ce qui pourrait en conséquence avoir un effet défavorable sur les activités, les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Lois et règlements en matière d'environnement et de changements climatiques

La Société est assujettie à des lois et règlements en matière environnementale. Certaines de ses installations sont assujetties à des lois et à des règlements fédéraux, provinciaux, étatiques et municipaux concernant notamment les émissions dans l'air, les déversements dans l'eau et les égouts, la manipulation et l'élimination des matières et des déchets dangereux, y compris les déchets électroniques, le recyclage, la décontamination des sols ou se rapportant autrement à la protection de l'environnement. De plus, les activités de la Société sont régies par des lois et des règlements en matière de sécurité au travail et de santé des employés qui régissent, entre autres, l'exposition des employés aux matières dangereuses en milieu de travail. Un manquement aux lois ou aux règlements en vigueur ou applicables à l'avenir pourrait donner lieu à une responsabilité importante pour la Société.

Les lois et règlements en matière environnementale et leur interprétation ont évolué rapidement au cours des dernières années et cette évolution pourrait se poursuivre. Par exemple, la plupart des provinces canadiennes ont mis en place une réglementation de responsabilité élargie des producteurs afin de favoriser des pratiques de développement durable, telles que la « récupération écologique et la valorisation des produits électroniques » énonçant certains objectifs de valorisation, ce qui pourrait obliger la Société à revoir et à ajuster ses pratiques à l'avenir. L'évolution des attentes du public à l'égard de l'environnement et de l'adoption de lois et de règlements de plus en plus sévères pourraient entraîner des coûts additionnels de conformité. Le défaut de s'y conformer pourrait occasionner des amendes, un contrôle réglementaire accru ou avoir un impact important sur la réputation et les marques de la Société.

Les propriétés de la Société et leurs zones périphériques, y compris celles qui ont servi à des fins industrielles sur une période prolongée, peuvent avoir eu des utilisations historiques ou, dans le cas des zones périphériques, des utilisations susceptibles de contaminer ses propriétés et de nécessiter des études plus approfondies ou des mesures correctives. À l'heure actuelle, la Société ne peut garantir que toutes les obligations environnementales ont été déterminées, qu'aucun ancien propriétaire des sites n'a créé des situations environnementales importantes dont elle n'est pas au courant, qu'aucune situation environnementale importante n'existe par ailleurs à l'égard d'une telle propriété, ni que des cas de contamination connue ou inconnue ne la forceront pas à engager des dépenses.

La Société détient, par l'entremise de ses filiales, certaines propriétés situées sur d'anciennes décharges partiellement assainies. L'exploitation et la propriété de ces propriétés comportent des risques inhérents aux responsabilités en matière d'environnement, de santé et de sécurité, y compris les blessures corporelles, les dommages matériels, la libération de matières dangereuses, les coûts de dépollution et de nettoyage et d'autres dommages environnementaux. La Société peut, de temps à autre, être impliquée dans des procédures administratives et judiciaires concernant de telles questions, pouvant avoir un impact défavorable important sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Enfin, les effets des changements climatiques mondiaux augmentent la gravité et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes, et augmenteront potentiellement les coûts d'exploitation et les coûts en capital. Certains des risques les plus importants liés aux changements climatiques qui ont été ciblés comprennent la hausse potentielle des coûts d'exploitation en vue de maintenir les activités du réseau de la Société lors de phénomènes météorologiques extrêmes, de même que la hausse potentielle des coûts en capital résultant des dommages causés à ses établissements ou à son équipement, et la perturbation des opérations. Les conséquences des changements climatiques mondiaux pourraient à leur tour affecter autant la capacité des membres de l'équipe de la Société à gérer l'entreprise que les communautés dans lesquelles elle exerce ses activités, ce qui pourrait avoir des effets importants sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Préoccupations face à des risques présumés pour la santé liés aux émissions de radiofréquences

Tous les sites cellulaires de la Société sont conformes aux lois en vigueur et la Société compte sur ses fournisseurs pour s'assurer que l'équipement du réseau et l'équipement pour les consommateurs qui lui est fourni satisfont toutes les exigences applicables en matière de réglementation et de sécurité. Cependant, certaines études ont suggéré des liens présumés entre les émissions de radiofréquences provenant de certains combinés de téléphonie mobile et de certains sites cellulaires et divers problèmes de santé et de l'interférence présumée avec des appareils médicaux électroniques, y compris les prothèses auditives et les stimulateurs cardiaques. Il n'existe aucune preuve scientifique irréfutable d'effets néfastes attribuables à l'exposition à des radiofréquences lorsque les limites imposées par la réglementation et les lois en vigueur sont respectées. De nouvelles études sur les radiofréquences sont en cours et il n'existe aucune certitude quant aux résultats futurs de ces études.

Les inquiétudes face aux émissions de radiofréquence ou leurs risques présumés sur la santé pourraient engendrer une réglementation gouvernementale supplémentaire, une diminution de l'utilisation des services mobiles, y compris ceux de Vidéotron, ou des poursuites en responsabilité relatives à un produit qui ont été engagées dans le passé ou qui pourraient être engagées à l'avenir. L'une ou l'autre de ces possibilités porterait préjudice à la conduite des activités, aux perspectives, aux revenus, à la situation financière et aux résultats d'exploitation de la Société.

Niveau d'endettement

À l'heure actuelle, Québecor a une dette importante et d'importantes obligations en matière de versements d'intérêts. Au 31 décembre 2021, Québecor avait une dette à long terme consolidée (dette à long terme plus les dettes bancaires) de 6,52 G\$. L'importante dette de Québecor pourrait avoir de lourdes conséquences, notamment :

- accroître sa vulnérabilité face à une conjoncture économique ou à des conditions défavorables dans l'industrie ;
- nécessiter qu'elle consacre une partie importante de ses flux de trésorerie provenant de l'exploitation au versement des intérêts et au remboursement du capital relatif à sa dette, limitant ainsi la disponibilité de ses flux de trésorerie en vue du financement de ses dépenses en immobilisations, de son fonds de roulement ou de ses autres besoins généraux ;
- limiter sa souplesse de planification et de réaction face aux changements qui surviennent dans ses activités et dans ses secteurs d'activité ;
- désavantager Québecor par rapport à ses concurrents qui sont moins endettés ou qui disposent de ressources financières supérieures ;
- limiter, à l'instar, entre autres, des clauses restrictives financières ou autres aux termes de sa dette, sa capacité d'emprunter des fonds additionnels et, le cas échéant, de le faire à des conditions commercialement raisonnables.

Bien que la dette de Québecor soit importante, elle disposait, au 31 décembre 2021, d'un montant de près de 1,58 G\$ disponible pour des emprunts supplémentaires conformément à ses facilités de crédit existantes, sur une base consolidée, et les actes de fiducie régissant les billets de premier rang en circulation permettaient à Québecor de contracter des dettes supplémentaires importantes à l'avenir. Si Québecor devait contracter des dettes supplémentaires, les risques auxquels elle est confrontée aujourd'hui pourraient s'intensifier en raison de l'effet de levier.

Clauses restrictives

Les instruments de dettes de Québecor contiennent certaines clauses restrictives selon les conventions applicables quant à l'exploitation et aux questions financières qui limitent sa capacité à certains égards, y compris :

- emprunter des fonds ou vendre des actions privilégiées ;
- l'octroi de sûretés ;
- le versement de dividendes, le retour de capital ou le rachat d'actions ;
- la réalisation de certains types d'investissements ;
- le fait de consentir à des restrictions à l'égard de certaines filiales quant au versement de dividendes ou d'autres paiements ;
- l'engagement dans des transactions avec des sociétés liées ;
- le cautionnement de titres d'emprunts ; et
- la vente d'actifs ou la fusion avec d'autres sociétés.

Si Québecor était incapable de respecter ses engagements et d'obtenir des renonciations de la part de ses créanciers, elle serait incapable de contracter des emprunts additionnels aux termes de ses facilités de crédit et serait en manquement à l'égard de sa dette selon les modalités de ces conventions, ce qui pourrait, si la situation n'était pas corrigée ou ne faisait pas l'objet d'une renonciation, entraîner la déchéance de tels endettements et causer des défauts croisés aux termes de ses autres dettes, y compris les billets de premier rang. Si l'endettement de Québecor s'accélère, elle pourrait ne pas être en mesure de rembourser sa dette ou d'emprunter suffisamment de fonds pour se refinancer et tout prépaiement ou refinancement pourrait avoir un impact défavorable sur sa situation financière. De plus, si Québecor contracte des emprunts additionnels à l'avenir, ou refinance des emprunts existants, elle pourrait être assujettie à des clauses restrictives additionnelles qui pourraient être plus rigoureuses que celles auxquelles elle est déjà assujettie. Même si Québecor était capable de se conformer à toutes les clauses restrictives applicables, les restrictions visant sa capacité de gérer ses activités à son gré pourraient nuire à ses activités, notamment en limitant sa capacité de tirer parti de financements, de fusions, d'acquisitions et d'autres occasions qu'elle estime avantageuses pour elle.

Société de gestion

Québecor est une société de gestion et une partie importante de ses actifs consiste en la détention du capital-actions de ses filiales. À titre de société de gestion, ses activités sont exercées en grande partie par l'intermédiaire de ses filiales qui génèrent la presque totalité de ses revenus. Par conséquent, les flux de trésorerie et la capacité de Québecor d'honorer ses obligations au titre du remboursement de sa dette dépendent des bénéfices générés par ses filiales, actuelles et futures, et de la distribution de ces flux de trésorerie à Québecor, ou sur les prêts, avances de fonds ou autres versements réalisés par ces filiales à Québecor. La capacité de

ces filiales de verser des dividendes, ou de consentir des prêts, des avances de fonds ou d'autres versements à Québecor est tributaire de leurs résultats d'exploitation et est assujettie aux lois applicables et aux autres restrictions contractuelles contenues dans les titres de créance. Québecor Média et Vidéotron possèdent plusieurs séries de titres de créance en circulation, tandis que la Québecor Média, Vidéotron et Groupe TVA possèdent des facilités de crédit qui limitent la capacité de chacune d'elles à distribuer des liquidités. En outre, si ses filiales actuelles ou futures devaient contracter des dettes additionnelles à l'avenir, ou refinancer leurs dettes existantes, Québecor pourrait être soumise à des restrictions contractuelles supplémentaires prévues dans les instruments régissant ces titres de dette, pouvant être plus restrictives que celles actuellement en vigueur.

La capacité de ses filiales de générer des flux de trésorerie d'exploitation suffisants pour permettre à Québecor de verser les paiements prévus sur sa dette dépendra de leur rendement financier futur, qui sera en outre affecté par une série de facteurs économiques, concurrentiels et commerciaux, de même que par des changements structurels, dont beaucoup sont hors de son contrôle. Si les flux de trésorerie et les bénéfices des filiales en exploitation, de même que les montants qu'elles sont en mesure de distribuer à Québecor sous forme de dividendes, ou autrement, ne sont pas suffisants, Québecor pourrait ne pas être en mesure de satisfaire à ses obligations liées aux dettes. Si elle n'est pas en mesure de satisfaire à ses obligations relativement à sa dette, elle pourrait devoir entreprendre des projets alternatifs de financement, tels que le refinancement ou la restructuration de sa dette, la vente d'actifs, la réduction ou le report d'investissements en capital ou la recherche de capitaux supplémentaires. Rien ne garantit que ce refinancement alternatif serait réalisable, que les actifs pourraient être vendus, ou, en cas de vente, la date et le produit de ces ventes, que le financement supplémentaire pourrait être obtenu à des conditions acceptables, ou tout simplement obtenu, ou qu'un financement supplémentaire serait envisageable selon les modalités des divers instruments de dette en vigueur. L'incapacité de Québecor à générer des flux de trésorerie suffisants pour satisfaire à ses obligations liées aux dettes ou pour renégocier ses obligations à des conditions commercialement raisonnables pourrait avoir un impact défavorable important sur ses activités, ses perspectives, ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Capacité de refinancement

Québecor pourrait devoir, à l'occasion, refinancer certaines de ses dettes avant ou à leur échéance. Sa capacité et celle de ses filiales d'obtenir du financement additionnel pour rembourser sa dette existante à l'échéance dépendra d'un certain nombre de facteurs, dont la conjoncture du marché, la disponibilité du crédit et sa performance opérationnelle. Rien ne garantit que Québecor puisse obtenir un tel financement ou qu'elle puisse le faire à des conditions avantageuses.

Dispositions dans les statuts pouvant décourager ou empêcher une prise de contrôle

Certaines dispositions des statuts et des règlements de la Société pourraient rendre plus difficile une acquisition par une tierce partie, même si cela pouvait être bénéfique selon l'opinion des détenteurs d'actions catégorie B de Québecor. Ces dispositions comprennent principalement :

- la caractéristique de droits de vote multiples des actions catégorie A ; et
- la structure électorale du conseil d'administration selon laquelle les détenteurs d'actions catégorie A élisent 75 % des administrateurs, tandis que les détenteurs d'actions catégorie B en élisent 25 %.

L'existence de ces dispositions pourrait avoir pour effet de retarder, d'empêcher ou de dissuader un changement de contrôle de Québecor, pourrait priver les actionnaires de la possibilité de recevoir une prime pour leurs actions catégorie B dans le cadre d'une vente de la Société et, finalement, pourrait nuire au prix du marché des actions de Québecor.

Intérêts des détenteurs d'actions catégorie A de Québecor pouvant entrer en conflit avec les intérêts des autres actionnaires

Les actions catégorie B de la Société ont une voix par action, alors que les actions catégorie A ont 10 voix par action sur toutes les questions soumises au vote des actionnaires, à l'exception des questions où les détenteurs d'une catégorie d'actions peuvent voter séparément. Au 31 décembre 2021, environ 74,3 % des droits de vote combinés de toutes les actions en circulation sont contrôlés par un actionnaire majoritaire et l'exercice des droits de vote rattachés à ces actions permet ainsi de déterminer ou d'influer de manière importante sur toutes les questions soumises au vote des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs d'actions catégorie A et l'approbation des transactions corporatives importantes telles que la modification des statuts, les fusions, les regroupements ou la vente de la totalité ou d'une part importante des actifs de la Société.

Les détenteurs d'actions catégorie A peuvent également avoir des intérêts qui diffèrent de ceux des autres actionnaires et peuvent voter d'une manière avec laquelle les autres actionnaires sont en désaccord et qui peut être contraire aux intérêts des autres actionnaires. Cette concentration du pouvoir de vote peut avoir pour effet de retarder, d'empêcher ou de dissuader une prise de contrôle de Québecor, pourrait priver les actionnaires de la possibilité de recevoir une prime pour leurs actions catégorie B dans le cadre d'une vente de Québecor, et finalement nuire au prix du marché des actions de Québecor.

Instruments financiers et gestion des risques financiers

Les politiques de gestion des risques financiers de la Société sont établies afin de déterminer et d'analyser les risques auxquels est confrontée la Société, de fixer des contrôles et des limites de risques appropriés, et de superviser les risques et le respect des limites. Les politiques de gestion des risques sont revues régulièrement afin de refléter les changements de conditions du marché et des activités de la Société.

La Société utilise de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et quasi-espèces, des espèces affectées, des comptes clients, des actifs liés à des contrats, des placements à long terme, des emprunts bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, de la dette à long terme, des débetures convertibles, des obligations locatives et des instruments financiers dérivés. À la suite de son utilisation d'instruments financiers, la Société est exposée au risque de crédit, au risque de liquidité et aux risques de marché découlant des variations des taux de change et des taux d'intérêt.

Afin de gérer les risques liés à la variation des taux de change et des taux d'intérêt, la Société utilise des instruments financiers dérivés i) pour fixer en dollars CA les versements sur ses dettes libellées en dollars US (intérêts et capital) et certains achats de stocks et d'investissements en immobilisations libellés en devises, et ii) pour obtenir un équilibre établi entre des dettes à taux fixe et à taux variable. La Société n'a pas l'intention de régler ses instruments financiers dérivés avant leur échéance puisqu'aucun de ces instruments n'est détenu ou émis à des fins spéculatives.

Tableau 8
Description des instruments financiers dérivés au 31 décembre 2021
(en millions de dollars)

Contrats de change à terme

| Échéance | Taux de conversion moyen en dollars CA contre un dollar US | Valeur nominale de la devise vendue | Valeur nominale de la devise achetée |
|------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Vidéotron | | | |
| À moins d'un an | 1,2578 | 177,4 \$ | 141,0 \$US |

Ententes de swaps sur devises

| Élément couvert | Instrument de couverture | | | |
|---------------------------------------------------|--------------------------|-----------------|------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|
| | Période de couverture | Valeur nominale | Taux d'intérêt annuel sur la valeur nominale en dollars CA | Taux de conversion des paiements d'intérêt et de capital en dollars CA contre un dollar US |
| Québecor Média | | | | |
| Billets de premier rang à 5,750 % échéant en 2023 | 2016 à 2023 | 431,3 \$US | 7,27 % | 0,9792 |
| Billets de premier rang à 5,750 % échéant en 2023 | 2012 à 2023 | 418,7 \$US | 6,85 % | 0,9759 |
| Vidéotron | | | | |
| Billets de premier rang à 5,375 % échéant en 2024 | 2014 à 2024 | 158,6 \$US | Acceptations bancaires 3 mois + 2,67 % | 1,1034 |
| Billets de premier rang à 5,375 % échéant en 2024 | 2017 à 2024 | 441,4 \$US | 5,62 % | 1,1039 |
| Billets de premier rang à 5,125 % échéant en 2027 | 2017 à 2027 | 600,0 \$US | 4,82 % | 1,3407 |
| Billets de premier rang à 3,625 % échéant en 2029 | 2021 à 2029 | 500,0 \$US | 4,04 % | 1,2109 |

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par la Société comportent une option qui permet à chacune des parties de régler le contrat d'échange à une date spécifique, à la valeur de marché du moment.

Les gains sur évaluation et conversion des instruments financiers pour 2021 et 2020 sont résumés dans le tableau 9.

Tableau 9**Gain sur évaluation et conversion des instruments financiers**

(en millions de dollars canadiens)

| | 2021 | 2020 |
|-----------------------------------------------------------------|------------------|-----------------|
| Gain sur les dérivés incorporés liés aux débetures convertibles | (14,9) \$ | (9,3) \$ |
| Autres | 0,5 | 1,3 |
| | (14,4) \$ | (8,0) \$ |

Un gain de 0,4 M\$ a été comptabilisé en 2021 aux autres éléments du résultat global relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (perte de 17,1 M\$ en 2020).

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur estimative de la dette à long terme et des débetures convertibles est fondée sur les cours de marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisée aux bilans consolidés est estimée selon les modèles d'évaluation de la Société. Ces modèles projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et des facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours de change à la fin de la période. La juste valeur comptabilisée des instruments financiers dérivés est aussi rajustée pour refléter le risque d'inexécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, basée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette par l'autre partie au contrat ou de la Société.

La juste valeur des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles est déterminée selon les modèles d'évaluation des options qui utilisent des données du marché, y compris la volatilité, les facteurs d'actualisation, les taux d'intérêt et les primes de crédit implicites aux prix ajustés des instruments sous-jacents.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020 sont les suivantes :

Tableau 10**Juste valeur de la dette à long terme, des débetures convertibles et des instruments financiers dérivés**

(en millions de dollars canadiens)

| Actif (passif) | 2021 | | 2020 | |
|---------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| Dette à long terme¹ | (6 554,0) \$ | (6 660,4) \$ | (5 786,4) \$ | (6 216,1) \$ |
| Débetures convertibles² | (139,5) | (139,5) | (153,5) | (153,5) |
| Instruments financiers dérivés³ | | | | |
| Contrats de change à terme | 0,9 | 0,9 | (8,0) | (8,0) |
| Ententes de swaps sur devises | 381,4 | 381,4 | 605,1 | 605,1 |

¹ La valeur comptable de la dette à long terme exclut la juste valeur de la dette à long terme liée au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

² La valeur comptable et la juste valeur des débetures convertibles sont composées du montant en capital et de la valeur des caractéristiques de conversion liées aux prix plancher et plafond, comptabilisée comme dérivés incorporés.

³ La juste valeur nette des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie est un actif de 348,1 M\$ au 31 décembre 2021 (552,5 M\$ au 31 décembre 2020) et la juste valeur nette des instruments financiers dérivés désignés comme couverture de la juste valeur est un actif de 34,2 M\$ au 31 décembre 2021 (44,6 M\$ au 31 décembre 2020).

En raison du jugement utilisé dans l'application d'un large éventail de techniques et d'estimations dans le calcul de la juste valeur des montants, les justes valeurs ne sont pas nécessairement comparables entre diverses institutions financières ou d'autres participants du marché et ne peuvent pas être nécessairement réalisées dans le cadre d'une vente actuelle ou du règlement immédiat d'un instrument.

Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte lorsqu'elle est exposée à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement d'obligations contractuelles par un client ou une autre partie au contrat et découle principalement des sommes à recevoir des clients, y compris les actifs liés à des contrats.

La valeur comptable brute des actifs financiers représente le risque de crédit maximal auquel est exposé la Société. Au 31 décembre 2021, la valeur comptable brute des comptes clients et des actifs liés à des contrats, y compris leurs parties à long terme, était de 913,4 M\$ (790,2 M\$ au 31 décembre 2020).

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. La Société se base sur l'historique des termes de paiements de ses clients et des délais de recouvrement acceptables selon les différentes classes de clientèle ainsi que sur l'évolution du profil de crédit de ses clients pour définir la notion de défaillance des sommes à recevoir de clients, y compris les actifs liés à des contrats.

Au 31 décembre 2021, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante des comptes clients consolidés de la Société. La Société utilise la méthode des pertes de crédit prévues pour estimer sa provision pour perte de crédit, qui tient compte du risque de crédit de ses clients, de la durée de vie prévue de ses actifs financiers, des tendances historiques et des conditions économiques. Au 31 décembre 2021, la provision pour pertes de crédit prévues représentait 2,0 % du montant brut des comptes clients et des actifs liés aux contrats (2,6 % au 31 décembre 2020), alors que les comptes clients datés de plus de 90 jours représentaient 6,9 % (5,0 % au 31 décembre 2020).

Le tableau suivant présente les changements apportés à la provision pour pertes de crédit prévues pour les exercices terminés les 31 décembre 2021 et 2020 :

| | 2021 | 2020 |
|------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|
| Solde au début de l'exercice | 20,8 \$ | 19,6 \$ |
| Variations aux pertes de crédit attendues imputées aux résultats | 17,2 | 17,4 |
| Radiation | (19,5) | (16,2) |
| Solde à la fin de l'exercice | 18,5 \$ | 20,8 \$ |

La Société est d'avis que ses gammes de produits et la diversité de sa clientèle servent à réduire son risque de crédit ainsi qu'à se prémunir contre les fluctuations de la demande pour ses gammes de produits. La Société ne croit pas être exposée à un niveau de risque de crédit plus élevé que la normale à l'égard de ses clients.

En raison de son utilisation d'instruments financiers dérivés, la Société est exposée au risque d'inexécution par une tierce partie. Lorsque la Société conclut des contrats sur des instruments financiers dérivés, les autres parties au contrat (étrangères ou canadiennes) doivent avoir des cotes de crédit élevées minimales en conformité avec les politiques de gestion du risque de la Société et sont assujetties à une concentration maximale du risque de crédit. Ces cotes de crédit et la concentration maximale sont revues sur une base régulière, mais de façon minimale, à chaque trimestre.

Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ne soit pas en mesure de rencontrer ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance ou que le risque que ces obligations financières soient rencontrées à un coût excessif. La Société gère ce risque au moyen de l'échelonnement des échéances de la dette. La durée moyenne de la dette consolidée de la Société était d'environ 5,1 années au 31 décembre 2021, contre 4,3 années au 31 décembre 2020.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que les variations de valeur de marché dues à des fluctuations des taux de conversion sur devises, des taux d'intérêt ou du cours des actions entraînent une variation de la valeur des instruments financiers de la Société. L'objectif de la gestion du risque de marché est de limiter et de contrôler l'exposition à ce risque à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement lié à ce risque.

Risque de change

La plupart des revenus et des charges consolidés de la Société, autres que les frais d'intérêt sur la dette libellée en dollars US, l'achat de terminaux numériques, de bornes intelligentes, de modems et d'appareils mobiles ainsi que certaines dépenses en capital, sont reçus ou libellés en dollars CA. Une tranche importante des intérêts, du capital et des primes à verser sur la dette, s'il y a lieu, doit être versée en dollars US. La Société a conclu des opérations de couverture visant le risque de change sur l'encours de ses dettes libellées en dollars US au 31 décembre 2021, pour couvrir son exposition à l'égard de certains achats de terminaux numériques, de bornes intelligentes, de modems et d'appareils mobiles ainsi que certaines dépenses en capital. Par conséquent, la sensibilité de la Société à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

La sensibilité estimative sur le bénéfice et sur les autres éléments du résultat global, avant les impôts sur le bénéfice, d'une variation de 0,10 \$ du taux de change de fin d'exercice du dollar CA pour un dollar US utilisé pour calculer la juste valeur des instruments financiers au 31 décembre 2021 était la suivante :

| Augmentation (diminution) | Bénéfice | Autres éléments du résultat global |
|----------------------------------|-----------------|-----------------------------------------------|
| Augmentation de 0,10 \$ | 0,7 \$ | 35,1 \$ |
| Diminution de 0,10 \$ | (0,7) | (35,1) |

La variation de 0,10 \$ du taux moyen de change du dollar CA pour un dollar US en 2021 aurait entraîné une variation de 8,8 M\$ de la valeur des achats non couverts de produits et services et de 6,6 M\$ de la valeur des acquisitions non couvertes d'actifs corporels et incorporels en 2021.

La variation de 10 % du taux de change du dollar CA pour une livre turque au 31 décembre 2021 aurait entraîné une variation de 3,2 M\$ de la perte sur conversion d'une participation dans des entreprises associées étrangères dans les états consolidés du résultat global en 2021.

Risque de taux d'intérêt

Certaines facilités de crédit de la Société portent intérêt à des taux variables fondés sur les taux de référence suivants : i) taux des acceptations bancaires, ii) LIBOR, iii) taux préférentiel du Canada, et iv) taux préférentiel des États-Unis. Les billets de premier rang émis par la Société portent intérêt à des taux fixes. La Société a conclu des ententes de swaps sur devises afin de gérer les risques de flux de trésorerie. Compte tenu des instruments de couverture, la dette était constituée d'environ 91,7 % de titres à taux fixe, contre 96,1 % au 31 décembre 2020 et de 8,3 % de titres à taux variable, contre 3,9 % au 31 décembre 2020.

La sensibilité estimative sur les paiements d'intérêts d'une variation de 100 points de base du taux de fin d'exercice des acceptations bancaires canadiennes au 31 décembre 2021 était de 5,2 M\$.

La sensibilité estimative sur le bénéfice et les autres éléments du résultat global, avant les impôts sur le bénéfice, d'une variation de 100 points de base du taux d'actualisation utilisé pour calculer la juste valeur des instruments financiers, autres que les débtures convertibles et les dérivés incorporés liés aux débtures convertibles, au 31 décembre 2021, selon le modèle d'évaluation de la Société, se présentait comme suit :

| Augmentation (diminution) | Bénéfice | Autres éléments du résultat global |
|------------------------------------|-----------------|-----------------------------------------------|
| Augmentation de 100 points de base | (0,7) \$ | (5,2) \$ |
| Diminution de 100 points de base | 0,7 | 5,2 |

Gestion du capital

L'objectif principal de la Société dans la gestion du capital est de maintenir un niveau de capital optimal afin de répondre aux besoins de ses nombreuses entreprises, y compris les occasions de croissance.

Dans la gestion de sa structure du capital, la Société tient compte des caractéristiques des actifs de ses filiales et des besoins de fonds prévus en optimisant leurs capacités d'emprunts individuelles de la manière la plus efficiente de façon à obtenir le coût de financement le plus bas. La gestion de la structure du capital comprend l'émission et le remboursement de dettes et de débetures convertibles, l'émission et le rachat d'actions, l'utilisation des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et les montants de distributions aux actionnaires. La Société n'a pas modifié de façon importante la gestion de sa structure du capital depuis la fin du dernier exercice financier.

La structure du capital de la Société est constituée de capitaux propres, des emprunts bancaires, de la dette à long terme, des débetures convertibles, des dérivés incorporés liés aux débetures convertibles, des obligations locatives, des instruments financiers dérivés et des espèces et quasi-espèces. Aux 31 décembre 2021 et 2020, la structure du capital se présentait comme suit :

Tableau 11
Structure du capital de Québecor
(en millions de dollars canadiens)

| | 2021 | 2020 |
|----------------------------------------------------|------------|------------|
| Emprunts bancaires | - \$ | 1,7 \$ |
| Dette à long terme | 6 524,4 | 5 773,4 |
| Débetures convertibles | 150,0 | 150,0 |
| Dérivés incorporés liés aux débetures convertibles | (8,4) | 6,5 |
| Obligations locatives | 183,2 | 173,3 |
| Instruments financiers dérivés | (382,3) | (597,1) |
| Espèces et quasi-espèces | (64,7) | (136,7) |
| Passif net | 6 402,2 | 5 371,1 |
| Capitaux propres | 1 378,8 \$ | 1 214,1 \$ |

La Société n'est assujettie à aucune exigence externe liée à son capital, à l'exception de certaines restrictions conformément aux modalités de ses contrats d'emprunts liées, entre autres, aux investissements permis, aux transactions intersociétés, à la déclaration et au paiement de dividendes ou d'autres distributions.

Éventualités et litiges

Dans le cadre des litiges entre la Société et un concurrent, des poursuites ont été engagées par la Société et contre la Société. À ce stade-ci des poursuites, la direction de la Société est d'avis que le dénouement ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les résultats ou la situation financière de la Société.

Il existe également un nombre de procédures judiciaires contre la Société qui sont en cours. Généralement, la direction de la Société établit des provisions pour les réclamations ou actions spécifiques en tenant compte des faits de chaque cas. La Société ne peut déterminer quand et si un paiement sera effectué relativement à ces procédures judiciaires.

En août 2021, un concurrent a initié un recours en Cour fédérale afin de contester l'attribution à Vidéotron des licences de la bande de 3 500 Mhz dans les provinces de l'Ouest. Ce recours est maintenant devant la Cour.

Le 15 août 2019, le CRTC a rendu une ordonnance établissant, rétroactivement au 31 mars 2016, les tarifs de gros groupés que devaient facturer les grandes entreprises de câblodistribution et de téléphonie pour la prestation des services d'accès à leurs réseaux Internet haute vitesse. Les tarifs provisoires en vigueur depuis 2016 étaient facturés aux revendeurs et comptabilisés sur la base de la date d'entrée en vigueur au 31 mars 2016 aux états financiers consolidés de la Société. Les nouveaux tarifs proposés étaient considérablement inférieurs aux tarifs provisoires. Le 27 mai 2021, le CRTC a rétabli, dans une décision finale, les tarifs provisoires en vigueur depuis 2016. Par conséquent, aucun ajustement n'est nécessaire dans les états financiers consolidés.

Pratiques et estimations comptables déterminantes

Comptabilisation des revenus

La Société comptabilise un contrat conclu avec un client seulement lorsque tous les critères suivants sont respectés :

- les parties au contrat ont approuvé celui-ci (par écrit, verbalement ou selon d'autres pratiques commerciales habituelles) et se sont engagées à remplir leurs obligations respectives ;
- l'entité peut déterminer les droits de chaque partie à l'égard des biens ou des services à fournir ;
- l'entité peut déterminer les conditions de paiement prévues pour les biens ou les services à fournir ;
- le contrat a une substance commerciale (c'est-à-dire que le risque, le calendrier ou le montant des flux de trésorerie futurs de l'entité devrait changer à la suite du contrat) ; et
- il est probable que l'entité recouvrera la contrepartie à laquelle elle a droit en échange des biens ou des services qu'elle fournira au client.

La portion des revenus qui a été facturée, mais non réalisée, est présentée comme « Revenus différés » dans les bilans consolidés. Les revenus différés sont généralement comptabilisés dans les revenus au cours de l'exercice suivant.

Télécommunications

Le secteur Télécommunications fournit des services conformément à des accords à prestations multiples, principalement pour des contrats de téléphonie mobile dans lesquels la vente d'appareils mobiles est regroupée avec des services de télécommunications pendant la durée du contrat. La contrepartie totale pour un contrat avec des prestations multiples est répartie entre les obligations de prestation en fonction du prix de vente spécifique de chaque obligation. La contrepartie totale peut comprendre un frais initial ou un certain nombre de versements mensuels pour la vente de l'équipement et des frais mensuels pour le service de télécommunications. Chaque obligation de prestation des accords à prestations multiples est ensuite comptabilisée séparément en fonction du montant de la contrepartie allouée.

La Société n'ajuste pas le montant de la contrepartie allouée à la vente de l'équipement pour tenir compte des effets d'une composante de financement puisque cette composante n'est pas importante.

Le secteur Télécommunications comptabilise les revenus relatifs à chacune de ses activités principales de la façon suivante :

- les revenus d'exploitation tirés des services aux abonnés, tels que la télédistribution, l'accès Internet, la téléphonie filaire et mobile ainsi que le service de VSDA, sont comptabilisés lorsque les services sont fournis ;
- les revenus provenant de la vente d'équipements aux abonnés sont comptabilisés aux résultats au moment de la livraison ;
- les revenus d'exploitation liés aux contrats de service sont comptabilisés aux résultats sur une base linéaire au cours de la période durant laquelle les services sont fournis ; et
- les revenus provenant des frais de branchement à la connexion filaire et d'activation des services mobiles sont différés et comptabilisés respectivement aux résultats sur la durée de la période au cours de laquelle il est prévu que les clients demeureront des clients de la Société et sur la durée du contrat.

Lorsqu'un appareil mobile et un service sont combinés dans un seul contrat, la durée du contrat est généralement de 24 mois.

La partie des revenus de téléphonie mobile comptabilisés qui n'a pas été facturée est présentée à titre d'actif lié à des contrats dans le bilan consolidé. Les actifs liés à des contrats sont réalisés pendant la durée du contrat.

Média

Le secteur Média comptabilise les revenus relatifs à chacune de ses activités principales de la façon suivante :

- les revenus publicitaires sont comptabilisés lorsque la publicité est mise en ondes à la télévision, publiée dans les journaux ou magazines ou affichée sur les propriétés numériques ou abribus ;
- les revenus des abonnements à des chaînes spécialisées ou à des publications en ligne sont comptabilisés sur une base mensuelle lorsque le service est fourni ou sur la durée de l'abonnement ;
- les revenus tirés de la vente ou de la distribution de journaux et de magazines sont comptabilisés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours estimés sur la base du taux historique des retours ;
- les revenus de location de studios et d'équipements sont comptabilisés sur la période de location ;

- les revenus provenant des services spécialisés de cinéma et de télévision sont comptabilisés lorsque les services sont fournis ; et
- les revenus de distribution de contenu audiovisuel sont comptabilisés lorsque le contenu a été livré et accepté en conformité avec les termes de l'entente de licence ou de distribution.

Sports et divertissement

Le secteur Sports et divertissement comptabilise les revenus relatifs à chacune de ses activités principales de la façon suivante :

- les revenus tirés de la vente ou de la distribution de livres et de produits de divertissement sont comptabilisés au moment de la livraison, déduction faite d'une provision pour retours estimés sur la base du taux historique des retours ;
- les revenus tirés de la location de salles, de la vente de billets (y compris la vente de billets de saison) et les ventes provenant des concessions alimentaires sont comptabilisés lorsque les événements ont lieu et (ou) les biens sont vendus, selon le cas ;
- les revenus tirés de la location de loges sont comptabilisés uniformément sur la période prévue de l'entente ;
- les revenus tirés de la vente de publicité, sous la forme d'affichage événementiel ou de commandites, sont comptabilisés uniformément sur la durée de l'entente ; et
- les revenus provenant de la gestion d'événements sportifs et culturels sont comptabilisés lorsque les services sont fournis.

Dépréciation d'actifs

Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (« UGT »), lesquelles représentent les plus petits groupes d'actifs pour lesquels des entrées de trésorerie séparément identifiables sont générées. À chaque date de bilan, la Société revoit si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme ayant une durée d'utilité déterminée pourrait être inférieure à leur valeur recouvrable. L'écart d'acquisition, les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée et les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation sont soumis à un test de dépréciation à chaque exercice et lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT, à laquelle l'actif a été attribué, excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le plus élevé de la juste valeur de l'actif ou de l'UGT, diminuée des coûts de sortie, et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La juste valeur diminuée des coûts de sortie représente le montant, déduction faite des coûts de disposition, qu'une entité pourrait obtenir à la date d'évaluation pour la vente de l'actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs prévus de l'actif ou de l'UGT.

La Société utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour estimer le montant recouvrable, lequel est calculé à l'aide des flux de trésorerie futurs prévus principalement dans ses plus récents budgets et dans son plan stratégique triennal, tels qu'approuvés par la direction de la Société et présentés au conseil d'administration. Ces prévisions ont été établies en considérant le rendement opérationnel passé et la part de marché de chaque UGT, les tendances économiques et spécifiques de l'industrie et du marché ainsi que les stratégies d'entreprise. Un taux de croissance perpétuelle est utilisé pour les flux de trésorerie au-delà de la période du plan stratégique triennal. Le taux d'actualisation utilisé par la Société est un taux avant impôts découlant du coût moyen pondéré du capital relatif à chaque UGT, qui reflète l'évaluation du marché actuel de i) la valeur temporelle de l'argent et ii) du risque spécifique lié aux actifs pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées en fonction du risque. Le taux de croissance perpétuelle a été déterminé en analysant les marchés spécifiques de chaque UGT.

Une charge de dépréciation est comptabilisée au montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT par rapport à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, l'écart d'acquisition correspondant est déprécié en premier. Tout excédent de perte de valeur est comptabilisé et attribué aux actifs dans l'UGT en proportion de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Une charge de dépréciation comptabilisée au cours de périodes antérieures pour des actifs à long terme ayant des durées d'utilité déterminées et des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée, sauf pour l'écart d'acquisition, peut être renversée dans les états consolidés des résultats dans la mesure où la valeur comptable qui en résulte n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune charge de dépréciation n'avait été comptabilisée au cours des périodes antérieures.

Pour déterminer le montant recouvrable d'un actif ou de l'UGT, l'appréciation des informations disponibles à la date de l'évaluation est basée sur le jugement de la direction et peut nécessiter l'utilisation d'estimations et d'hypothèses. En outre, la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs exige l'utilisation d'estimations telles que la valeur et le calendrier d'une série de flux de trésorerie futurs, l'estimation des variations anticipées dans les montants et les échelonnements de ces flux de trésorerie, la valeur de l'argent dans le temps représentée par le taux d'intérêt hors risque ainsi que le prix rattaché à la prise en charge de l'incertitude inhérente à l'actif ou à l'UGT.

Par conséquent, l'utilisation du jugement pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT peut influencer sur la perte de valeur de l'actif ou de l'UGT qui doit être comptabilisée ainsi que sur le renversement potentiel de la charge de dépréciation dans l'avenir.

Sur la base des données et des hypothèses utilisées lors des plus récents tests de dépréciation, la Société est d'avis qu'il n'y a actuellement dans ses livres aucun montant important d'actifs à long terme ayant une durée d'utilité déterminée ou d'écart d'acquisition et d'actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée qui présentent un risque élevé de dépréciation de valeur dans un avenir rapproché.

La valeur comptable nette de l'écart d'acquisition au 31 décembre 2021 était 2,72 G\$ et la valeur comptable nette des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée au 31 décembre 2021 était de 1,57 G\$.

Durée d'utilité indéterminée des licences de spectre

La direction a conclu que les licences de spectre ont une durée d'utilité indéterminée. Cette conclusion est basée sur une analyse de facteurs, tels que la capacité financière de la Société de renouveler les licences de spectre, le contexte concurrentiel, juridique et réglementaire et l'utilisation future prévue des licences de spectre. La détermination à l'effet que les licences de spectre ont une durée d'utilité indéterminée exige par conséquent du jugement qui pourrait avoir un impact sur la charge d'amortissement comptabilisée dans les états consolidés des résultats si la direction changeait sa conclusion dans l'avenir.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société utilise divers instruments financiers dérivés pour gérer le risque lié aux variations des taux de change et d'intérêt. La Société ne détient pas et n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives. Selon la comptabilité de couverture, la Société documente toutes les relations de couverture entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que la stratégie qui sous-tendent l'utilisation des instruments de couverture et l'objectif de gestion du risque. De plus, la Société désigne ses instruments financiers dérivés comme couvertures de la juste valeur ou couvertures de flux de trésorerie lorsqu'ils se qualifient pour la comptabilité de couverture. Elle évalue l'efficacité des instruments financiers dérivés au moment de la mise en place de la couverture et de façon continue par la suite.

La Société a généralement recours aux divers instruments financiers dérivés suivants :

- La Société utilise des contrats de change à terme pour couvrir le risque de change lié à des achats de stocks et d'équipements qu'elle prévoit faire en devises. Ces contrats de change à terme sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie.
- La Société conclut des swaps sur devises pour couvrir i) le risque de change lié aux paiements d'intérêt et de capital de ses dettes libellées en devises et (ou) ii) le risque de variation de la juste valeur sur certaines dettes découlant de la variation des taux d'intérêt. Les swaps sur devises selon lesquels la totalité des versements d'intérêt et de capital sur des dettes libellées en dollars US ont été fixés en dollars CA, en plus de la conversion d'un taux d'intérêt à un taux variable à un taux variable ou d'un taux fixe à un taux fixe, sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie. Les swaps sur devises sont désignés comme couvertures de la juste valeur lorsque les versements d'intérêt et de capital sur des dettes libellées en dollars US ont été fixés en dollars CA, tout en convertissant le taux d'intérêt d'un taux fixe à un taux variable.
- La Société a établi un ratio de couverture d'un pour un pour toutes les relations de couverture, car les risques sous-jacents liés à ses dérivés de couverture sont identiques aux risques d'éléments couverts.

La Société mesure et enregistre l'efficacité de ses relations de couverture comme suit :

- Pour une couverture de flux de trésorerie, l'efficacité de la couverture est testée et mesurée en comparant les variations de la juste valeur du dérivé de couverture et les variations de la juste valeur d'un dérivé hypothétique simulant les flux de trésorerie couverts.
- Pour les couvertures de la juste valeur, l'efficacité de la couverture est testée et mesurée en comparant les variations de la juste valeur du dérivé de couverture avec les variations de la juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert.
- La plupart des relations de couverture de la Société ne génèrent pas d'inefficacité importante. S'il y a inefficacité, le cas échéant, elle est comptabilisée dans l'état des résultats consolidés en tant que gains ou pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers.

Conformément à la comptabilité de couverture, la Société applique les conventions comptables suivantes :

- Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur, les variations de la juste valeur de l'instrument financier dérivé de couverture comptabilisées aux résultats sont compensées en bonne partie par les variations de la juste valeur de l'élément couvert dans la mesure où la relation de couverture est efficace. Lorsque la couverture de la

juste valeur cesse, la valeur comptable de l'élément couvert n'est plus ajustée et les ajustements cumulatifs à la juste valeur de la valeur comptable de l'élément couvert sont amortis aux résultats sur la durée de vie résiduelle de la relation de couverture initiale.

- Pour les instruments financiers dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, la tranche efficace de la couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global, tandis que la tranche inefficace est immédiatement comptabilisée aux résultats. La tranche efficace de la couverture reportée dans le cumul des autres éléments du résultat global est comptabilisée aux résultats au cours de la même période durant laquelle l'élément couvert influe sur les résultats. Lorsqu'une couverture de flux de trésorerie cesse, les montants comptabilisés précédemment dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés dans les résultats au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur les résultats

Toutes les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisées aux résultats sont présentées dans les gains ou pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers. Les frais d'intérêt sur la dette à long terme couverte sont comptabilisés aux taux d'intérêt et de change de la couverture.

Les instruments financiers dérivés ne se qualifiant pas pour la comptabilité de couverture, y compris les dérivés incorporés dans des instruments financiers ou d'autres contrats non financiers qui ne sont pas étroitement liés aux contrats hôtes, sont comptabilisés sur une base de juste valeur dans les bilans consolidés. Toutes les variations de la juste valeur liées à ces instruments financiers dérivés sont comptabilisées dans les états consolidés des résultats et présentées dans les gains ou pertes sur évaluation et conversion des instruments financiers.

Débetures convertibles

Les débetures convertibles sont comptabilisées comme un passif financier et les attributs de prix de conversion plafond et plancher sont comptabilisés séparément comme des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés sont évalués à la juste valeur et tout changement subséquent de la juste valeur est comptabilisé dans les états consolidés des résultats comme un gain ou une perte sur évaluation et conversion des instruments financiers.

Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre à certains de ses employés des régimes de retraite à cotisations définies et à prestations définies.

Les obligations de la Société en matière de prestations de retraite définies et d'avantages complémentaires à la retraite sont évaluées à une valeur actuelle sur la base de plusieurs hypothèses économiques et démographiques, établies avec la collaboration des actuaires de la Société. Les hypothèses clés comprennent le taux d'actualisation, l'évolution future des niveaux de salaire, l'âge de départ à la retraite des employés, la croissance du coût des soins de santé et d'autres facteurs actuariels. L'actif des régimes est calculé à la juste valeur et se compose surtout de titres de participation ainsi que de titres à revenu fixe de sociétés et de gouvernements.

Les réévaluations du passif ou de l'actif net au titre des prestations définies sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global.

Dans certains cas, la comptabilisation de l'actif net au titre des prestations définies est limitée à la valeur recouvrable, qui est fondée principalement sur la mesure dans laquelle la Société peut réduire unilatéralement les cotisations futures au régime. De plus, un ajustement à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies peut être comptabilisé pour refléter l'obligation minimale de financement dans certains régimes de retraite de la Société. L'évaluation de la valeur recouvrable dans l'avenir et de l'obligation minimale de financement sont fondées sur plusieurs hypothèses, y compris les coûts des services futurs et les réductions dans les cotisations futures.

La Société considère que les hypothèses utilisées sont raisonnables selon l'information présentement disponible. Cependant, des variations à certaines de ces hypothèses pourraient avoir un impact significatif au cours des prochains exercices sur les coûts et obligations conformément aux régimes de retraite et aux avantages complémentaires à la retraite.

Rémunération à base d'actions

Les attributions à base d'actions à des employés qui prévoient le règlement en espèces, telles que les unités d'actions différées (« UAD ») ou les unités d'actions liées à la performance (« UAP »), ou qui prévoient le règlement en espèces, au gré de l'employé, telles que les options d'achat d'actions, sont évaluées à leur juste valeur et classées en tant que passif. Le coût de rémunération est comptabilisé à la dépense sur le délai d'acquisition des droits. Les variations de la juste valeur des attributions à base d'actions entre la date d'attribution et la date d'évaluation entraînent un changement du passif et du coût de rémunération.

La juste valeur des UAD et des UAP est basée sur le cours de l'action afférente à la date d'évaluation. La juste valeur des attributions d'options d'achat d'actions est déterminée en suivant un modèle d'évaluation des options et en tenant compte des modalités de l'attribution et des hypothèses telles que le taux d'intérêt sans risque, le rendement de la distribution, la volatilité prévue et la durée d'utilité résiduelle prévue de l'option.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées i) lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et ii) lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les coûts de restructuration, qui comprennent principalement des indemnités de départ, sont comptabilisés lorsque qu'un plan détaillé pour la restructuration a été mis en place et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées à l'effet que le plan sera mis en place tel qu'il a été prévu.

Les provisions sont révisées à chaque date de bilan consolidé et les modifications aux estimations sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats dans l'exercice au cours duquel la réévaluation a lieu.

Le montant comptabilisé comme une provision est la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date du bilan ou pour transférer l'obligation à un tiers à cette même date. Le montant de la provision est ajusté lorsque l'effet de la valeur de l'argent dans le temps est important. Le montant constaté pour un contrat déficitaire est le moindre du coût nécessaire pour exécuter l'obligation, déduction faite des avantages économiques à recevoir prévus au contrat, et de toute indemnisation ou pénalité découlant de l'inexécution.

Aucun montant n'est enregistré pour les obligations dont le dénouement est possible mais non probable, ou celles dont le montant ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et fiable.

Coûts de contrat

Les coûts différentiels et les coûts directs, tels que les coûts pour l'obtention d'un contrat, principalement les commissions de ventes ou les frais de branchement d'un abonné au réseau de télécommunications de la Société, sont différés à titre de coûts de contrat et amortis sur la durée au cours de laquelle il est prévu que le client maintienne son service ou sur la durée du contrat. L'amortissement des coûts de contrat est compris dans les achats de biens et services aux états consolidés des résultats.

Provision pour pertes de crédit prévues

La Société maintient une provision pour pertes de crédit attendues provenant de clients qui ne peuvent assumer leurs obligations. Cette provision fait l'objet d'une révision périodique et tient compte du risque de crédit spécifique de ses clients, de la durée de vie anticipée de ses actifs financiers, des tendances historiques et des conditions économiques.

Acquisitions d'entreprises

Les acquisitions d'entreprises sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie donnée en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Cette contrepartie peut être composée d'espèces, d'actifs transférés, d'instruments financiers émis ou de paiements conditionnels futurs. Les actifs identifiables repris et les passifs assumés de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est évalué et comptabilisé comme étant l'excédent de la juste valeur de la contrepartie versée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés comptabilisés.

L'évaluation de la juste valeur des éléments d'actif acquis et de passif pris en charge et des considérations conditionnelles futures exige du jugement et est fondée exclusivement sur des estimations et des hypothèses. La Société utilise principalement la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs pour estimer la valeur des actifs incorporels acquis.

Les estimations et hypothèses utilisées dans la répartition du prix d'achat à la date d'acquisition peuvent aussi avoir une incidence sur le montant de dépréciation comptabilisé après la date d'acquisition, tel que décrit ci-dessus sous la rubrique « Dépréciation d'actifs ».

Contreparties conditionnelles et ajustements conditionnels futurs

Les contreparties conditionnelles et les ajustements conditionnels futurs découlant de l'acquisition ou de la disposition d'une entreprise sont évaluées et comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur est estimée sur la base d'un modèle de valeur actuelle requérant que la direction évalue la probabilité que les conditions sur lesquelles sont basées les contreparties conditionnelles et les ajustements conditionnels futurs soient satisfaites dans l'avenir. L'évaluation de la probabilité des dénouements potentiels requiert un jugement de la direction, et cette évaluation est susceptible d'avoir une incidence sur le montant initial des contreparties

additionnelles ou des ajustements conditionnels futurs comptabilisées ainsi que sur toute variation ultérieure de la juste valeur comptabilisée dans les états consolidés des résultats.

Interprétation des lois et règlements

L'interprétation des lois et règlements, y compris ceux du CRTC et des règlements fiscaux, exige du jugement de la direction qui peut avoir un impact sur la comptabilisation des revenus, des provisions, des impôts sur le bénéfice et des dépenses en capital dans les états financiers consolidés.

Crédits d'impôt et aide gouvernementale

La Société peut se prévaloir de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir les grands projets d'investissement, le déploiement de services Internet haute vitesse dans diverses régions du Québec, la production et la distribution de produits télévisuels et de films ainsi que les produits musicaux et l'édition de magazines et de livres au Canada. De plus, la majorité des unités d'affaires des secteurs Média et Sports et divertissement répondent aux critères de qualification à la subvention salariale d'urgence durant la crise sanitaire. La Société reçoit également des crédits d'impôt liés principalement à ses activités de recherche et développement, aux activités d'édition et aux activités numériques. L'aide gouvernementale est comptabilisée à titre de revenus ou de réduction des frais connexes, qu'ils soient capitalisés et amortis ou passés à la dépense, au cours de l'exercice où les dépenses sont engagées et lorsque la direction juge qu'elle a l'assurance raisonnable que les modalités de l'aide gouvernementale sont satisfaites.

Impôts sur le bénéfice

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode du report variable axée sur le bilan. Selon cette méthode, les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont comptabilisés selon leur incidence fiscale future estimative résultant des écarts entre la valeur comptable des éléments d'actif et de passif existants dans les états financiers consolidés et de leur valeur fiscale respective. Les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont évalués en appliquant les taux d'imposition qui seront en vigueur ou pratiquement en vigueur durant l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires seront réalisés ou réglés. L'incidence de tout changement des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur sur les éléments d'actif et de passif d'impôts différés est comptabilisée aux résultats dans la période au cours de laquelle les changements de taux se produisent. Un actif d'impôts différés est comptabilisé initialement quand il est probable que le bénéfice imposable futur sera suffisant pour utiliser les avantages fiscaux afférents et peut être réduit ultérieurement, si nécessaire, au montant qui est plus probable qu'improbable de se réaliser.

Cette évaluation des impôts différés est de nature subjective et repose sur des hypothèses et des estimations à l'égard des perspectives et de la nature des bénéfices imposables futurs. Le montant des actifs d'impôts différés qui sera finalement recouvré pourrait varier légèrement de la valeur comptable puisqu'il dépend des résultats d'exploitation futurs de la Société.

La Société fait l'objet de vérifications à tout moment de la part des autorités fiscales dans les différents territoires où elle exerce ses activités. Il peut s'écouler plusieurs années avant qu'une question à l'égard de laquelle la direction a établi une provision soit visée par une vérification et résolue. Le nombre d'années qui s'écoulent entre chaque vérification par les autorités fiscales varie selon les territoires. La direction est d'avis que ses estimations sont raisonnables et qu'elles reflètent l'issue probable des éventualités fiscales connues, bien que l'issue soit difficile à prévoir.

Contrats de location

La Société comptabilise un actif lié au droit d'utilisation et une obligation locative au début du contrat de location pour la plupart de ses contrats. L'actif lié au droit d'utilisation et l'obligation locative sont initialement évalués à la valeur actuelle des paiements de location, moins tout paiement incitatif reçu, en utilisant le taux d'emprunt marginal de la Société ou le taux d'intérêt implicite du bail à cette date. La durée du bail comprend la durée initiale du bail et toute période supplémentaire pour laquelle il est raisonnablement certain que la Société exercera son option de renouvellement.

Les actifs liés aux droits d'utilisation sont amortis sur le moindre de la durée du contrat de location ou la durée d'utilité de l'actif sous-jacent.

Les intérêts sur les obligations locatives sont comptabilisés dans les états consolidés des résultats en frais financiers et les paiements en capital de l'obligation locative sont présentés en tant qu'activités de financement dans les états consolidés des flux de trésorerie.

Mesures non normalisées selon les IFRS

Les mesures non normalisées selon les IFRS utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le BAIIA ajusté, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation ajustés, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies et le ratio d'endettement net consolidé ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

BAIIA ajusté

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le BAIIA ajusté, tel que concilié avec le bénéfice net conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments, la perte sur refinancement de la dette, les impôts sur le bénéfice et le bénéfice (la perte) lié(e) aux activités abandonnées. Le BAIIA ajusté, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du BAIIA ajusté pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et n'est pas affectée par la structure du capital ou par les activités d'investissement de la Société et de ses secteurs d'activité.

En outre, le BAIIA ajusté est utile, car il constitue un élément des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation ajustés et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. La définition du BAIIA ajusté de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 12 présente le rapprochement du BAIIA ajusté avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés de Québecor. Les données financières consolidées pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2021 et 2020 présentées dans le tableau 12 proviennent des états financiers consolidés trimestriels non audités de la Société.

Tableau 12

Rapprochement du BAIIA ajusté présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens)

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | | |
|-------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------|-----------------|----------------------------------------|-----------------|-----------|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 | |
| BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) : | | | | | | |
| Télécommunications | 1 875,7 | \$ 1 864,4 | \$ 1 803,4 | \$ 466,5 | \$ 481,7 | \$ |
| Média | 83,4 | 82,2 | 74,8 | 28,8 | 45,6 | |
| Sports et divertissement | 20,4 | 8,7 | 7,3 | 4,2 | 2,1 | |
| Siège social | (6,3) | (2,7) | (6,0) | (0,7) | (2,6) | |
| | 1 973,2 | 1 952,6 | 1 879,5 | 498,8 | 526,8 | |
| Amortissement | (783,8) | (803,2) | (750,4) | (197,6) | (213,5) | |
| Frais financiers | (333,4) | (328,2) | (327,5) | (79,5) | (79,1) | |
| Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers | 14,4 | 8,0 | (6,5) | 7,2 | (0,9) | |
| Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments | (4,1) | (39,2) | (28,6) | (7,8) | (6,1) | |
| Perte sur refinancement de la dette | (80,9) | - | - | - | - | |
| Impôts sur le bénéfice | (197,0) | (205,8) | (205,7) | (56,6) | (58,1) | |
| Bénéfice (perte) lié(e) aux activités abandonnées | - | 33,2 | 97,5 | - | (0,6) | |
| Bénéfice net | 588,4 | \$ 617,4 | \$ 658,3 | \$ 164,5 | \$ 168,5 | \$ |

Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments et la perte sur refinancement de la dette, déduction faite des impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements et du bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements et avant le bénéfice (la perte) lié(e) aux activités abandonnées attribuable aux actionnaires. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société utilise le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies pour analyser les tendances en matière de rendement de ses activités. Les éléments énumérés ci-dessus sont exclus du calcul de cette mesure puisqu'ils nuisent à la comparabilité des résultats financiers. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies est plus représentatif aux fins d'évaluation du bénéfice prévisible. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 13 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés de Québecor. Les données financières consolidées pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2021 et 2020 présentées dans le tableau 13 proviennent des états financiers consolidés trimestriels non audité de la Société.

Tableau 13

Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens)

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------|----------|----------------------------------------|----------|----|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 | |
| Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies | 621,9 | \$ 594,5 | \$ 581,0 | \$ 157,6 | \$ 165,0 | \$ |
| Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers | 14,4 | 8,0 | (6,5) | 7,2 | (0,9) | |
| Restructuration des activités d'exploitation et autres éléments | (4,1) | (39,2) | (28,6) | (7,8) | (6,1) | |
| Perte sur refinancement de la dette | (80,9) | – | – | – | – | |
| Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements ¹ | 26,1 | 9,1 | 8,0 | 2,5 | 2,1 | |
| Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements | 1,0 | 1,6 | 1,4 | 1,0 | 0,3 | |
| Activités abandonnées | – | 33,2 | 97,5 | – | (0,6) | |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 578,4 | \$ 607,2 | \$ 652,8 | \$ 160,5 | \$ 159,8 | \$ |

¹ Y compris l'impact de la fluctuation de l'impôt sur le bénéfice, applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés et flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Flux de trésorerie d'exploitation ajustés

Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent le BAIIA ajusté, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des acquisitions et des renouvellements de licences). Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation ajustés sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés sur une base consolidée par l'exploitation de l'ensemble des secteurs d'activité, en plus des flux de trésorerie d'exploitation générés par chacun d'entre eux. En outre, les flux de trésorerie d'exploitation sont utiles, car ils constituent un élément des régimes de rémunération incitatif annuel de la Société. La définition des flux de trésorerie d'exploitation ajustés de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies selon les IFRS, moins les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux acquisitions et aux renouvellements de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la Société. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles pour les acquisitions d'entreprises, les acquisitions et renouvellements de licences, le paiement de dividendes, le remboursement de la dette à long terme et d'obligations locatives, et le rachat d'actions. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer des outils d'évaluation du rendement financier conformes aux IFRS ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Les tableaux 14 et 15 présentent le rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation ajustés et des flux de trésorerie libres générés par les activités d'exploitation poursuivies avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés. Les données financières consolidées pour les périodes de trois mois terminées les 31 décembre 2021 et 2020 présentées dans les tableaux 14 et 15 proviennent des états financiers consolidés trimestriels non audités.

Tableau 14
Flux de trésorerie d'exploitation ajustés
(en millions de dollars canadiens)

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | | |
|--------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------------|-----------------|-----------|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 | |
| BAIIA ajusté (BAIIA ajusté négatif) | | | | | | |
| Télécommunications | 1 875,7 | \$ 1 864,4 | \$ 1 803,4 | \$ 466,5 | \$ 481,7 | \$ |
| Média | 83,4 | 82,2 | 74,8 | 28,8 | 45,6 | |
| Sports et divertissement | 20,4 | 8,7 | 7,3 | 4,2 | 2,1 | |
| Siège social | (6,3) | (2,7) | (6,0) | (0,7) | (2,6) | |
| | 1 973,2 | 1 952,6 | 1 879,5 | 498,8 | 526,8 | |
| Moins | | | | | | |
| Acquisitions d'immobilisations ¹ : | | | | | | |
| Télécommunications | (391,5) | (402,1) | (459,3) | (75,0) | (103,9) | |
| Média | (20,3) | (14,3) | (24,0) | (9,7) | (7,6) | |
| Sports et divertissement | (0,8) | (0,6) | (1,3) | (0,4) | (0,4) | |
| Siège social | (1,5) | (1,5) | (1,7) | 0,1 | (0,2) | |
| | (414,1) | (418,5) | (486,3) | (85,0) | (112,1) | |
| Acquisitions d'actifs incorporels ² : | | | | | | |
| Télécommunications | (145,6) | (194,0) | (218,8) | (33,2) | (60,7) | |
| Média | (24,6) | (23,7) | (26,0) | (7,6) | (7,2) | |
| Sports et divertissement | (3,5) | (2,8) | (3,6) | (1,3) | (0,5) | |
| Siège social | (3,3) | (1,2) | (0,7) | (1,1) | (1,1) | |
| | (177,0) | (221,7) | (249,1) | (43,2) | (69,5) | |
| Flux de trésorerie d'exploitation ajustés | | | | | | |
| Télécommunications | 1 338,6 | 1 268,3 | 1 125,3 | 358,3 | 317,1 | |
| Média | 38,5 | 44,2 | 24,8 | 11,5 | 30,8 | |
| Sports et divertissement | 16,1 | 5,3 | 2,4 | 2,5 | 1,2 | |
| Siège social | (11,1) | (5,4) | (8,4) | (1,7) | (3,9) | |
| | 1 382,1 | \$ 1 312,4 | \$ 1 144,1 | \$ 370,6 | \$ 345,2 | \$ |

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------------|-------------------|-----------|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 | |
| ¹ Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations selon les états financiers consolidés | | | | | | |
| Acquisitions d'immobilisations | (414,1) | \$ (418,5) | \$ (486,3) | \$ (85,0) | \$ (112,1) | \$ |
| Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir) | (15,2) | (28,7) | (15,3) | (6,6) | (10,3) | |
| Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations | (429,3) | \$ (447,2) | \$ (501,6) | \$ (91,6) | \$ (122,4) | \$ |

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------------|------------------|-----------|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 | |
| ² Rapprochement avec les flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels selon les états financiers consolidés | | | | | | |
| Acquisitions d'actifs incorporels | (177,0) | \$ (221,7) | \$ (249,1) | \$ (43,2) | \$ (69,5) | \$ |
| Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir) | (11,7) | 15,8 | 8,0 | 1,1 | 48,7 | |
| Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions de licences | (830,0) | - | (255,8) | (664,0) | - | |
| Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels | (1 018,7) | \$ (205,9) | \$ (496,9) | \$ (706,1) | \$ (20,8) | \$ |

Tableau 15

Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation et flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies divulgués aux états financiers consolidés

(en millions de dollars canadiens)

| | Exercices terminés les 31 décembre | | | Trois mois terminés les 31 décembre | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-------------------|-------------------|----------------------------------------|-----------------|-----------|
| | 2021 | 2020 | 2019 | 2021 | 2020 | |
| Flux de trésorerie d'exploitation ajustés provenant du tableau 14 | 1 382,1 | \$ 1 312,4 | \$ 1 144,1 | \$ 370,6 | \$ 345,2 | \$ |
| Plus (moins) | | | | | | |
| Portion monétaire des frais financiers | (325,5) | (320,1) | (319,4) | (77,8) | (77,1) | |
| Portion monétaire liée à la restructuration des activités d'exploitation et autres éléments | (22,0) | (31,6) | (9,8) | (7,5) | (5,4) | |
| Impôts exigibles | (256,9) | (208,7) | (107,9) | (65,6) | (27,7) | |
| Autres | 8,6 | 3,7 | 2,9 | 2,7 | (0,2) | |
| Variation nette des éléments hors caisse liés aux activités d'exploitation | (187,1) | 40,0 | (229,3) | (26,0) | (38,6) | |
| Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'immobilisations (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir) | (15,2) | (28,7) | (15,3) | (6,6) | (10,3) | |
| Variation nette des éléments hors caisse courants liés aux acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite du crédit gouvernemental pour grands projets d'investissement à recevoir) | (11,7) | 15,8 | 8,0 | 1,1 | 48,7 | |
| Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies | 572,3 | 782,8 | 473,3 | 190,9 | 234,6 | |
| Plus (moins) | | | | | | |
| Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'immobilisations | 429,3 | 447,2 | 501,6 | 91,6 | 122,4 | |
| Flux de trésorerie utilisés pour les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des déboursés liés aux achats et aux renouvellements de licences) | 188,7 | 205,9 | 241,1 | 42,1 | 20,8 | |
| Produits de l'aliénation d'éléments d'actif | (7,7) | (4,4) | (4,2) | (1,5) | (0,8) | |
| Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies | 1 182,6 | \$ 1 431,5 | \$ 1 211,8 | \$ 323,1 | \$ 377,0 | \$ |

Ratio d'endettement net consolidé

Le ratio d'endettement net consolidé représente la dette nette consolidée, exclusion faite des débentures convertibles, divisée par le BAIIA ajusté des 12 derniers mois. La dette nette consolidée, exclusion faite des débentures convertibles, représente le total de la dette à long terme, plus les emprunts bancaires, les obligations locatives, la portion à court terme des obligations locatives et les passifs liés aux instruments financiers dérivés, moins les actifs liés aux instruments financiers dérivés et les espèces et quasi-espèces. Le ratio d'endettement net consolidé sert à évaluer le levier financier de la Société et est utilisé par la direction et le conseil d'administration dans les décisions liées à la structure du capital de la Société, y compris la stratégie de financement, et dans la gestion du risque lié aux échéances des dettes. Le ratio d'endettement net consolidé exclut les débentures convertibles puisque ces débentures peuvent être rachetées au gré de la Société, sous certaines conditions, en émettant des actions catégorie B de Québecor. Le ratio d'endettement net consolidé n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS. Il ne vise pas à remplacer des outils d'évaluation conformes aux IFRS ou le bilan afin d'évaluer la situation financière. La définition du ratio d'endettement net consolidé de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 16 présente le calcul du ratio d'endettement net consolidé ainsi que le rapprochement avec les éléments du bilan divulgués aux états financiers consolidés de Québecor.

Tableau 16
Ratio d'endettement net consolidé
(en millions de dollars canadiens)

| | 31 déc. | | 31 déc. | | 31 déc. |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|-----------|---------|-----------|---------|
| | 2021 | | 2020 | | 2019 |
| Total de la dette à long terme¹ | 6 554,0 | \$ | 5 786,4 | \$ | 5 986,1 |
| Plus (moins) | | | | | |
| Obligations locatives | 147,1 | | 139,0 | | 106,6 |
| Portion à court terme des obligations locatives | 36,1 | | 34,3 | | 31,3 |
| Emprunts bancaires | - | | 1,7 | | 29,4 |
| Actifs liés aux instruments financiers dérivés | (405,6) | | (625,5) | | (679,8) |
| Passifs liés aux instruments financiers dérivés | 23,3 | | 28,4 | | 2,1 |
| Espèces et quasi-espèces | (64,7) | | (136,7) | | (14,0) |
| Dette nette consolidée exclusion faite des débentures convertibles | 6 290,2 | | 5 227,6 | | 5 461,7 |
| Divisée par : | | | | | |
| BAlIA ajusté sur 12 mois | 1 973,2 | \$ | 1 952,6 | \$ | 1 879,5 |
| Ratio d'endettement net consolidé | 3,19x | | 2,68x | | 2,91x |

¹ Exclut les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées au risque de taux d'intérêt couvert et les frais de financement.

Indicateurs clés de rendement

Unité génératrice de revenus

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit l'UGR. Une UGR représente, le cas échéant, le nombre de clients aux services d'accès Internet, de télédistribution et de VSDA, et le nombre de lignes aux services de téléphonie mobile et filaire. L'UGR n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS, et la définition et la méthode de calcul de l'UGR utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises ou publiées par des autorités publiques.

Facturation moyenne par unité

La Société se sert d'un indicateur clé de rendement utilisé dans l'industrie, soit la FMPU. Cet indicateur sert à mesurer la facturation moyenne d'abonnement par UGR. La FMPU n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul de la FMPU utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises.

La FMPU mobile se calcule en divisant la facturation moyenne d'abonnement du service de téléphonie mobile par le nombre moyen d'UGR de ce service durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

La FMPU totale se calcule en divisant la facturation moyenne combinée d'abonnement aux services d'accès Internet, de télédistribution, de VSDA, de téléphonie mobile et filaire, par le nombre total moyen d'UGR aux services d'accès Internet, de télédistribution, de téléphonie mobile et filaire durant la période visée, puis en divisant ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

Contrôles et procédures

Conformément au Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs, l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de la Société a été effectuée. En se fondant sur cette évaluation, le président et chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu que les CPCI et CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice terminé le 31 décembre 2021. Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur est communiquée par d'autres personnes au sein de ces entités, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, documents intermédiaires ou autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation sur les

valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation. De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS de la Société.

Enfin, aucune modification concernant le CIIF qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir sur ce dernier une incidence importante n'a été déterminée par la direction de la Société au cours de la période comptable débutant le 1^{er} octobre 2021 et se terminant le 31 décembre 2021.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société à <www.quebecor.com> ou sur le site Internet de SEDAR à l'adresse <www.sedar.com>.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujettis à d'importants risques, incertitudes et hypothèses, connus et inconnus, qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer avec succès son réseau et les installations de ses services mobiles ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux, de la télévision et des autres médias ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de la gamme de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement du réseau de Québecor Média ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives, ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution, d'accès Internet, de téléphonie mobile et filaire, et de VSDA, ainsi que la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre le piratage, l'accès non autorisé ou d'autres violations de la sécurité ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les interruptions dues à des bris d'équipements, des pannes de réseau, la menace de catastrophes naturelles, les épidémies, les pandémies ou autres crises de santé publique, y compris la pandémie de la COVID-19, et l'instabilité politique dans certains pays ;
- l'impact des mesures d'urgence mises en œuvre par divers paliers gouvernementaux ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences ou des marchés de Québecor Média ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;

- la capacité de Québecor Média de développer avec succès les activités de son secteur Sports et divertissement ou d'autres domaines en expansion de ses autres secteurs d'activité ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur une portion des exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux rubriques « Informations sur les tendances », « Risques et incertitudes » et « Instruments financiers et gestion des risques financiers » du présent rapport de gestion et aux autres documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <www.sedar.com> et à <www.quebecor.com>.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 23 février 2022 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables l'exigent.

Montréal, Québec

Le 23 février 2022

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES

Exercices terminés les 31 décembre 2021, 2020 et 2019
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants relatifs aux données par action)

| | 2021 | 2020 | 2019 |
|----------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|
| Exploitation | | | |
| Revenus | 4,554.4 \$ | 4,317.8 \$ | 4,293.8 \$ |
| BAlIA ajusté | 1,973.2 | 1,952.6 | 1,879.5 |
| Flux de trésorerie d'exploitation ajusté | 1,382.1 | 1,312.4 | 1,144.1 |
| Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires : | | | |
| Activités d'exploitation poursuivies | 621.9 | 594.5 | 581.0 |
| Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers | 15.7 | 7.5 | (6.1) |
| Éléments inhabituels | (59.2) | (28.0) | (19.6) |
| Activités abandonnées | - | 33.2 | 97.5 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 578.4 | 607.2 | 652.8 |
| Données de base par action | | | |
| Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires : | | | |
| Activités d'exploitation poursuivies | 2.55 \$ | 2.36 \$ | 2.27 \$ |
| Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers | 0.06 | 0.03 | (0.02) |
| Éléments inhabituels | (0.23) | (0.11) | (0.08) |
| Activités abandonnées | - | 0.13 | 0.38 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 2.38 | 2.41 | 2.55 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions) | 243.5 | 251.6 | 255.6 |
| Données diluées par action | | | |
| Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires : | | | |
| Activités d'exploitation poursuivies | 2.52 \$ | 2.33 \$ | 2.24 \$ |
| Impact de la dilution | - | - | 0.03 |
| Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers | - | - | (0.02) |
| Éléments inhabituels | (0.23) | (0.11) | (0.08) |
| Activités abandonnées | - | 0.13 | 0.38 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 2.29 | 2.35 | 2.55 |
| Nombre moyen pondéré d'actions diluées (en millions) | 248.3 | 256.3 | 255.8 |

QUÉBECOR INC.

SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

| | 2021 | | | | 2020 | | | |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | 31 déc. | 30 sept. | 30 juin | 31 mars | 31 déc. | 30 sept. | 30 juin | 31 mars |
| Revenus | 1 183,9 \$ | 1 148,2 \$ | 1 131,2 \$ | 1 091,1 \$ | 1 146,8 \$ | 1 111,7 \$ | 1 003,8 \$ | 1 055,5 \$ |
| BAlIA ajusté | 498,8 | 520,3 | 501,4 | 452,7 | 526,8 | 513,4 | 475,7 | 436,7 |
| Flux de trésorerie d'exploitation ajusté | 370,6 | 365,8 | 338,1 | 307,6 | 345,2 | 346,1 | 326,1 | 295,0 |
| Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires : | | | | | | | | |
| Activités d'exploitation poursuivies | 157,6 | 176,1 | 158,3 | 129,9 | 165,0 | 173,1 | 144,9 | 111,5 |
| Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers | 7,6 | 6,1 | 7,3 | (5,3) | (0,4) | (18,3) | 4,5 | 21,7 |
| Éléments inhabituels | (4,7) | (9,1) | (42,1) | (3,3) | (4,2) | (13,9) | (7,0) | (2,9) |
| Activités abandonnées | - | - | - | - | (0,6) | - | 32,5 | 1,3 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 160,5 | 173,1 | 123,5 | 121,3 | 159,8 | 140,9 | 174,9 | 131,6 |

Données de base par action

| | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires : | | | | | | | | |
| Activités d'exploitation poursuivies | 0,66 \$ | 0,73 \$ | 0,65 \$ | 0,52 \$ | 0,66 \$ | 0,69 \$ | 0,57 \$ | 0,44 \$ |
| Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers | 0,03 | 0,02 | 0,03 | (0,02) | - | (0,07) | 0,02 | 0,08 |
| Éléments inhabituels | (0,02) | (0,04) | (0,18) | (0,01) | (0,02) | (0,06) | (0,03) | (0,01) |
| Activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | 0,13 | 0,01 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 0,67 | 0,71 | 0,50 | 0,49 | 0,64 | 0,56 | 0,69 | 0,52 |
| Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions) | 239,8 | 242,7 | 245,0 | 246,7 | 249,1 | 250,5 | 252,8 | 254,0 |

Données diluées par action

| | | | | | | | | |
|------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires : | | | | | | | | |
| Activités d'exploitation poursuivies | 0,65 \$ | 0,72 \$ | 0,64 \$ | 0,52 \$ | 0,66 \$ | 0,68 \$ | 0,57 \$ | 0,42 \$ |
| Impact de la dilution | - | - | - | - | - | 0,01 | - | - |
| Perte sur évaluation et conversion des instruments financiers | - | - | - | (0,02) | - | (0,07) | - | - |
| Éléments inhabituels | (0,02) | (0,04) | (0,17) | (0,01) | (0,02) | (0,06) | (0,03) | (0,01) |
| Activités abandonnées | - | - | - | - | - | - | 0,12 | 0,01 |
| Bénéfice net attribuable aux actionnaires | 0,63 | 0,68 | 0,47 | 0,49 | 0,64 | 0,56 | 0,66 | 0,42 |
| Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions) | 244,6 | 247,5 | 249,9 | 246,9 | 253,8 | 250,7 | 258,6 | 259,9 |